



De meilleurs emplois et un avenir plus radieux :

Investir dans la garde d'enfants pour renforcer le capital humain

Amanda E. Devercelli et Frances Beaton-Day
DÉCEMBRE 2020

© 2020 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale

1818 H Street NW Washington DC 20433
Téléphone: 202-473-1000
Internet: www.worldbank.org

Cet ouvrage est le fruit du travail du personnel de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Nicole Hamam a assuré la conception graphique.

Droits et autorisations

« L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Devercelli, A. et Beaton-Day, F. 2020. De meilleurs emplois et un avenir meilleur : Investir dans la garde d'enfants pour bâtir le capital humain. Washington DC. Banque mondiale. »

Le contenu de ce document est soumis au droit d'auteur. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de ses connaissances, ce document peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, tant qu'une autorisation complète est attribuée.

Toute question concernant les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doit être adressée aux publications de la Banque mondiale,

World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA; télécopieur : 202-522-2625; e-mail : pubrights@worldbank.org

De meilleurs emplois et un avenir plus radieux :

Investir dans la garde d'enfants pour renforcer le capital humain

Amanda E. Devercelli et Frances Beaton-Day

DÉCEMBRE 2020

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient la direction de la Banque mondiale, notamment Jaime Saavedra (directeur au pôle mondial HEDDR), Caren Grown (directrice au pôle HGNDR), Michal Rutkowski (directeur au pôle HSJDR), Margaret Grosh (conseillère principale, HSJDR), Lynne Sherburne-Benz (Directrice régionale HSADR) et Omar Arias (Chef de service au pôle HEDGE). Les auteurs remercient les pairs examinateurs suivants pour leurs excellents commentaires : Veronica Silva Villalobos (spécialiste principale de la protection sociale, HLCSP), Sophie Naudeau (chef de programme, HAFD2), Aylin Isik-Dikmelik (économiste principale, CSPHN) et Ana Maria Munoz Boudet (Spécialiste principal en sciences sociales, EPVGE).

Ce document a bénéficié de riches contributions de la part d'un groupe de collaborateurs au sein du Groupe de la Banque mondiale. Il s'agit des contributions des Pôles mondiaux d'expertise en Education, Protection sociale et Emploi, Santé, Nutrition et Population, du Groupe « Genre », de l'équipe de projet du Capital humain, du Skills Global Solutions Group, du Labor Global Solutions Group et de la Société financière internationale (IFC). Les auteurs souhaitent remercier particulièrement les collègues suivants pour leurs importantes contributions : Kathleen Beegle (économiste principale, HGNDR), Indhira Santos (économiste sénior, HSJDR), Victoria Levin (économiste sénior, HEDGE), Michael Weber (économiste sénior, HSPJB), João Pedro Azevedo (économiste principal, HEDGE), Adelle Pushparatnam (spécialiste de l'éducation, HEDGE), Magdalena Bendini (économiste, HEDGE), Shawn Powers (économiste, HLCED), Diego Armando Luna Bazaldua (spécialiste en éducation, HEDGE) Ella Humphry (spécialiste de en éducation, HEDGE), Rudaba Nasir (Spécialiste des opérations, CEDGB), Anita Gurgel (Consultante, HECED), Daniel Halim (Économiste, HGNDR), Sherilee Le Mottee (Consultante, HECED), Laura Rawlings (Économiste principale, HAES2), Rana Yacoub (Consultante, HMNED) et Drew von Glahn (Consultante). Ce document s'inspire de « Approaches, Experiences and Lessons to Addressing Childcare in the World Bank Portfolio », un bilan des récentes opérations du Groupe de la Banque mondiale dans le domaine de la garde d'enfants, sous la direction de Sarah Haddock (spécialiste en développement social, GSUo6).

Les auteurs tiennent également à remercier les partenaires clés qui ont participé à un atelier de deux jours en juillet 2019 pour discuter des messages, de la stratégie et du contenu du document, et qui ont depuis fait part de leurs commentaires et de leurs contributions spécifiques : Michael Banda (UNICEF Rwanda) ; Umberto Cattaneo (OIT); Helen Elsey (Université de York); Afzal Habib (Kidogo); Peter Hinton (CapPlus); Mihaela Ionescu (ISSA); Bunmi Lawson (EdFin MfB, Nigeria); Joan Lombardi (Early Opportunities LLC); Grace Matlhape (SmartStart); Sumitra Mishra (Mobile Creches); Kevin Moorhead (UthaOITi); Rachel Moussié (Weigo); Megan O'Donnell (CGD); Scott Sheridan (Opportunity EduFinance); et Patricia Wekulo (APHRC). Les auteurs tiennent également à souligner les contributions de Laura Addati (OIT), Ariane Hegewisch (Institut de recherche sur les politiques de la femme), Pamela Jakiela (CGD), Shreyasi Jha (UNICEF), Chemba Raghavan (UNICEF), Fatmata Fatima Sesay (UNICEF), Erica Wong (UNICEF), Bernadette Daelmans (OMS), et Valentina Baltag (OMS).

L'équipe est particulièrement reconnaissante à Joan Lombardi, Ph.D. (Early Opportunities LLC) pour ses conseils et ses contributions au cours de la dernière année.

Ce document entend tirer parti de l'élan engendré par plusieurs initiatives en cours sur la question de la garde d'enfants, notamment « Tackling Childcare Initiative » de la SFI en faveur de services de garde d'enfants soutenus par les employeurs et le travail de l'UNICEF sur les politiques favorables à la famille.

TABLEAU DES MATIÈRES

Résumé exécutif	8
Section 1. Pourquoi la garde d'enfants est importante.	12
Augmenter la disponibilité des services de garde d'enfants peut conduire à une augmentation et à une amélioration de l'emploi des femmes.	13
La garde d'enfants et de meilleures opportunités d'emploi bénéficient au bien-être familial.	15
Les premières années de l'enfant constituent la période la plus critique pour son développement et les enfants doivent être dans des environnements sûrs et stimulants pendant cette période	15
L'élargissement de l'accès aux services de garde d'enfants peut se traduire par une augmentation de la productivité des entreprises et de la croissance économique.	17
Toutes les familles ont-elles besoin de services de garde d'enfants ? La garde d'enfants est-elle « une bonne chose » pour les très jeunes enfants ?	18
Section 2. L'ampleur du défi de la garde d'enfants.	20
Trop peu de familles ont accès à des services de garde, en particulier les familles à faible revenu et celles qui ont des enfants moins de 3 ans.	20
Même lorsque des services de garde d'enfants sont disponibles, d'autres contraintes limitent leur utilisation et réduisent les avantages potentiels. Ce sont notamment : le coût élevé, la faible qualité, le caractère parfois non pratique et les normes culturelles.	22
Le coût est souvent cité comme l'un des plus grands obstacles à l'utilisation des services de garde d'enfants.	23
La mauvaise qualité des services de garde d'enfants joue négativement sur leur potentiel et entrave l'utilisation des services.	28
Des emplacements non adaptés et des heures d'ouverture peu pratiques sont des obstacles à l'utilisation des services.	30
Les préoccupations communautaires ou culturelles peuvent avoir une incidence sur le recours aux services de garde d'enfants et l'emploi des femmes.	31
Estimations mondiales : des écarts importants dans l'accès aux services de garde d'enfants.	31
Quelle augmentation faut-il pour combler l'écart actuel et combien d'emplois pourraient être créés en élargissant l'accès aux services de garde d'enfants ?	33
Section 3. Cinq objectifs stratégiques pour élargir l'accès à des services de garde abordables et de qualité.	34
Cinq objectifs stratégiques pour les gouvernements.	34
Résumé des mesures prioritaires pour atteindre les cinq objectifs stratégiques.	42
Section 4. La voie à suivre : tirer parti de divers points d'entrée sectoriels, soutenir les processus nationaux et élargir la recherche.	43
Identifier et exploiter de nouvelles sources de financement et divers points d'entrée sectoriels	43
Soutenir les processus nationaux et développer des outils pour soutenir les diagnostics et la mise en œuvre au niveau national	45
Élargir la recherche sur la garde d'enfants	45
Conclusion	47

Annexes

Annexe A. Méthodologie détaillée pour estimer les besoins en places de garde d'enfants	50
Annexe B. Politiques nationales : âge officiel d'entrée au préprimaire et au primaire et durée théorique de l'enseignement préprimaire	57
Annexe C. Cinq objectifs stratégiques pour tous les pays et une analyse des pratiques internationales . . .	64
Annexe D. Tirer parti des points d'entrée multisectoriels et des approches novatrices pour élargir l'accès aux services de garde d'enfants	87

Liste des Tableaux

Tableau 2.1 Principales contraintes sur marché de la garde d'enfants.	23
Tableau 2.2 Aperçu des besoins mondiaux en matière de garde d'enfants, de l'offre et de l'écart d'accès.	32
Tableau 2.3 Pourcentage du besoin total, de l'inscription et de l'écart entre les différents niveaux de revenu du pays.	33
Tableau 3.1 Différents types de services de garde d'enfants et d'éducation précoce non étatiques	36
Tableau 3.2 Résumé des différentes approches à la disposition des gouvernements pour accroître l'accès. . .	37
Tableau 3.3 Résumé des actions prioritaires pour atteindre les cinq objectifs stratégiques	42
Tableau 4.1 Points d'entrée sectoriels potentiels pour investir dans la garde d'enfants.	44
Tableau 4.2 Résumé des questions de recherche sur la garde d'enfants.	45
Tableau A.1.1 Besoins mondiaux actuels en matière de garde d'enfants : estimations	51
Tableau A.2.1 Besoins en matière de garde d'enfants et écart d'offre ventilé par niveau de revenu national (pour les enfants de moins de 3 ans).	52
Tableau A.2.2 Besoins en matière de garde d'enfants et écart d'offre ventilé par niveau de revenu national (pour les enfants de 3 ans jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire)	53
Tableau A.2.3 Besoins en matière de garde d'enfants et écart d'offre ventilé par niveau de revenu national (pour tous les enfants jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire)	54
Tableau A.3 Pourcentage du besoin total, de l'inscription et de l'écart entre les différents niveaux de revenu national (pour les enfants de 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire)	54
Tableau A.4 Aperçu des projections pour la garde d'enfants d'ici 2030 (besoins et écart d'accès pour les enfants en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire)	55
Tableau B.1 Age officiel d'entrée au préprimaire : données groupées	57
Tableau B.2 Age officiel d'entrée au primaire : données groupées.	57
Tableau B.3 Durée théorique de l'enseignement préprimaire : données groupées	57
Tableau B.4 Liste complète des pays disposant de données sur les âges d'entrée officiels pour le préprimaire et le primaire.	58
Tableau C.1 Exemples de stratégies gouvernementales favorisant l'accès aux services de garde d'enfants, par groupe d'âge.	65
Tableau C.2 Différents types de services de garde d'enfants et d'éducation précoce non étatiques	66
Tableau C.3 Politiques obligeant les employeurs à offrir des services de garde : pays sélectionnés.	69
Tableau C.4 Résumé des différentes approches à la disposition des gouvernements pour accroître l'accès .	70
Tableau C.5 Aperçu des dispositions institutionnelles de garde d'enfants	77
Tableau C.6 Comparaison des normes de qualité et des dispositifs de suivi pour certains pays	84
Tableau C.7 Résumé des actions prioritaires pour atteindre les cinq objectifs stratégiques.	86
Tableau D.1 Points d'entrée sectoriels potentiels pour investir dans la garde d'enfants.	88

Liste des figures

Figure 1.1 Aperçu des avantages qui découlent de l'accès aux services de garde d'enfants.	12
Figure 1.2 Taux de participation des mères au marché du travail et taux d'inscription aux services de garde d'enfants de moins de 3 ans. OCDE 2014.	14
Figure 2.1 Principales raisons invoquées pour ne pas recourir davantage aux services de garde d'enfants dans l'Union européenne (pourcentage moyen par pays).	24
Figure 2.2 Écart dans le taux d'inscription en garderie pour les enfants de moins de 3 ans entre les amilles du tertile le plus riche et le plus pauvre (données des 10 pays de l'OCDE présentant les écarts les plus importants).	24
Figure 2.3 Dépenses publiques consacrées à la garde d'enfants et à l'apprentissage des jeunes en enfants dans les pays de l'OCDE en pourcentage du PIB. (2015).	26
Figure 2.4 Association entre les dépenses publiques et l'inscription à la garderie / EPE dans les pays de l'OCDE.	27
Figure 3.1 Aperçu des objectifs stratégiques visant à améliorer l'accès à des services de garde d'enfants abordables et de qualité.	35
Figure C.1 Aperçu des objectifs stratégiques visant à améliorer l'accès à des services de garde abordables et de qualité.	65
Figure C.2 Dépenses publiques consacrées à la garde d'enfants et à l'apprentissage des jeunes enfants dans les pays de l'OCDE en pourcentage du PIB (2015)	73
Figure C.3 Association entre les dépenses publiques et l'inscription à la garderie / EPE dans les pays de l'OCDE	74

Liste des encadrés

Encadré S.1 Les répercussions de la COVID-19 sur les services de garde d'enfants	8
Encadré S.2 Garde d'enfants : définition, types de garde d'enfants et autres clarifications	11
Encadré 2.1 Combien les parents sont-ils disposés à payer pour la garde d'enfants?	25
Encadré 2.2 Le personnel de la garde d'enfants et de l'éducation précoce	29
Encadré 2.3 Note sur les limites des données	33
Encadré 3.1 La garde des enfants s'inscrit dans un continuum plus large de politiques favorables à la famille.	40
Encadré A.1 Comment nos estimations se situent-elles par rapport aux estimations relatives aux services de garde d'enfants?	56
Encadré C.2 Services contractuels : Un exemple en Inde	71
Encadré C.3 Exemples de pays qui offrent des incitations au secteur non étatique afin de soutenir l'offre de garde d'enfants pour familles vulnérables	72
Encadré C.4 4 La garde d'enfants s'inscrit dans un continuum plus large de politiques favorables à la famille	79
Encadré C.5 Exemple de collecte de données à méthodes mixtes sur la demande et l'offre de services de garde d'enfants en Europe de l'Est et en Asie centrale	82
Encadré C.6 Exemples de pays qui ont des programmes de formation courts ou plus souples en matière de garde d'enfants et d'apprentissage précoce.	83

Références	92
-----------------------------	-----------

Résumé exécutif

Dans ce document, nous apportons les preuves de l'importance de la garde d'enfants pour bâtir le capital humain, nous examinons l'état actuel des services de garde d'enfants dans le monde y compris une estimation des écarts mondiaux en matière d'accès, et nous proposons des actions spécifiques que les pays peuvent mener afin d'élargir l'accès aux services de garde de qualité et abordables pour toutes les familles qui en ont besoin, en particulier les plus vulnérables. Ce document ayant été rédigé à l'origine avant la pandémie COVID-19, il a été mis à jour pour prendre en compte les défis uniques que constitue la pandémie COVID-19 pour les familles, les enfants, les gouvernements et le secteur de la garde d'enfants, ainsi que l'importance d'investir dans la garde d'enfants pour stimuler la relance économique des pays.

■ Généraliser l'accès des familles à des services de garde d'enfants de qualité a le potentiel de tracer des voies de sortie de la pauvreté, de renforcer le capital humain et d'accroître l'équité - autant de pierres angulaires de la croissance économique et de la productivité d'un pays. L'expansion de services de garde de qualité peut avoir des retombées sur plusieurs générations en favorisant l'équité et en améliorant l'emploi et la productivité des femmes, les résultats des enfants, le bien-être des familles, la productivité des entreprises et le développement économique global.

■ Les premières années des enfants sont une période de développement rapide et conséquent qui jette les bases du succès futur de la vie ; alors que l'influence de la famille est essentielle pendant cette période, de nombreux enfants passent beaucoup de temps dans un type de garde d'enfants à l'extérieur du foyer. Les cinq premières années de la vie de l'enfant constituent une période de développement cérébral rapide et un moment crucial pour intervenir afin de favoriser une croissance et un développement sains. D'innombrables études ont démontré les résultats durables des interventions précoces de qualité et l'importance de veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants. L'accès à des services de garde de bonne qualité est essentiel pour le développement de l'enfant, mais pour de nombreuses familles, la garde des enfants contraint les décisions quant à l'opportunité de travailler et au type de travail dans lequel s'engager. Le défi de la garde des enfants concerne tous les parents qui travaillent, mais il est particulièrement critique pour les parents qui ont de jeunes enfants qui ne sont pas encore en âge d'être scolarisés en primaire (lorsque des services accessibles financés par le gouvernement deviennent disponibles dans la plupart des pays). Avec l'augmentation de l'exode rural et le nombre croissant de familles quittant les structures traditionnelles de la famille élargie qui pourraient autrement offrir une aide à la garde des enfants, le défi continuera à gagner de l'ampleur.

■ Bien que la garde des enfants concerne tous les parents qui travaillent, elle est particulièrement importante dans le contexte des efforts visant à améliorer les possibilités d'emploi et la productivité des femmes dans les secteurs formel et informel. Le manque de services de garde abordables empêche souvent les femmes d'entrer sur

ENCADRÉ S.1 LES RÉPERCUSSIONS DE LA COVID-19 SUR LES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS

La pandémie de la COVID-19 a mis en évidence les graves lacunes du système actuel de services de garde d'enfants tels que l'accès inégal, la mauvaise qualité, le besoin de financements publics, les mauvaises conditions d'emploi du personnel et la vulnérabilité générale du secteur. Des investissements judicieux pour soutenir les familles et le secteur des services de garde d'enfants par divers moyens sont essentiels aux efforts de rétablissement déployés dans les pays pour permettre aux parents de retourner au travail et offrir du soutien aux enfants et aux familles. Dans de nombreux pays, cela peut passer par l'acheminement de ressources vers les prestataires de services de garde d'enfants en difficulté financière afin qu'ils puissent rouvrir. À mesure que les services de garde commenceront à rouvrir, certains ajustements seront nécessaires pour assurer la sécurité des enfants et du personnel. L'expérience que tant de parents ont vécue au cours des derniers mois en luttant pour équilibrer la garde des enfants et leurs responsabilités professionnelles peut aussi ouvrir de nouvelles possibilités, accroître l'empathie du public, et générer un élan politique pour remédier aux insuffisances de l'offre de services de garde dans le monde entier qui laissent tant de familles avec des choix limités et des enfants dans des contextes non propices à leur sécurité et donc peu susceptibles de favoriser leur développement.

le marché du travail ou de réintégrer le marché du travail après l'accouchement. Elle limite également la qualité des emplois et les opportunités de revenu que les femmes peuvent saisir. Cela peut avoir un large éventail d'effets négatifs, notamment sur la sécurité économique des familles, l'égalité des sexes et l'autonomisation, ainsi que sur la croissance des entreprises et de l'économie. Lorsque les femmes gagnent et contrôlent leurs propres revenus, elles ont tendance à consacrer davantage de ressources à la santé, à l'éducation et au bien-être général de leurs enfants. Lorsque les femmes quittent le marché du travail, les entreprises perdent des employés précieux, ce qui entraîne une augmentation des coûts liés à l'attrition et une réduction de la productivité des entreprises, ainsi que l'absence des avantages d'une main-d'oeuvre plus diversifiée.

■ **Trop d'enfants passent leurs premières années dans des environnements sous-optimaux, avec des conséquences négatives pour leur développement et les possibilités tout au long de leur vie.** En l'absence d'autres options, de nombreux parents qui travaillent sont forcés de laisser leurs enfants dans des environnements inadéquats ou même dangereux. Les enfants peuvent être laissés seuls ou avec un frère ou une sœur ou peuvent accompagner leurs parents au travail dans des conditions dangereuses. Outre la sécurité, les conséquences sur le développement des enfants qui n'ont pas accès à des services de garde d'enfants de qualité et à des possibilités d'apprentissage précoce émergent rapidement, à mesure que les enfants arrivent à l'école primaire sans les compétences nécessaires pour réussir, puis se retrouvent encore plus loin derrière leurs pairs plus favorisés pendant l'école primaire. On estime que 53 % des enfants des pays à revenu faible ou intermédiaire vivent dans une « pauvreté d'apprentissage », incapables de lire et de comprendre une histoire simple à la fin de l'école primaire. Dans les pays les plus pauvres, ce chiffre peut atteindre 80 pour cent. Ces privations précoces et ces mauvais résultats d'apprentissage ont un impact sur le capital humain des pays, car les enfants deviennent des adultes incapables de réaliser leur plein potentiel : Le Human Capital Project estime que 56 pour cent des enfants nés aujourd'hui seront, au mieux, deux fois moins productifs qu'ils auraient pu l'être. Les frères et sœurs plus âgés, en particulier les filles, sont également touchés par le défi de la garde d'enfants lorsqu'ils sont forcés d'assumer des responsabilités en matière de garde d'enfants, ce qui a des conséquences sur leurs propres opportunités d'éducation et leurs choix de vie. Le fait de garder les adolescentes plus longtemps à l'école a des effets positifs sur le report du mariage et de la première grossesse.

■ **L'ampleur des besoins non satisfaits en matière de garde d'enfants est considérable : nous estimons que plus de 40 % de tous les enfants (près de 350 millions) qui sont en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire dans le monde ont besoin de services de garde d'enfants, mais n'y ont pas accès.** Plus précisément, 72 pour cent de tous les enfants en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire ont besoin d'une certaine forme de garde (593 millions), et 59 pour cent de ces enfants n'y ont pas accès actuellement (349 millions). Le défi de la garde d'enfants touche de façon disproportionnée les familles des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire inférieur : près de huit enfants sur dix qui ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès vivent dans des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire inférieur. Un enfant vivant dans un pays à revenu faible est près de cinq fois moins susceptible d'avoir accès à des services de garde qu'un enfant vivant dans un pays à revenu élevé. Ces chiffres sous-estiment probablement les besoins mondiaux, car ils ne tiennent pas compte des parents qui sont empêchés d'entrer sur le marché du travail en raison d'un manque de services de garde. Ces familles exclues sont probablement parmi les plus vulnérables et pourraient bénéficier le plus des services de garde d'enfants. L'écart d'accès est particulièrement profond pour les enfants de moins de 3 ans, car les coûts sont généralement plus élevés pour ce groupe d'âge et peu de pays ont des politiques ou des dispositions générales qui les couvrent. Pour les enfants de 3 à 6 ans, l'école maternelle, lorsqu'elle est disponible, peut offrir une solution partielle, en offrant souvent au moins une demi-journée de services. Malgré les progrès accomplis dans l'expansion du préscolaire, près de 40 pour cent de tous les enfants d'âge préscolaire dans le monde ne sont pas inscrits à l'école maternelle et dans les pays à revenu faible, 80 pour cent des enfants d'âge préscolaire ne sont pas inscrits.

■ **Il ne s'agit pas seulement d'une question d'accès ; la qualité des services de garde que reçoivent les enfants est primordiale pour garantir la matérialisation des divers bénéfices concernés.** En tenant compte à la fois des services actuels de garde d'enfants et de l'expansion de ces services, il est essentiel que la qualité soit à l'avant-plan des politiques et des programmes visant à assurer le développement et l'apprentissage des enfants. La qualité est essentielle, à la fois pour assurer de bons résultats pour les jeunes enfants et aussi comme « signal » pour motiver les parents à inscrire leurs enfants pour commencer. Si la qualité est faible, les enfants n'en profiteront pas et pourraient même en souffrir, et les parents pourraient ne pas vouloir laisser leurs enfants dans des établissements qui ne sont pas sûrs ou dont ils sont peu susceptibles de profiter. Malheureusement, de nombreux services de garde d'enfants ne sont pas d'une qualité suffisante pour avoir un impact positif sur le développement de l'enfant.

■ **Accroître l'économie des services de garde d'enfants offre des opportunités d'emploi substantielles : nous estimons que l'expansion de la main-d'oeuvre employée dans des services de garde pour faire face aux besoins actuels pourrait créer 43 millions d'emplois dans le monde.** Ces emplois sont importants pour l'avenir du travail, car ils sont beaucoup moins vulnérables à l'automatisation que d'autres types d'emplois. Étant donné que l'un des aspects les plus importants de la qualité est une main-d'oeuvre capable, attentionnée et qualifiée, il est crucial de fournir des

opportunités de formation appropriées pour ces personnels. L'expansion des services de garde d'enfants pourrait également permettre de créer des millions d'opportunités pour les petites entreprises (pour des services dans une structure ou à domicile) qui pourraient générer des revenus tout en répondant aux besoins de la communauté. Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 par exemple, garantir l'accès à la garde des enfants sera essentiel pour permettre aux parents de retourner au travail et constitue, en soi, une source potentielle de création d'emplois pour les prestataires de services de garde d'enfants.

■ **Les politiques relatives à la garde des enfants tout comme la fourniture des services afférents sont éclatées dans de nombreux pays, ce qui accroît le défi pour assurer la qualité et une bonne planification.** Dans de nombreux pays, la réglementation et la fourniture de services de garde d'enfants ne s'inscrivent pas parfaitement dans le mandat d'une agence ou d'un ministère, et les rôles des différents acteurs sont souvent flous. En l'absence de rôles et de responsabilités clairement définis, la garde des enfants peut passer entre les mailles du filet, et la planification, la réglementation, l'assurance qualité et un suivi solide et efficace, lesquels sont nécessaires à des services satisfaisants ne se concrétisent jamais. Le résultat est que des millions de familles n'ont pas de services de garde fiables, laissant des millions d'enfants dans des contextes de garde inadéquats, voire dangereux. Une approche globale visant à garantir que les systèmes nationaux et les environnements favorables soutiennent la qualité fait actuellement défaut dans la plupart des pays.

■ **L'élargissement de l'accès à des services de garde de qualité et abordables générera un certain nombre d'externalités positives et devrait être un domaine prioritaire pour l'intervention et le financement publics.** Le système actuel de nombreux pays ne répond pas aux besoins de la plupart des familles et il est peu probable que le marché à lui seul aboutisse à une solution qui maximise à la fois la participation des femmes au marché du travail et le développement de l'enfant. La garde des enfants doit être un domaine prioritaire d'intervention publique : sans le soutien du gouvernement, la garde des enfants ne sera pas accessible aux familles les plus vulnérables. Les gouvernements disposent d'un éventail d'options politiques pour remédier à la défaillance actuelle du marché ; une approche globale impliquant tous les départements du gouvernement sera nécessaire pour tirer parti des diverses solutions et mécanismes de financement et créer un environnement propice pour élargir l'accès à des services de garde de qualité et abordables. Au niveau des pays, l'ensemble des ressources financières au niveau des programmes existants pourrait être mieux exploité pour commencer à combler les lacunes. Mais ce ne serait qu'un début: il faut des ressources supplémentaires dans la plupart des pays.

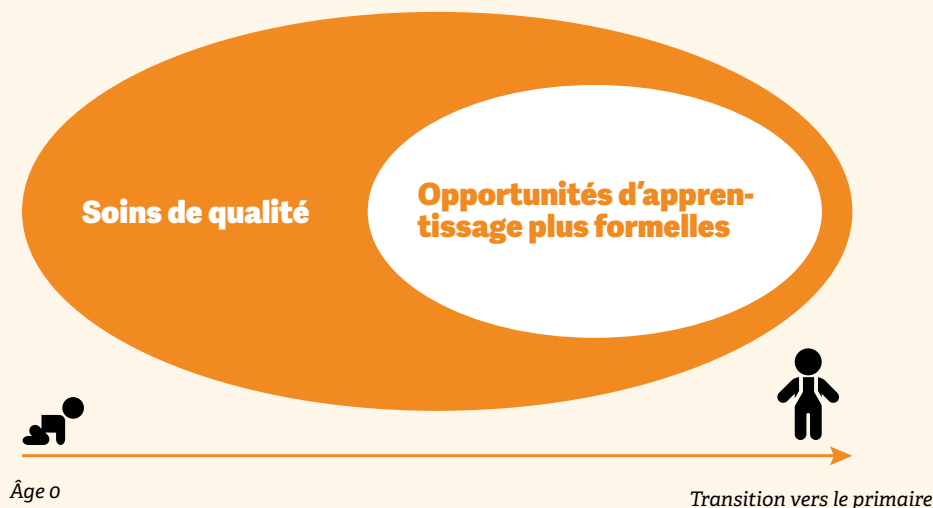
■ **Au plan politique, nous proposons cinq objectifs stratégiques sur lesquels les gouvernements devraient se concentrer pour s'assurer que les services de garde d'enfants soient disponibles, abordables, de qualité décente et répondent aux besoins de toutes les familles :** (i) élargir l'accès aux services de garde d'enfants en favorisant divers types de services; (ii) prioriser la couverture des services de garde pour les familles les plus vulnérables et s'assurer que des options gratuites et à faible coût sont disponibles; (iii) allouer un financement suffisant pour rendre les services de garde de qualité abordables pour les familles; (iv) définir des dispositions institutionnelles claires et réalisables et assurer la cohérence du système; (v) veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants grâce à un système d'assurance qualité solide et à un personnel soutenu et compétent.

■ **Dans le présent document, nous présentons les données sur les raisons pour lesquelles les services de garde d'enfants sont importants pour la construction du capital humain, nous examinons l'état actuel de l'offre et nous analysons un ensemble holistique de solutions que les pays peuvent utiliser pour élargir les services de garde d'enfants de qualité.** Dans la section 1, nous expliquons pourquoi les services de garde d'enfants sont importants pour le développement du capital humain et en quoi ils sont liés à un ensemble de questions diverses, notamment l'emploi des femmes, le bien-être de la famille, le développement des enfants, la productivité des entreprises et l'économie en général. Dans la section 2, nous présentons l'ampleur du défi à l'échelle mondiale, avec des projections du besoin non satisfait en services de garde de qualité et, en fin de compte, de la taille de l'opportunité du marché. Dans la section 3, nous proposons à tous les gouvernements cinq objectifs stratégiques à atteindre pour fournir des services de garde abordables et de qualité aux familles qui en ont besoin. Dans la section 4, nous présentons un programme visant à mieux tirer parti des ressources existantes et des opportunités intersectorielles, à soutenir les processus nationaux et à élargir le programme de recherche. A la fin du document se trouvent des annexes détaillées. Elles comprennent des recherches supplémentaires, des orientations pour les pays et des exemples spécifiques de politiques et de pays qui peuvent être utiles dans le dialogue sur les politiques sont incluses. Ces annexes peuvent être utilisées comme ressources autonomes pour approfondir des sujets spécifiques.

■ **Investir dans l'augmentation des services de garde d'enfants et dans la qualité est une stratégie importante pour les pays qui cherchent à bâtir leur capital humain et pourrait permettre des avancées significatives dans de nombreux domaines prioritaires du gouvernement.** L'expansion de services de garde de qualité offre une occasion unique de créer de meilleurs emplois et d'assurer un avenir meilleur en améliorant l'emploi et la productivité des femmes, les résultats pour les enfants, le bien-être des familles, la productivité et le développement économique global.

GARDE D'ENFANTS : DÉFINITION, TYPES DE GARDES D'ENFANTS ET AUTRES CLARIFICATIONS

Des soins de qualité sont essentiels pour tous les enfants ; à mesure que les enfants grandissent, des opportunités d'apprentissage précoce plus formelles, par exemple avec d'autres enfants, prennent de l'importance



Dans le présent rapport, nous employons le terme de garde d'enfants pour qualifier des services dont l'objectif premier est de s'occuper des enfants pendant que les parents travaillent, tout en veillant à ce que les enfants soient en sécurité et qu'ils aient la possibilité d'apprendre et d'établir des relations positives avec les aidants et les pairs. Des soins de qualité sont essentiels pour tous les enfants, et à mesure qu'ils grandissent, ils ont également besoin d'expériences d'apprentissage plus formelles qui vont les aider à se préparer à l'école primaire

Âge des enfants : Ce rapport couvre les enfants de la naissance jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire. On fait parfois une distinction entre les services dédiés aux enfants de moins de 3 ans et ceux entre 3 ans et l'âge d'entrée à l'école primaire. Les services pour ces différents groupes d'âge peuvent être fournis séparément en raison des différences au niveau des réglementations, de la conception des programmes et des besoins des enfants. Cependant, certains pays ont également des approches qui couvrent les enfants de la naissance à l'âge d'entrée à l'école primaire dans un seul cadre et / ou ont une réglementation uniforme pour toute la tranche d'âge.

La maternelle est-elle une garderie ? L'objectif principal du préscolaire est de préparer les enfants à l'école primaire en soutenant leur développement cognitif, socio-émotionnel et physique, mais la qualité des soins demeure essentielle. La maternelle peut servir de solution de garde d'enfants, bien que souvent ce ne soit qu'une solution partielle pour les parents qui travaillent dans les cas où elle fonctionne seulement à la demi-journée..

Types de cadres : Les services de garde d'enfants peuvent être fournis dans de nombreux cadres différents et sont nommés de différentes manières dans les différents pays. Les types de garde d'enfants sont généralement classés en trois catégories : la garde d'enfants à domicile, les garderies et les arrangements familiaux improvisés et non rémunérés.



Garde d'enfants à domicile : de manière générale, il existe deux catégories de garde à domicile : (i) la garde au domicile de l'enfant par une personne parfois appelée nounou ou fille au pair ; (ii) les services de garde d'enfants offerts à un groupe d'enfants au domicile de l'assistante maternelle



Garderies : les centres dédiés aux jeunes enfants sont généralement appelés garderies ou crèches. Les écoles maternelles et les jardins d'enfants peuvent également jouer ce rôle.



Arrangements familiaux et autres arrangements informels : il s'agit d'arrangements qui imposent le fardeau de la garde à un ami ou à un membre de la famille. Il peut consister à amener l'enfant au travail ou de le laisser à un voisin, un ami, un frère ou une sœur, un grand-parent ou un autre parent. Ce type de soins peut ou non être rémunéré.

SECTION 1:

Pourquoi la garde d'enfants est importante

Un accès accru à des services de garde de qualité peut avoir des effets multigénérationnels car ils permettent d'améliorer l'emploi et la productivité des femmes, les résultats des enfants, le bien-être de la famille, la productivité des entreprises et l'économie dans son ensemble (comme le montre la figure 1.1). Dans cette section, nous présentons les preuves de ces différents avantages. Nous reconnaissons que les choix que font les familles en matière de garde d'enfants sont profondément personnels et sont influencés par divers facteurs. Nous clôturons cette section par une discussion sur la nécessité d'une politique publique pour garantir que toutes les familles puissent faire leurs propres choix avec des contraintes aussi faibles que possibles.

FIGURE 1 APERÇU DES BÉNÉFICES QUI DÉCOULENT DE L'ACCÈS AUX SERVICES DE GARDE D'ENFANTS



Bien que les bénéfices soient classés parmi ceux qui reviennent aux personnes, aux familles, aux économies et aux sociétés, nous reconnaissons qu'il existe un recoupement important entre ces catégories.

■ Augmenter la disponibilité des services de garde d'enfants peut conduire à une augmentation et à une amélioration de l'emploi des femmes

La pénurie de garde d'enfants affecte les parents qui travaillent pour tous les niveaux de revenu et dans toutes les régions, mais elle est particulièrement importante en ce qui concerne l'emploi et les opportunités économiques des femmes. Les femmes assument de manière disproportionnée le fardeau des soins dans les ménages¹. Le manque de services abordables de garde d'enfants est souvent cité comme l'un des plus grands obstacles aux opportunités de travail des femmes, limitant le type et la quantité de travail qu'elles peuvent effectuer en dehors de la maison (IFC 2017 ; Hein et Cassirer 2010 ; Diaz et Rodriguez-Chamussy 2013; Woetzel et al. 2015; ONU Femmes 2015; Banque mondiale 2018; Revenga et Dooley 2020). Au quotidien, les parents (surtout les femmes) sont souvent obligés de choisir entre laisser leurs enfants dans des situations de garde médiocres ou sans surveillance du tout, travailler à temps partiel, accepter un travail plus flexible / informel (ce qui peut entraîner moins de sécurité et un salaire moins élevé) ou abandonner complètement le travail (IFC 2017; Alfery 2016). En 2018, 606 millions de femmes en âge de travailler se sont déclarées soit indisponibles pour un emploi, soit ne cherchant pas de travail du fait de leurs responsabilités familiales, contre seulement 41 millions d'hommes (OIT 2018b). Au Sri Lanka, les mères d'enfants de moins de 5 ans étaient 11% moins susceptibles de s'engager sur le marché du travail que les autres femmes (Gunatilaka 2013), et la garde d'enfants est le principal problème cité par les femmes pour avoir quitté le marché du travail (Madurawala 2009). De même, en Allemagne et en Lettonie respectivement, 45 et 56 pour cent des mères d'enfants de moins de 3 ans qui ne travaillaient pas ou qui travaillaient uniquement à temps partiel ont indiqué que cela était dû à un manque de services de garde abordables et disponibles (Mills et al. 2014).

Le manque de services de garde d'enfants peut limiter la productivité et l'étendue des emplois que les femmes peuvent occuper, ce qui les empêche de profiter d'opportunités plus stables et plus rémunératrices (Alfers, 2016). En Ouganda, une récente étude a révélé que 38 % des femmes travaillant à leur compte amenaient leurs enfants au travail, une pratique associée à des profits inférieurs de 45 % (Delecourt et Fitzpatrick 2019). Des entretiens avec des commerçants de rue au Ghana et en Afrique du Sud ont révélé que les femmes n'étaient pas en mesure de profiter des meilleurs moments pour les affaires (tôt le matin et tard le soir), car c'est à ce moment que leurs enfants ont le plus besoin d'elles (Alfers 2016). Dans les bidonvilles du Guatemala, 40 pour cent des mères travaillant de manière informelle ont déclaré s'occuper elles-mêmes de leurs enfants et ont cité le manque de services de garde d'enfants comme l'une des principales raisons pour lesquelles elles n'ont pas accepté d'emploi dans l'économie formelle (étude IFPR 2003 citée dans Cassirer et Addati 2007). Le manque de garde d'enfants restreint également le choix de l'emploi dans le secteur informel : de nombreuses femmes peuvent être contraintes d'accepter des types de travail encore plus mal payés et précaires dans le secteur informel pour accroître la flexibilité (Alfers 2016). En Afrique du Sud, les collecteurs de déchets ont cité la flexibilité comme raison pour laquelle elles ont accepté ce type de travail précaire (Alfers 2016). Au-delà de l'emploi, le manque de garde d'enfants restreint également la participation aux programmes de renforcement des compétences et d'emploi, ce qui aurait pu contribuer à soutenir un emploi plus productif (Cho et al. 2013; Valdivia 2015). Dans la plupart des pays, l'écart de rémunération entre les sexes est dû au moins en partie à «l'écart salarial lié à la maternité» (OIT 2018c).

Il existe des preuves irréfutables de l'impact positif de la disponibilité des services de garde d'enfants sur l'emploi des femmes, y compris dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. On observe le plus souvent cet effet en matière d'intégration accrue des femmes à la main-d'œuvre, mais on dispose de preuves récentes qui montrent que la garde des enfants permet un allongement de la durée de travail, une productivité et un revenu plus élevés ainsi qu'un emploi dans le secteur formel plutôt qu'informel. Un grand nombre d'études et d'enquêtes ont conclu que des services de garde d'enfants plus abordables mènent à une plus grande participation des femmes au marché du travail (Blau et Currie 2006 ; Gathmann et Sass 2012 ; Fong et Lokshin 2000; Lokshin 1999). Au Brésil, la garde d'enfants dans une structure a augmenté la probabilité d'emploi maternel de 44 points de pourcentage, a permis aux mères de travailler à temps plein et a augmenté le travail des mères dans le secteur formel (Sanfelice 2018). Des résultats similaires ont été obtenus au Mexique, y compris une augmentation des revenus, à la suite de l'expansion significative des services de garde d'enfants dans ce pays en 2007 (Calderon 2014). Au Vietnam, la garde d'enfants a augmenté la probabilité d'avoir un emploi salarié de 41% et de travailler dans le secteur formel de 26%, ainsi que des heures plus longues et des revenus plus élevés (Dang, Hiraga et Nguyen 2019). Une étude récente au Kenya a révélé que la garde d'enfants permettait aux femmes de réduire leurs heures de travail sans impact négatif sur les revenus et d'accéder à des emplois du secteur formel à heures fixes (Clark et al. 2019). En revanche, il est important de noter que, pour ceux qui travaillent dans le secteur informel, la garde d'enfants ne permettra pas toujours de franchir le pas dans le secteur

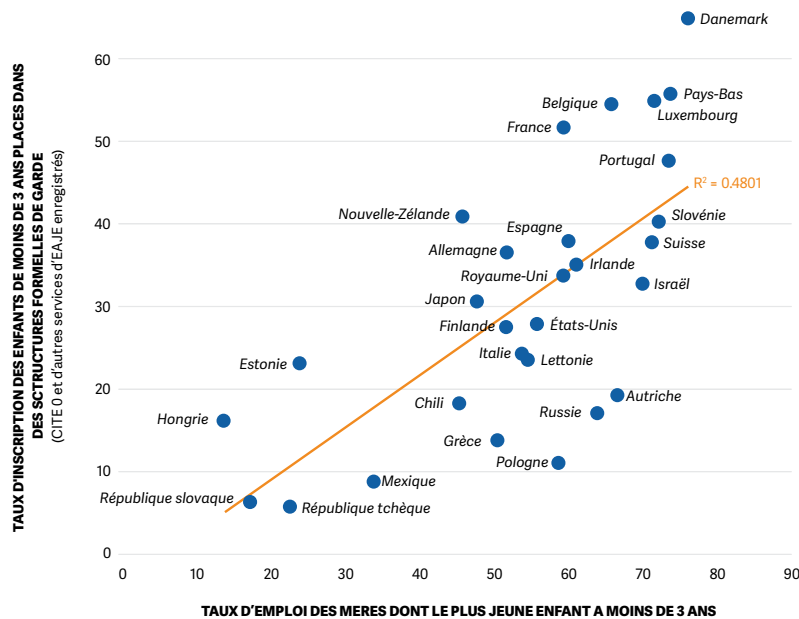
¹ Le fardeau disproportionné des soins pour les femmes est bien documenté dans les articles cités, mais ici nous nous concentrons sur les arrangements de garde d'enfants à l'extérieur du foyer.

formel à moins qu'elle ne soit accompagnée d'autres stratégies du marché du travail pour promouvoir l'emploi dans le secteur formel, ce qui est rare dans de nombreux pays.

Même pour des écoles maternelles qui ne fonctionnent que 3 ou 4 heures par jour, on a constaté une augmentation de l'emploi des mères. La disponibilité d'une école maternelle a augmenté la probabilité d'emploi des mères au Mozambique de 26% (Martinez, Naudeau et Pereira 2012), en Argentine de 7 à 14 points de pourcentage (Berlinski et Galiani 2007) et en Indonésie de 7,4 points de pourcentage (Halim, Johnson et Perova 2019)². L'étude de l'Indonésie, cependant, a mis en garde sur le fait qu'une durée d'ouverture des structures préscolaires plus courte aboutissait au fait que les mères étaient plus susceptibles de travailler dans le secteur informel avec des horaires de travail plus flexibles (Halim, Johnson et Perova 2019)³. Plusieurs études ont montré un impact des services de garde d'enfants sur l'emploi des hommes (Dang Hiraga et Nguyen 2019; Calderon 2014) bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires dans ce domaine (Harper, Austin et Nandi 2017).

Il existe une forte corrélation entre la participation des mères au marché du travail et l'inscription des enfants dans les services de garde d'enfants dans les pays de l'OCDE. Comme l'illustre la figure 1.2, les pays où les taux d'inscription à la garde d'enfants sont élevés ont également tendance à avoir une plus forte participation des femmes au marché du travail (bien que souvent à temps partiel). Il s'agit du Danemark, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal. Certains pays situés en partie basse de l'échantillon ont des droits à congé de maternité généreux. En Hongrie, Estonie et en République slovaque, par exemple, les mères ont droit à plus de 160 semaines de congé de maternité payé (soit au total 72, 85 et 54 semaines d'équivalent plein salaire, respectivement tandis que la République tchèque offre 110 semaines de congé (53 semaines de plein salaire).⁴ Des mesures réglementaires permettant des congés de maternité ou parentaux plus longs peuvent constituer un moyen efficace de s'assurer que les parents reçoivent un soutien financier pendant qu'ils s'occupent des enfants à la maison au lieu de les placer dans des services de garde d'enfants⁵. L'encadré C.6 de l'annexe C du présent rapport examine plus en détail diverses options stratégiques pour offrir un continuum de la garde d'enfants.

FIGURE 1.2 TAUX DE PARTICIPATION DES MÈRES AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET TAUX D'INSCRIPTION AUX SERVICES DE GARDE D'ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS, PAYS DE L'OCDE, 2014



Source: OCDE (2017), consulté à l'adresse <http://www.oecd.org/education/school/SS%20V%20Mothers%20labour%20market%20participation%201.png>

² Un certain nombre d'études ont démontré le lien entre la disponibilité d'une structure préscolaire et l'emploi des mères dans les pays à revenu élevé. Voir, par exemple, Baker, Gruber et Milligan 2008; et Gelbach 2002.

³ Pour plus de détails sur les études en PIB par habitant, la durée du congé de maternité, voir Diaz et Rodriguez-Chamussy 2016.

⁴ Selon les indicateurs de l'OCDE de 2016 (tableau PF2.1.A : « Résumé des congés payés auxquels les mères ont droit »).

⁵ Toutefois, certaines études révèlent des effets négatifs qui découlent des longues périodes de congé de maternité, comme l'avancement professionnel et les pénalités salariales (Addati, Cassirer et Gilchrist 2014).

■ La garde d'enfants et de meilleures opportunités d'emploi bénéficient au bien-être familial

Un revenu familial plus élevé, surtout lorsqu'il est le fait des femmes, a une incidence positive sur elles et sur leur famille. Lorsque les ménages gagnent moins parce que les femmes sont exclues de l'emploi en dehors du foyer, la sécurité économique de la famille peut être affaiblie. Les revenus inférieurs ou manquants qui en résultent peuvent également perpétuer l'inégalité entre les sexes, réduire l'indépendance des femmes, leur pouvoir de négociation et leur poids dans les décisions (Wodon et De le Brière 2018). Les données provenant de divers pays (tels que le Bangladesh, le Brésil, la Chine, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Inde, le Mexique, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni) montrent que l'augmentation de la part du revenu des ménages contrôlée par les femmes, soit grâce à leurs propres revenus, soit grâce aux transferts monétaires, modifie les l'information est disponible de manière à profiter aux familles, et en particulier aux enfants, car elles dépensent plus pour l'éducation, la santé, la nutrition ou le logement (Banque mondiale 2012). L'augmentation du revenu peut également se traduire par une augmentation de bien-être perçue par les femmes (Banerjee et al. 2015; Macours et Vakis 2014). Pour les femmes du secteur formel ayant accès à une pension de retraite, il y a des implications substantielles à long terme pour l'indépendance financière. Toutefois, si les frais de garde d'enfants sont trop élevés ou si l'emploi n'est pas bien rémunéré, les avantages potentiels seront limités.

Comblent l'insuffisance de services de garde d'enfants pourrait aider les frères et sœurs plus âgés à être scolarisés plus longtemps, ce qui a un impact particulièrement important pour les adolescentes. Outre les risques de laisser les jeunes enfants sous la garde de leurs frères et sœurs, les données indiquent que l'accès restreint aux services de garde peut avoir de graves conséquences sur l'éducation des frères et sœurs plus âgés, qui assument souvent la responsabilité de la garde. Des responsabilités trop lourdes peuvent entraîner des risques pour ces aidants : des recherches récentes de l'Organisation mondiale de la Santé montrent que les jeunes aidants ont signalé de la fatigue et des difficultés à se concentrer, des problèmes de santé mentale et un manque de temps libre (Baltag 2020).⁶ Au Kenya, l'augmentation de 10 % du salaire des mères a fait augmenter de 11 % le nombre de garçons inscrits à l'école, mais a réduit de 8,8 % le nombre de filles inscrites, ce qui indique que les filles abandonnaient l'école et assumaient des responsabilités familiales. (Lokshin, Glinskaya et Garcia, 2000). En Inde, une autre étude a abouti à des conclusions similaires bien que la scolarisation des filles et des garçons ait été négativement corrélée à l'augmentation du revenu de leur mère (Skoufias 1994). En revanche, au Mozambique, la création d'établissements préscolaires communautaires a eu pour effet que les frères et sœurs plus âgés avaient 6% de chances en plus d'être inscrits à l'école (Martinez, Naudeau et Pereira 2012). La participation plus élevée des adolescentes à l'école a, en retour, engendré de meilleurs résultats pour elles car une scolarité plus longue peut contribuer à retarder le mariage et la première grossesse, ce qui a des implications potentielles pour la fécondité totale.

■ Les premières années de l'enfant constituent la période la plus critique pour son développement et les enfants doivent être dans des environnements sûrs et stimulants pendant cette période

Les données recueillies dans diverses disciplines confirment que les premières années d'un enfant sont un moment crucial pour investir dans le développement de compétences fondamentales. Le cerveau des enfants se développe plus rapidement et est plus malléable au cours de leurs cinq premières années (et en particulier des 1 000 premiers jours) qu'à tout autre moment de leur vie. Les enfants ont besoin de stimuli divers au cours de cette période critique, et une littérature abondante témoigne de l'impact à vie des interventions de qualité pendant ces premières années (Heckman et Masterov 2007; Engle et al. 2011). Pendant cette période, les enfants ont besoin d'attentions particulières qui comprennent la stimulation, la protection contre le stress, des soins de santé et une nutrition adéquats ainsi que la possibilité de jouer et d'apprendre (Black et al. 2017 ; Organisation mondiale de la santé 2018). Les enfants exposés à des environnements dangereux ou peu stimulants sans soins adultes appropriés risquent de développer des déficits qui perdurent tout au long de la vie.

Les déficits précoces et les opportunités manquées peuvent avoir des conséquences à vie pour les enfants. Des estimations récentes montrent que plus de 250 millions de jeunes enfants dans le monde risquent de ne pas atteindre

⁶ Le terme jeune aidant est utilisé par l'Organisation mondiale de la Santé pour désigner une personne de moins de 18 ans qui fournit des services et un soutien non rémunérés à un membre de la famille ou à un ami. Cela est conforme à la définition du Royaume-Uni de l'article 96 de la Loi de 2014 sur les enfants et les familles, qui définit un jeune aidant comme « une personne de moins de 18 ans qui fournit ou a l'intention de fournir des services à une autre personne. (de tout âge, sauf lorsque ces services sont fournis contre rémunération, en vertu d'un contrat ou à titre de travail bénévole) ».

leur potentiel de développement en raison de la pauvreté, d'une nutrition inadéquate, de l'exposition au stress et du manque de stimulation précoce et d'apprentissage (Black et al. 2017 ; Lu, Black et Richter 2016).

Cette privation précoce affecte les enfants tout au long de leur vie. Environ 53% des enfants des pays à revenu faible et intermédiaire (LMICS) vivent dans la « pauvreté des apprentissages », une situation définie comme incapacité à lire et à comprendre une histoire simple à la fin de l'école primaire. Dans les pays les plus pauvres, ce chiffre peut atteindre 80% (Banque mondiale 2019e). Cette pauvreté des apprentissages trouve ses racines dans les premières années de l'enfant, alors qu'elles constituent une fenêtre d'opportunité cruciale durant laquelle se construisent des bases solides pour l'apprentissage futur. Le milieu familial a bien entendu une influence primordiale, mais des services de garde d'enfants de qualité et des milieux d'apprentissage préscolaires peuvent bénéficier au développement des enfants leur vie durant.

La pauvreté des apprentissages trouve ses racines dans les premières années de l'enfant, lorsqu'il existe une fenêtre d'opportunités cruciale pour établir des bases solides pour l'apprentissage futur.

Les avantages de la qualité des services de garde d'enfants et de l'apprentissage des jeunes enfants comprennent une meilleure préparation à l'école, une réduction des taux de redoublement et de décrochage et une meilleure réussite scolaire (Heckman and Masterov 2007; Engle et al. 2011). Les efforts visant à soutenir le développement et l'apprentissage des enfants avant l'entrée à l'école primaire sont essentiels pour s'assurer que les enfants arrivent à l'école prêts à réussir. Des services d'apprentissage précoce de qualité (qui pourraient être offerts par le biais de garderies ou à domicile) qui favorisent les aptitudes socio-émotionnelles, aideront les enfants à acquérir des compétences linguistiques et de prélecture ainsi que la capacité et le goût de l'apprentissage, qui les accompagneront durant tout le reste de leur éducation. Les compétences d'alphabétisation précoce telles que la reconnaissance de mots, la connaissance de l'alphabet et la sensibilisation phonologique sont des prédicteurs des compétences d'alphabétisation ultérieures et seront importantes pour combattre la pauvreté des apprentissages (National Early Literacy Panel 2008; Scarborough 1998).

Des services de garde d'enfants de qualité peuvent garantir la sécurité des enfants et leur offrir d'autres services ; il existe de plus en plus de preuves d'un impact positif du milieu de garde d'enfants sur les bénéfices nutritionnels. Dans les régions rurales du Bangladesh, les garderies communautaires ont réduit la mortalité, y compris la noyade, et les blessures (Rahman et al. 2012). Au Guatemala, le pourcentage des besoins nutritionnels quotidiens consommés par les enfants placés en garderie a augmenté, notamment en ce qui concerne les protéines (de 26 points de pourcentage), le fer (de 22 points) et la vitamine A (de 85 points) (Ruel et al., 2006). En Colombie, l'exposition de 5 à 15 mois à un programme de garde d'enfants a réduit la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants âgés de 25 à 36 mois de 2,6 points de pourcentage (Bernal et al., 2009). L'organisation Mobile Creches

en Inde fait état d'une amélioration de l'émaciation pour 55 % des enfants qui fréquentent les services de crèche pendant au moins quatre mois (selon les données internes de Mobile Creches). Toutefois, il s'agit d'un domaine d'investigation nouveau et certaines études ne sont pas concluantes (Leroy, Gadsden et Guijarro, 2012). Il faut explorer davantage dans quelle mesure les services de garde d'enfants peuvent promouvoir la diversité alimentaire, comment les repas fournis par les services de garde d'enfants peuvent ouvrir la voie à une plus grande diversité alimentaire pendant les premières années et au-delà. Les garderies peuvent offrir aux enfants d'autres services essentiels, notamment le dépistage des retards de croissance et les services de santé tels que la vaccination, le suivi et le soutien de la croissance et bien d'autres.

Des données relatives à une diversité de contextes suggèrent que le développement des compétences cognitives et socio-émotionnelles pendant les premières années d'un enfant joue un rôle majeur dans sa réussite au travail et dans sa vie à l'âge adulte car il offre de meilleures perspectives d'emploi et à un meilleur potentiel de revenu.⁷ Ces avantages ont des répercussions qui vont au-delà de la vie des individus en ce qu'ils contribuent à stopper la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. L'étude de référence réalisée en Jamaïque, qui évaluait un programme de nutrition et de stimulation précoce, a révélé que les enfants inscrits au programme (âgés de 9 à 24 mois) avaient un revenu 25 % supérieur à celui de leurs pairs deux décennies plus tard (Gertler et al. 2014). Une enquête récente menée auprès d'adultes dans 12 pays à revenu faible et intermédiaire a révélé que ceux qui avaient bénéficié de services de garde d'enfants et / ou d'éducation de la petite enfance restaient à l'école en moyenne 0,9 an de plus et

⁷ Voir par exemple Cunha et Heckman 2007; Cunha et al. 2006; Engle et coll. 2011; Garcia, Devercelli et Valerio, à venir; Heckman 2006; Naudeau et al. 2011; Neuman et Devercelli 2013; et Shafiq, Devercelli et Valerio, 2018.

étaient susceptibles d'occuper des emplois plus qualifiés. Dans ces études, les autres facteurs ayant potentiellement une influence étaient contrôlés, comme les antécédents familiaux par exemple (Shafiq, Devercelli et Valerio 2018).

■ L'élargissement de l'accès aux services de garde d'enfants peut entraîner une augmentation de la productivité des entreprises et de la croissance économique.

Les bénéfices cumulatifs pour les individus ont des retombées économiques et sociales positives à long terme. L'Étude Perry sur le préscolaire de 2005 aux États-Unis a révélé des avantages à long terme en examinant le cheminement de vie, des années plus tard, des anciens participants. Ces avantages comprennent la réduction de la criminalité, des comportements témoignant d'une plus grande conscience de la santé, une cohésion sociale et une égalité accrues, autant de facteurs qui favorisent la croissance économique et réduisent le poids financier pour les systèmes gouvernementaux (voir Garces, Thomas et Currie 2000; Heckman 2008a, 2008b, 2010; Heckman et Masterov 2007; Karoly et al. 1998; et Schweinhart, Barnes et Weikart 1993).

Améliorer la garde des enfants et les opportunités de travail des femmes peut accroître la productivité des entreprises, réduire les coûts consécutifs à l'usure au travail des employés et engendrer des avantages liés à la diversité (IFC 2017). Le défi qui consiste à maximiser le capital humain n'est pas seulement la nécessité de le construire, mais aussi la mauvaise répartition des tâches lorsque les responsabilités en matière de soins poussent les femmes à se retirer du marché du travail. Lorsque des femmes qualifiées quittent le marché du travail, les entreprises perdent un réservoir de femmes qualifiées, ce qui les amène parfois à embaucher des hommes moins qualifiés pour prendre leur place (Reventa et Dooley 2020), ce qui réduit la productivité et augmente les coûts associés à l'usure au travail. Le développement de la garde d'enfants pourrait être un outil puissant pour rectifier cela afin que les pays et les entreprises puissent tirer parti du capital humain dont ils disposent actuellement. Lorsque les femmes quittent le marché du travail, les entreprises en souffrent : pour les employeurs, le coût de l'usure au travail des employés équivaut à au moins 16 à 20 % du salaire annuel d'un employé et peut représenter plus de deux fois l'équivalent des salaires des employés aux échelons supérieurs lorsqu'on tient compte des coûts de recrutement de nouveaux employés, de la formation, de l'intégration ainsi que des pertes de productivité (Boushey et Glynn, 2012). La performance et la productivité des employés sont améliorées grâce à une réduction de l'absentéisme et à une amélioration des niveaux de concentration lorsqu'ils ont accès à des services de garde, (IFC 2017; Addati, Cassirer et Gilchrist 2014). Une étude sur les entreprises de taille moyenne en Allemagne a démontré que les stratégies favorables à la famille, notamment l'aide à la garde d'enfants, se traduisaient par un retour sur investissement de 25% (Addati, Cassirer et Gilchrist 2014). La diversité accrue de la main-d'œuvre due à une plus grande participation des femmes peut procurer un éventail d'avantages, notamment en matière d'innovation, de leadership et de performance financière (IFC, 2016).

Des augmentations significatives des revenus résultant d'une forte participation féminine au marché du travail contribueront à la croissance économique. Une étude réalisée en 1995 dans quatre pays récemment industrialisés (Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan) a révélé que l'apport de main-d'œuvre était un facteur clé de la croissance économique et que cette augmentation était attribuable à la baisse des taux de natalité après la guerre et à l'augmentation du travail des femmes (Young 1995). ActionAid a calculé que les femmes pourraient augmenter leurs revenus à l'échelle mondiale de 76 % si l'écart de participation à l'emploi et l'écart salarial entre les femmes et les hommes étaient comblés, ce qui équivaut à une valeur mondiale estimée à 17 billions de dollars US (2015). Une étude McKinsey de 2015 a estimé que le produit intérieur brut (PIB) mondial pourrait augmenter de 12 billions de dollars US d'ici 2025 si tous les pays atteignaient un niveau de parité hommes-femmes équivalent à celui des pays qui s'améliorent le plus rapidement dans leur région (Woetzel et al., 2015). L'augmentation des revenus générera des recettes fiscales plus élevées que les pays peuvent investir dans des domaines prioritaires. L'augmentation du revenu familial associée à un accès accru aux services de garde peut même être suffisante pour couvrir les coûts de l'expansion de ces services grâce aux ressources récupérées grâce à l'impôt sur le revenu. Au Québec, le vaste programme de garderies lancé en 1996 devait initialement couvrir environ 40% des coûts du programme grâce à l'augmentation des recettes fiscales ; toutefois, les estimations les plus récentes indiquent que l'augmentation des recettes fiscales dépasse le coût du programme (McCluskey 2018).

Accroître les services de garde d'enfants et soutenir ce marché peut conduire à la création de nouveaux emplois, ce qui contribue à l'emploi et à la productivité des femmes ainsi qu'à la croissance économique globale. À la section 2 du présent rapport, nous évaluons le besoin actuel de services de garde d'enfants et nous indiquons les possibilités d'emploi substantielles associées à la croissance de l'économie des services de garde d'enfants. Nous estimons que l'expansion des services de garde pour répondre aux besoins actuels dans le monde pourrait créer 43 millions de

sont gardés que ce soit dans le cercle familial ou dans une structure spécialisée. Les familles qui disposent d'une certaine latitude quant à déterminer si un parent retourne au travail ou non (et sur quelle base) peuvent chercher un compromis entre le coût, la qualité des services de garde disponibles et les meilleurs résultats qu'ils peuvent espérer pour leurs enfants. Certaines recherches menées dans des pays à revenu élevé suggèrent que pour les familles qui peuvent fournir un environnement très stimulant et sain à la maison, le domicile peut être un meilleur choix, mais cela dépend de la qualité des services de garde d'enfants disponibles et des résultats mesurés⁹. En revanche, pour les enfants dont le milieu familial n'est ni sûr ni stimulant, offrir des services de garde d'enfants de qualité peut littéralement changer la donne ce qui témoigne d'une opportunité de politique publique unique : plusieurs études dans des pays à revenu élevé tels que les États-Unis, la Norvège, l'Allemagne et l'Italie ont révélé que l'offre de services de garde d'enfants, même pour de très jeunes enfants, a des effets positifs importants pour les familles défavorisées si elle est de grande qualité¹⁰. Par exemple, le programme Abecedarian aux États-Unis a démontré des effets positifs sur : le développement cognitif dès l'âge de 18 mois; la réussite en lecture et en mathématiques pendant toute la période scolaire; le taux de réussite universitaire; la santé, la prise de décision sociale et la réduction du comportement criminel à l'âge adulte (Sparling et Meunier 2019). Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre les compromis et dans quelles situations les services de garde d'enfants sont les plus indiqués (voir le domaine de recherche présenté à la section 4), et, lorsqu'on établit des politiques publiques et des programmes de recherche, il faut faire preuve de discernement afin de mieux comprendre et respecter les besoins, les choix et les situations particulières des familles. Pour toutes les familles, la qualité de l'attention à accorder aux enfants est cruciale - lorsque celle-ci est de mauvaise qualité, il y a un risque pour le développement de l'enfant (voir la section 2 pour plus de détails sur la question de la qualité).

Pour de nombreuses familles, aucun véritable choix n'existe. Les familles ont besoin des revenus gagnés par les parents qui travaillent, et lorsque les parents vont travailler, trop d'enfants se retrouvent dans des conditions inappropriées et dangereuses, accompagnant souvent leur mère au travail ou étant laissés avec un frère ou une sœur (ONU Femmes 2015). Pour les familles à faible revenu, il peut s'avérer impossible de trouver une option de garde d'enfants qui soit disponible et abordable tout en étant d'une qualité suffisante pour au moins assurer la sécurité des enfants.

Toutes les familles doivent avoir de vrais choix à leur disposition pour pouvoir exercer leurs préférences sans contrainte. Les questions présentées ici sont celles que toutes les familles devraient être en mesure d'examiner et auxquelles elles devraient répondre elles-mêmes. Les politiques publiques ne devraient pas tenter de répondre à ces questions à leur place; les finances et les politiques publiques devraient permettre que les familles disposent de réels choix leur permettant d'assurer que les enfants soient gardés dans un environnement sûr et que les parents puissent occuper un emploi productif. Les politiques et les programmes conçus avec le double-objectif d'emploi des femmes et de développement de l'enfant peuvent donner lieu à des approches mieux harmonisées (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016), et si les gouvernements peuvent assurer la qualité tout en veillant à ce que les services soient abordables pour les parents qui travaillent, cela peut atténuer des divergences qui pourraient survenir entre développement de l'enfant et emploi (Berlinski et al. 2020). Les structures familiales sont diverses. Compte tenu du nombre croissant de familles monoparentales, de familles où les deux parents travaillent, de la migration interne et d'autres facteurs, le besoin de services de garde d'enfants continuera d'augmenter à l'échelle mondiale et les efforts que les gouvernements déploient pour soutenir leurs citoyens doivent refléter les besoins des citoyens, surtout ceux des plus vulnérables.

⁹ Voir par exemple Fort, Ichino et Zanella (2017), Baker, Gruber et Milligan (2019), et Corazzini, Meschi et Pavese (2020).

¹⁰ Voir par exemple Felfe et Lalive (2014) pour l'Allemagne; Drange et Havnes (2015) pour la Norvège; Del Boca, Pronzato et Sorrenti (2015) et Corazzini, Meschi et Pavese (2020) pour l'Italie; Sparling et Meunier (2019) pour le programme Abecedarian et Mathematica Policy Research (2002) pour Early Head Start aux États-Unis.

SECTION 2:

L'ampleur du défi de la garde d'enfants

Dans cette section, nous examinons le niveau actuel d'accès à la garde d'enfants, les modes de garde alternatifs et les obstacles à l'utilisation des services de garde et aux avantages qui en résultent. Nous fournissons également des estimations sur les besoins mondiaux en matière de garde d'enfants, l'offre actuelle et l'écart qui les sépare. Nous estimons que plus de 40% de tous les enfants (près de 350 millions) en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire dans le monde ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès. L'élargissement de la garde d'enfants pour combler le déficit mondial d'accès pourrait créer 43 millions de nouveaux emplois.

■ Trop peu de familles ont accès à des services de garde, en particulier les familles à faible revenu et celles qui ont des enfants de moins de 3 ans.

Les besoins en matière de garde d'enfants augmentent dans la plupart des pays et devraient continuer de croître. L'augmentation du nombre de ménages monoparentaux (qui en général concernent des femmes) et du nombre de femmes entrant sur le marché du travail contribuera à la croissance de la demande mondiale de services de garde d'enfants, tandis que l'exode rural éloignera de plus en plus de familles des systèmes traditionnels de soutien à la famille élargie (Hein et Cassirer, 2010). Ce problème touche les familles de tous les niveaux de revenu, dans presque tous les pays et dans les milieux urbains et ruraux.

Pour les familles des pays à faible revenu, les données sont rares mais indiquent un accès extrêmement limité aux services de garde d'enfants (Hein and Cassirer 2010; IFC 2017; Samman et al. 2016). Une enquête menée dans 31 pays en développement a révélé que seulement 4 % des femmes employées ont recours à des services organisés de garde d'enfants ou à des crèches (ONU Femmes 2015). Les 740 millions de femmes travaillant dans l'économie informelle dans le monde (OIT 2018d) ont souvent peu d'options de garde d'enfants disponibles (Samman et al. 2016) et les besoins sont grands chez les ménages démunis, en particulier dans les quartiers urbains informels. Une étude menée à Dhaka, au Bangladesh, par exemple, a révélé que les ménages des bidonvilles étaient quatre fois plus susceptibles d'avoir besoin de services de garde que les ménages situés en dehors des bidonvilles (Elsey et al. 2019).

Le défi de la garde d'enfants est particulièrement aigu pour les familles ayant des enfants de moins de 3 ans. Même dans les pays à revenu intermédiaire et élevé dotés de politiques et de réglementations plus solides en matière d'éducation de la petite enfance (EPE) et de développement de la petite enfance (DPE) en général, la garde des enfants de moins de 3 ans est souvent négligée dans les politiques gouvernementales. Seule une poignée de pays (principalement à revenu élevé), dont la Suède, le Danemark et la France, offrent des services publics de garde accessibles à tous pour les enfants de moins de 3 ans. Quelques pays ont mis en place des politiques solides, mais la couverture reste faible et les listes d'attente sont souvent longues. Par exemple, au Brésil, des engagements politiques forts en faveur des services publics de garde d'enfants et de la demande des parents ont conduit à une augmentation récente des inscriptions. Toutefois, des recherches récentes menées à Rio de Janeiro et à Sao Paulo montrent que la demande de services publics de garde d'enfants dépasse l'offre, de longues listes d'attente et des systèmes de loterie étant utilisés (Sanfelice 2018; Attanasio et al. 2017). De même, une étude de la Banque mondiale sur la garde des enfants en Europe de l'Est et en Asie centrale a révélé que les deux tiers des prestataires de services n'acceptent pas immédiatement les

demandes concernant de nouveaux enfants, et plus de la moitié renvoient les familles à une liste d'attente (Banque mondiale, 2015b). Dans l'ensemble de l'Union européenne (UE), le taux d'inscription des enfants de moins de 3 ans est de 33 pour cent : une récente enquête de l'UE a révélé que 20 pour cent des femmes qui ne travaillaient pas ou qui travaillaient à temps partiel, ont cité le manque de services de garde d'enfants comme principale raison de leur situation d'emploi (Commission européenne 2018).

Pour les enfants âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire, les gouvernements augmentent l'accès à l'éducation préscolaire, qui fait aussi office de garde d'enfants. Compte tenu des preuves de l'impact sur le développement de l'enfant et de la demande croissante des parents, les inscriptions préscolaires ont augmenté de façon constante à l'échelle mondiale. Le taux d'inscription préscolaire dans le monde a considérablement augmenté au cours des 20 dernières années, passant de 34 % en 2000 à 47 % en 2010 et à 62 % aujourd'hui. Malgré cette amélioration, près de 40 % des enfants du monde ne sont toujours pas inscrits à l'école préscolaire et dans les pays à faible revenu, 80 % ne le sont pas.¹¹

La demande des parents en matière de garde d'enfants et d'éducation préscolaire se mesure au taux de sur-inscription aux premières années de l'école primaire et elle y contribue. Près de 40 pays dans le monde ont des taux de scolarisation en première année qui dépassent de 30% ce qu'il devrait être s'il était consacré à la tranche d'âge normale ; la scolarisation d'enfants d'âge inférieur en première année en est l'une des principales causes (Crouch et al. 2019). Les familles choisissent d'inscrire les enfants à l'école primaire tôt, probablement en raison de l'absence d'une éducation préprimaire abordable ou d'autres options de garde d'enfants. Une récente enquête auprès des ménages menée en Ouganda a révélé que 29 % des parents ont envoyé leurs enfants à l'école primaire « tôt » parce qu'elle était gratuite (contrairement à l'école maternelle), même si la majorité d'entre eux savaient que leurs enfants risquaient de redoubler la 1ère année (Weatherholt et al., 2019). En Éthiopie, bien que le gouvernement ait fixé à 6 ans l'âge d'accueil des enfants de 6 ans, dans la pratique, la majorité des élèves inscrits sont âgés de 3 à 5 ans parce que les parents, en particulier dans les zones rurales, utilisent le préscolaire en partie pour répondre à un besoin de garde d'enfants (ELP ELSR 2018).

Le secteur non étatique (dont les modèles communautaires) est un pourvoyeur important de services de garde d'enfants et d'éducation préscolaire, mais le marché est sous-développé dans la plupart des pays. Étant donné que de nombreux gouvernements n'ont pas les ressources nécessaires pour financer la couverture universelle ni la capacité à fournir des services, le secteur non étatique (y compris les modèles communautaires) joue un rôle crucial dans l'élargissement de l'accès à l'éducation préscolaire et à la garde d'enfants. Font partie du secteur non étatique les garderies créées par des individus ou des organisations (à but lucratif et non lucratif), les chaînes de prestataires privés, les ONG prestataires, les prestataires confessionnels, les modèles communautaires ou coopératifs de garde d'enfants et la garde à domicile (généralement mise en place par des femmes où elles accueillent un petit nombre d'enfants à leur domicile). L'offre non étatique représente désormais environ 30% de l'offre préscolaire mondiale et a augmenté au cours de la dernière décennie, à la fois en nombre absolu et en pourcentage de l'effectif total (ISU). De nombreux groupes communautaires et ONG mènent des efforts pour combler le déficit de l'offre, en particulier pour les familles vulnérables dans les zones difficiles d'accès. Cependant, l'échelle est souvent limitée et l'offre peut ne pas être financièrement viable.

Dans les zones urbaines de certains pays, le taux d'inscription à des établissements préscolaires privés (souvent à faible coût mais à but lucratif) est nettement plus élevé que dans l'enseignement préscolaire public. En Inde, par exemple, une étude menée auprès de 4300 parents dans huit villes a établi que dans certaines régions, jusqu'à 90 % des enfants fréquentant l'école maternelle étaient inscrits dans des écoles privées (FSG, 2015). Pour les enfants de moins de 3 ans, les options de garde d'enfants sont très limitées dans la plupart des pays à revenu faible et intermédiaire, et les services disponibles sont informels et non réglementés. En Afrique du Sud, environ 40 pour cent des enfants âgés de 0 à 4 ans fréquentent une garderie formelle (République d'Afrique du Sud 2018), et le secteur privé est le principal prestataire de ces services. Le ministère du Développement social a encouragé les opérateurs privés à servir les familles vulnérables en offrant une subvention aux enfants de 0 à 4 ans dont la famille réussit un test de revenu. En 2018, la subvention couvrait 700.000 enfants (moins du tiers des inscrits), mais selon le profil de

Les programmes préscolaires peuvent répondre à un besoin de garde d'enfants pour certaines familles, mais dans le monde, seuls 62% des enfants sont inscrits et seulement 20% dans les pays à faible revenu.



¹¹ Données de l'ISU de l'UNESCO <https://data.worldbank.org/indicator/SE.PRE.ENRR> consultées en décembre 2020.

revenu des familles, beaucoup plus d'enfants devraient être admissibles (BRIDGE et al. 2020). La portée limitée de la subvention est due en partie au fait que le budget est insuffisant et en partie au fait que de nombreux opérateurs ne sont pas enregistrés - en raison d'exigences d'enregistrement parfois irréalistes - et ne sont donc pas éligibles à une subvention (Giese et Budlender 2011).

L'insuffisance des services de garde d'enfants conduit souvent les femmes à amener leurs enfants au travail ou à les confier à un autre enfant laissé à la maison. Plusieurs études, notamment celles d'ONU Femmes (2015) et Heymann (2007), ont analysé les données d'enquêtes menées auprès de femmes dans plusieurs pays et ont fait état d'un recours généralisé à des structures de garde d'enfants inadéquates et souvent peu sûres¹². Les femmes ont déclaré avoir à s'occuper de leur enfant au travail. Les enfants se trouvent souvent dans des conditions dangereuses (Heymann 2007). Amener les enfants au travail peut amener les femmes à prendre un emploi dans le secteur informel ou à passer à un travail encore plus flexible et moins rémunéré dans le secteur informel (Alfers 2016).

Le nombre élevé de femmes occupant un emploi qui laissent leurs enfants à la garde d'un autre enfant est encore plus inquiétant. Dans l'étude d'ONU Femmes, 12 % des femmes ayant un emploi ont laissé leur enfant sous la garde d'un autre enfant (ce pourcentage passe à 18 % chez les femmes les plus démunies). L'étude de Heymann (2007) a révélé que dans tous les pays où des entretiens ont été menés, entre 10 et 40% des familles avaient laissé un jeune enfant seul à la maison.¹³ Cela met les enfants en danger : dans deux familles sur trois où les parents ont dû laisser des enfants seuls à la maison ou les ont confiés à un enfant non rémunéré, les enfants ont été victimes d'accidents ou ont fait face à d'autres situations d'urgence (Heymann 2007). Dans 53 pays à revenu faible et intermédiaire, 20% des enfants de moins de 5 ans ont été laissés seuls ou confiés à un frère ou une sœur de moins de 10 ans pendant au moins une heure par semaine (Samman et al. 2016). Pour le sous-ensemble des pays à faible revenu de l'enquête, le chiffre est de 46 pour cent, et dans certaines parties de l'Éthiopie, plus de 50 pour cent des filles rurales âgées de 5 à 8 ans fournissent ces services de garde quotidiennement.

Lorsqu'il est possible, le recours aux grands-parents ou à d'autres membres de la famille pour la garde des enfants reste une option pour certaines familles bien que ce ne soit pas toujours une stratégie sûre ou souhaitable. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, par exemple, de nombreuses familles ont cessé de compter sur les grands-parents pour la garde des enfants en raison de leur vulnérabilité et du besoin de distanciation sociale. Bien que le recours aux grands-parents pour la garde des enfants puisse être une option valable pour certaines familles, souvent, elle ne convient pas. Les membres plus âgés de la famille peuvent également avoir eux-mêmes besoin de soins ou d'emploi. Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, l'absence de régimes de retraite couplée à une meilleure santé et à une plus grande longévité amène souvent les grands-parents à travailler plus longtemps et ce qui les expose en définitive aux mêmes contraintes que les parents qui travaillent comme par exemple avoir à s'occuper de leurs petits-enfants pendant qu'ils sont au travail (ONU Femmes 2019). Des données provenant de Chine et d'Afrique du Sud montrent que lorsqu'ils bénéficient d'une retraite, cela augmente la probabilité que les grands-parents (en particulier les grands-mères) prennent soin d'un petit-enfant (ONU Femmes 2019).

■ Même lorsque des services de garde d'enfants sont disponibles, d'autres contraintes limitent leur utilisation et réduisent les avantages potentiels. Ce sont notamment : le coût élevé, la faible qualité, les services parfois non pratiques et les normes culturelles.

Le marché de la garde d'enfants et de l'apprentissage préscolaire comporte un éventail de défis liés à l'offre et à la demande qui peuvent constituer des obstacles à son adoption et réduire la qualité de l'offre. Nous nous concentrons sur quatre obstacles en particulier :



COÛT ÉLEVÉ : Les services de garde d'enfants doivent être abordables pour les parents ; de nombreux parents ont du mal à se le permettre car les prestataires font face à des coûts de fonctionnement élevés qui les empêchent de proposer un prix suffisamment bas aux familles.

¹² Le document d'ONU Femmes (2015) comprenait des données provenant de 31 pays en développement sur l'utilisation des services de garde d'enfants. Dans Heymann (2007), les données d'enquête provenant de 55 000 personnes du monde entier sont combinées à plus de 1 000 entretiens approfondies de familles et à des données stratégiques sur plus de 160 pays.

¹³ Des entretiens approfondies ont été menés auprès de plus de 1 000 parents, prestataires de services de garde d'enfants, enseignants et fournisseurs de soins de santé en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Europe.



FAIBLE QUALITÉ : La qualité est essentielle pour parvenir à des résultats en matière de développement de l'enfant et pour établir la confiance des parents quant au fait que leurs enfants seront en sécurité et que le service représente un investissement valable pour leur avenir; dans de nombreux endroits, la qualité est insuffisante pour assurer la sécurité des enfants et n'inspire pas confiance aux parents.



SERVICES NON-PRATIQUES : Pour que les services de garde d'enfants soient utiles, ils doivent concorder avec les besoins des parents, en proposant notamment un emplacement pratique et des horaires d'ouverture qui correspondent aux heures de travail des parents.



NORMES CULTURELLES : Ce qui est acceptable est souvent influencé par des attitudes sociales plus larges. Il arrive que des normes sociales s'opposent à la garde d'enfants en dehors du cadre familial, ce qui limite le recours à des services de garde dans de nombreux contextes.

Ces défis prennent la forme des contraintes tant du côté de la demande que de l'offre. Elles sont résumées au tableau 2.1.

TABLEAU 2.1 PRINCIPALES CONTRAINTES SUR LE MARCHÉ DE LA GARDE D'ENFANTS

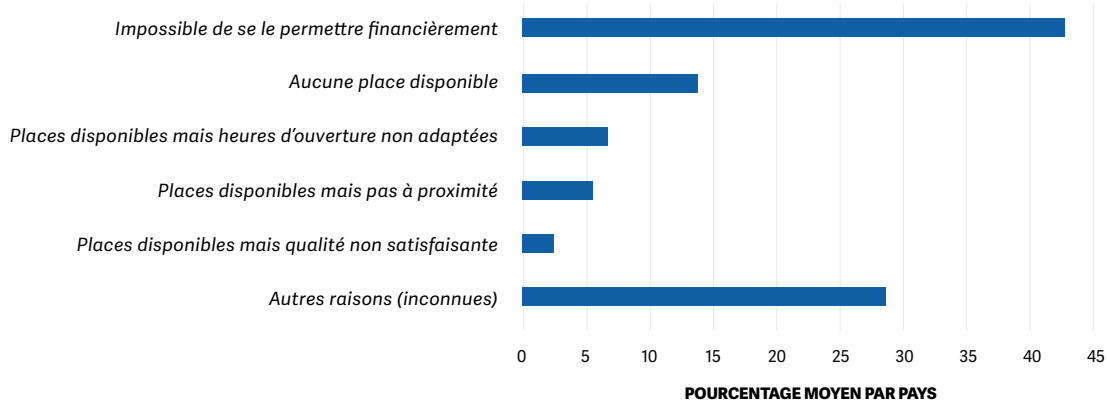
Problèmes relatives à l'offre	Problèmes relatives à la demande
<ul style="list-style-type: none"> Les opérateurs sont empêchés d'entrer sur le marché (en particulier ceux qui sont destinés aux enfants de moins de 3 ans) en raison d'exigences d'enregistrement peu claires ou irréalistes, une réglementation insuffisante en matière d'accréditation et des capacités financières limitées. Les coûts opérationnels élevés et les marges réduites (en particulier pour les services ciblant les jeunes enfants en raison des ratios aidants/enfants plus élevés) rendent les prestataires financièrement vulnérables. La qualité est souvent médiocre en raison d'un personnel de garde d'enfants et d'apprentissage précoce sous-formé et sans soutien, un manque d'orientation sur les normes de qualité et un manque de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> Le coût élevé des services constitue un obstacle pour de nombreuses familles, en particulier les familles à faible revenu. La mauvaise qualité amène les parents à douter que leurs enfants seront en sécurité ou qu'ils recevront un service appréciable pour lequel ils sont prêts à payer. Il se peut que les parents ne soient pas en mesure de comprendre à quoi correspond une bonne qualité de prestation et, par conséquent, qu'ils exigent des pratiques inappropriées ou qu'ils soient tout simplement incapables de communiquer avec les prestataires pour exiger une meilleure qualité. L'emplacement peu pratique des services et les heures de fonctionnement limitent l'utilisation. Les normes culturelles et sociales interdisant la prise en charge d'enfants en dehors du cadre familial limitent l'utilisation.

■ Le coût est souvent cité comme l'un des plus grands obstacles à l'utilisation des services de garde.

Pour les familles les plus pauvres, les options de garde d'enfants abordables sont extrêmement limitées. Cela affecte particulièrement les services de garde pour les enfants de moins de 3 ans, pour lesquels il existe moins de services publics gratuits (la plupart des pays qui offrent des services gratuits ou fortement subventionnés commencent à l'âge de 3 ans). Des études menées au Mozambique, au Libéria et au Kenya ont révélé que le coût était la principale contrainte à l'utilisation des services de garde et ou à sa sous-utilisation (Bhatkal 2014, Lokshin, Glinskaya et Garcia 2000). Pour ceux qui utilisent la garde d'enfants, ses coûts peuvent représenter une proportion élevée du revenu du ménage. Par exemple, une étude menée à Nairobi, au Kenya, a révélé que les parents consacraient en moyenne 12 % de leur revenu familial à la garde d'enfants (Bidwell et Watine, 2014). Dans le Programme fédéral mexicain de garderies pour les mères qui travaillent, qui s'est déroulé de 2007 à 2019, les frais moyens équivalaient à 22,5 % du salaire minimum mensuel (Gerhard et Staab, 2010). À l'échelle mondiale, 58 % des femmes qui travaillent, le font dans l'économie informelle, et dans les pays à faible revenu, ce chiffre est de 92 % (Bonnet, Vanek et Chen 2019). Le caractère informel du travail se traduit souvent par un revenu faible et irrégulier, ce qui rend le recours à des services de garde d'enfants particulièrement difficile pour les familles concernées (Moussié 2020). Voir l'encadré 2.1 pour plus de détails sur les coûts.

Le coût est également un problème dans les pays à revenu élevé où les taux d'inscription sont beaucoup plus faibles chez les familles les plus pauvres. Dans une étude réalisée en 2016 dans les pays de l'UE, plus de 40 % des ménages ont déclaré qu'ils avaient des difficultés à faire face au coût de la garde d'enfants (figure 2.1) et dans 30 des 33 pays, le coût a été cité comme le principal obstacle à l'utilisation de la garde d'enfants (Commission européenne, 2016). Le coût moyen des services de garde pour les enfants de moins de 3 ans dans les pays de l'OCDE est de 15 % du revenu familial net, mais cela varie considérablement, allant de 2,9 % pour un parent seul au Danemark à 33,7 % au Royaume-Uni pour une famille moyenne à deux revenus (OCDE, 2016; Commission européenne 2018).

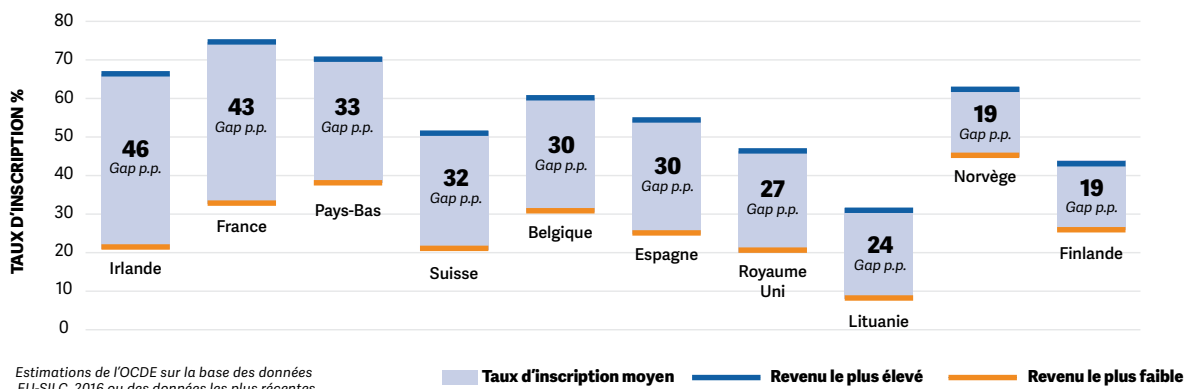
FIGURE 2.1 PRINCIPALES RAISONS CITÉES POUR NE PAS RECOURIR DAVANTAGE AUX SERVICES DE GARDE D'ENFANTS DANS L'UNION EUROPEENNE (POURCENTAGE MOYEN PAR PAYS)



Source : Commission européenne, 2016.

Dans la plupart des pays, l'accès aux services de garde d'enfants rapporté au revenu familial est très inégal. Dans huit pays de l'OCDE, on observe une différence de plus de 20 points de pourcentage dans les taux d'inscription aux services garde d'enfants entre la tranche de population la plus riche et la plus pauvre (base de données de l'OCDE sur les familles), avec un maximum de 46 points de pourcentage en Irlande. Les 10 pays de l'OCDE présentant les écarts les plus importants en termes d'inscription entre les familles ayant les revenus les plus élevés et celles ayant les revenus les plus faibles sont illustrés à la figure 2.2. Cette tendance se reflète également dans d'autres régions. En Amérique latine, le recours aux services de garde d'enfants pour les enfants de 0 à 5 ans est nettement plus élevé dans les ménages les plus riches ; au Brésil, au Salvador et au Honduras, l'utilisation des services par le quintile le plus riche est le double de celle du quintile le plus pauvre (Diaz et Rodriguez-Chamussy 2016).

FIGURE 2.2 ÉCART DANS LE TAUX D'INSCRIPTION EN GARDERIE POUR LES ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS ENTRE LES FAMILLES DU TERTILE LE PLUS RICHE ET LE PLUS PAUVRE (DONNÉES DES 10 PAYS DE L'OCDE OU LES ÉCARTS SONT LES PLUS IMPORTANTS)



Estimations de l'OCDE sur la base des données EU-SILC, 2016 ou des données les plus récentes

Source: Estimations de l'OCDE, sur la base des données de la Commission européenne (2016).

Bien que le coût soit un obstacle, la proportion relativement élevée de familles qui sont prêtes à payer pour des services de garde d'enfants montre qu'il existe une forte demande et que les solutions axées sur le marché peuvent être une option pour de nombreuses familles mais de telles options ne peuvent pas répondre aux situations des plus pauvres. À l'échelle mondiale, les données indiquent que les familles sont prêtes à payer pour les services de garde d'enfants et d'apprentissage préscolaire, surtout si elles estiment que ces services sont de grande qualité (voir l'encadré 2.1 pour plus de détails). Cependant, pour les familles les plus pauvres, même les services à très faible coût sont susceptibles d'être inabordables. De nombreuses familles à faible revenu sont dans le secteur informel et leurs revenus sont non seulement faibles, mais irréguliers. Par exemple, les travailleurs agricoles en Inde ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas se permettre le coût des services de garde d'enfants à faible coût offerts par la Self-Employed Women's Association (Association des Femmes Indépendantes) (SEWA), qui s'élevait à 150 Roupies par mois, soit environ 2 dollars US (Alfers 2016). Il peut aussi y avoir un décalage entre la volonté des parents de payer en théorie et leur capacité de le faire en pratique. Par exemple, au Bangladesh, une enquête menée en 2017 a indiqué que 96 % des parents seraient prêts à payer en moyenne 224 Taka (~2,50 dollars US) par mois pour la garde d'enfants, mais que, lorsqu'ils étaient facturés 100 Taka par mois (~1,20 dollars US), les parents ne pouvaient pas se le permettre et ont retiré leurs enfants (Elsey et coll., 2019).

ENCADRÉ 2.1 COMBIEN LES PARENTS SONT-ILS PRÊTS À PAYER POUR LA GARDE D'ENFANTS ?

Des exemples du Ghana, du Mexique, du Nigeria, du Kenya, de l'Afrique du Sud et de la Thaïlande montrent que certaines familles à faible revenu sont prêtes à payer une part relativement élevée de leur revenu pour la garde d'enfants. Bien que cela démontre l'existence d'une demande, cela suggère également que des services gratuits ou fortement subventionnés seront probablement nécessaires pour atteindre les familles les plus pauvres.

- Au Mexique, le Programme fédéral de garderies pour les mères qui travaillent, mis en œuvre entre 2007 et 2019, ciblait les familles à faible revenu. Bien qu'il ait été fortement subventionné, les contributions parentales représentaient en moyenne 35 % des coûts de fonctionnement (Gerhard et Staab, 2010). Comme les frais n'étaient pas réglementés, ils variaient considérablement d'une structure à l'autre, et même pour des enfants au sein d'une même structure (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016). La contribution moyenne des parents équivalait à 22,5 % du salaire minimum mensuel (Gerhard et Staab, 2010), mais ne dépassait pas 2 % pour la tranche la plus basse des cotisations parentales (Calderon, 2014).
- L'étude IPA/UBS Optimus sur les quartiers pauvres dans quatre villes d'Afrique (Johannesburg, Accra, Lagos et Nairobi) a révélé que même les parents très pauvres avaient tendance à payer pour le préscolaire (Bidwell et Watine 2014). Dans le quartier défavorisé de Mukuru à Nairobi, plus de 80 pour cent des enfants de 4 à 5 ans fréquentaient l'école maternelle, dont 94 pour cent inscrits dans des écoles maternelles privées à faible coût. Même pour les enfants des ménages des quintiles les plus pauvres, les taux de participation étaient de plus de 70 %, avec des coûts moyens de 18 dollars US par mois (12 % des revenus autodéclarés des ménages) (Bidwell et Watine 2014). Dans cette enquête, le temps moyen que les enfants passaient à l'étude dans les centres préscolaires était de 35 heures ou plus par semaine, ce qui indique que les maternelles remplissaient une fonction de garde d'enfants.

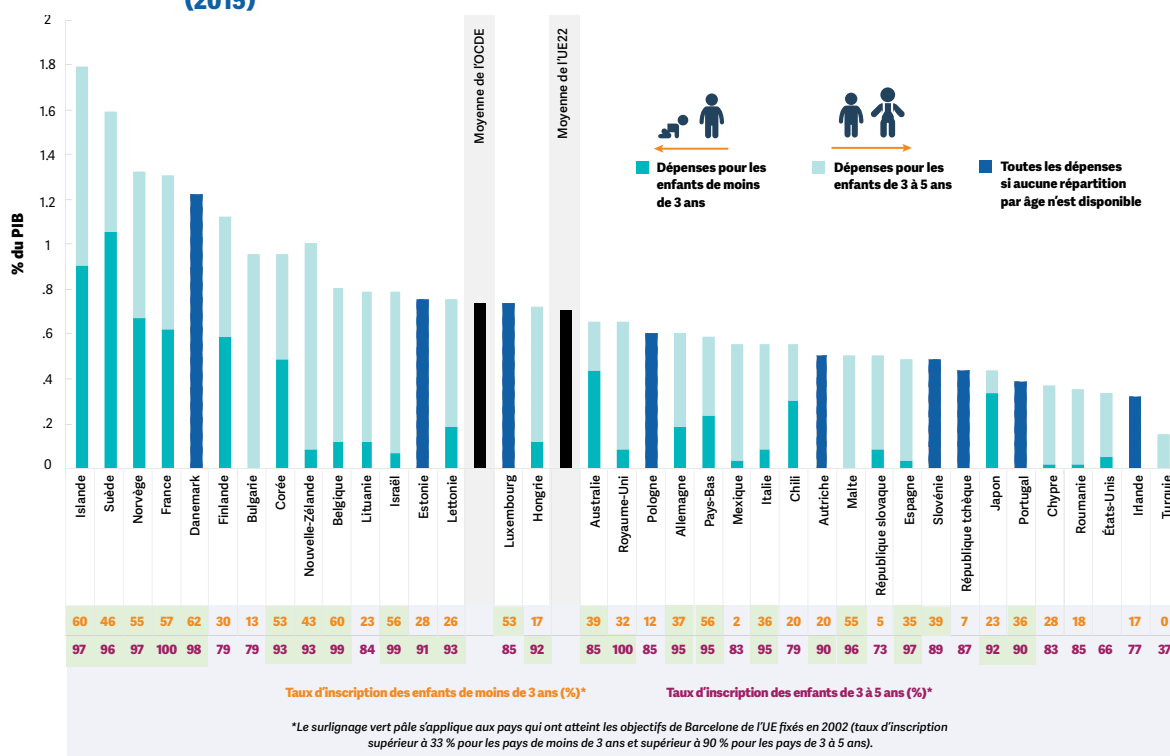
De nombreux prestataires éprouvent des difficultés à entrer sur le marché et à offrir des services à un prix abordable pour les familles les plus pauvres. Les facteurs qui contribuent au coût élevé des services comprennent les faibles ratio d'enfants par rapport au personnel (en particulier pour les jeunes enfants), ce qui surenchérit le coût du personnel ; le service de cantine, particulièrement important pour la croissance des enfants et pour attirer les parents ; les coûts de démarrage de l'activité élevés dus à des exigences d'enregistrement irréalistes dans certains pays. L'accès très limité au crédit empêche également les prestataires d'entrer sur le marché. En raison de ces facteurs, il peut être difficile de fonctionner à un prix raisonnable et d'offrir un service de bonne qualité aux familles à faible revenu.

Des marges bénéficiaires réduites rendent les prestataires financièrement vulnérables. Les prestataires de services de garde d'enfants dépendent fortement des recettes perçues des parents pour atteindre le seuil de rentabilité et ils fonctionnent souvent avec des marges très réduites ; de plus, les paiements, surtout dans les communautés les plus pauvres, peuvent être irréguliers ce qui rend les revenus des prestataires très sensibles aux impacts économiques plus larges qui ont une incidence sur les revenus des ménages (BRIDGE et al. 2020). La COVID-19 a mis en lumière la vulnérabilité financière du secteur des services de garde d'enfants : de récentes enquêtes menées en Afrique du Sud et aux États-Unis ont révélé que de nombreux prestataires craignent de ne pas pouvoir rouvrir. Aux États-Unis, 63 % des prestataires de services de garde d'enfants sondés ont déclaré qu'ils ne pourraient pas survivre s'ils étaient fermés pendant un mois sans un soutien public : parmi eux, 17 % ont déclaré qu'ils ne pourraient pas survivre à une fermeture

pendant un certain temps (NAEYC 2020). En Afrique du Sud, 68 pour cent des opérateurs interrogés craignaient de ne pas pouvoir rouvrir, ce qui pourrait signifier que 20 000 à 30 000 opérateurs de DPE seraient à risque, ainsi que les emplois de 118.000 à 175.000 personnes employées dans le secteur du DPE (BRIDGE et al. 2020).

La plupart des gouvernements n'allouent pas suffisamment de fonds aux services de garde d'enfants, ce qui peut faire porter le fardeau financier aux familles. L'OCDE a proposé un objectif de dépenses publiques de 1 % du PIB pour la garde d'enfants et l'éducation préscolaire (OCDE, 2006a). La figure 2.3 présente les niveaux de financement de la garde d'enfants et de l'éducation préscolaire dans les pays de l'OCDE. Les niveaux de financement varient considérablement d'un pays à l'autre, passant d'un minimum de 0,1 % du PIB en Turquie à un maximum de 1,8 % en Islande (base de données de l'OCDE).¹⁴ La moyenne de l'OCDE est actuellement de 0,7 pour cent, dont plus des deux tiers sont alloués aux services pour les enfants de plus de 3 ans (base de données de l'OCDE sur la famille).¹⁵ Seuls quelques pays, dont la Norvège, l'Islande, l'Australie et la France, ont des dépenses plus équilibrées entre les sommes allouées pour les jeunes enfants (moins de 3 ans) et celles consacrées aux enfants d'âge préscolaire (plus de 3 ans). La figure 2.4 présente une analyse des liens entre les dépenses publiques consacrées à la garde d'enfants et à l'éducation préscolaire (en pourcentage du PIB) et les taux d'inscription, désagrégés par groupe d'âge. L'analyse montre que les pays qui allouent une part plus élevée des dépenses consacrées à la garde d'enfants et à l'éducation préscolaire affichent des taux d'inscription plus élevés. Lorsque l'analyse est élargie pour tenir compte d'autres facteurs (le PIB par habitant, la durée du congé de maternité, la participation des femmes au marché du travail et les taux d'emploi des mères), les résultats sont statistiquement significatifs pour les enfants d'âge préscolaire, mais pas pour les enfants de moins de 3 ans.

FIGURE 2.3 DES DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES À LA GARDE D'ENFANTS ET À L'APPRENTISSAGE DES JEUNES ENFANTS DANS LES PAYS DE L'OCDE EN POURCENTAGE DU PIB (2015)



Source: Toutes les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur la famille (PF3.1 et PF3.2) : les données sur les dépenses publiques datent de 2015 ou des dernières données sur les inscriptions sont de 2016 ou les dernières données disponibles. D'autres sources peuvent arriver à des calculs légèrement différents.

¹⁴ Il manque des données pour de nombreux pays, mais à titre indicatif, il y a un certain nombre de pays à revenu faible ou intermédiaire qui dépensent aussi peu que 0,1 % ou moins du PIB pour le préprimaire. Il s'agit notamment du Burkina Faso ; Éthiopie ; Iran ; Jordanie ; Namibie ; Népal ; Rwanda ; Afrique du Sud et Zambie. (ISU, dépenses publiques consacrées à l'enseignement préprimaire en pourcentage du PIB (dernières estimations entre 2015 et 2019, consultées en septembre 2020)

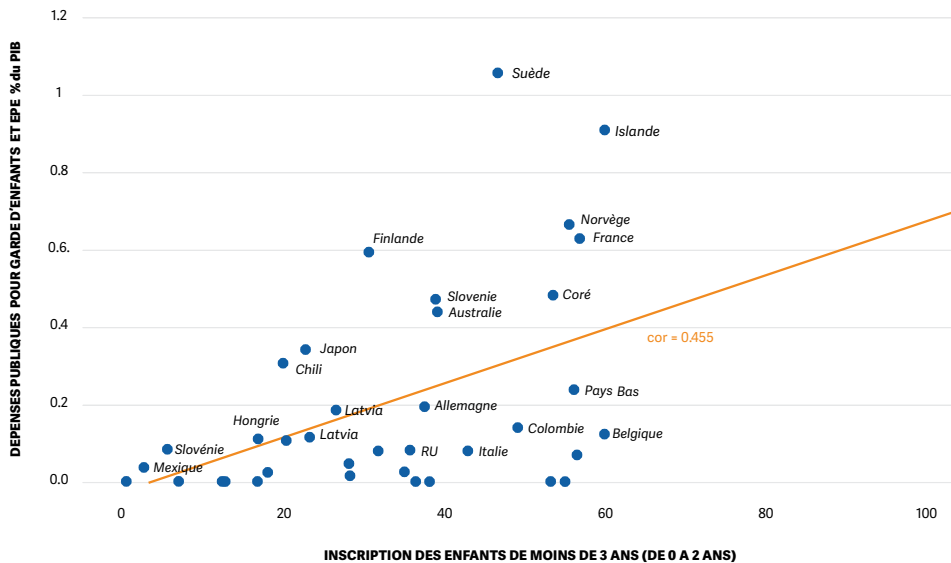
¹⁵ Bien que les dépenses publiques consacrées à la garde d'enfants et à l'éducation préscolaire ne soient pas ventilées par groupe d'âge pour la moyenne de l'OCDE dans les données les plus récentes de 2015, dans les données de 2013, les dépenses publiques moyennes de l'OCDE consacrées à la garde d'enfants et à l'éducation préscolaire représentaient 0,8 % du PIB, dont 0,2 % ont été alloués aux services pour les enfants de moins de 3 ans et 0,6 % pour les enfants de plus de 3 ans (OCDE 2017).

FIGURE 2.4

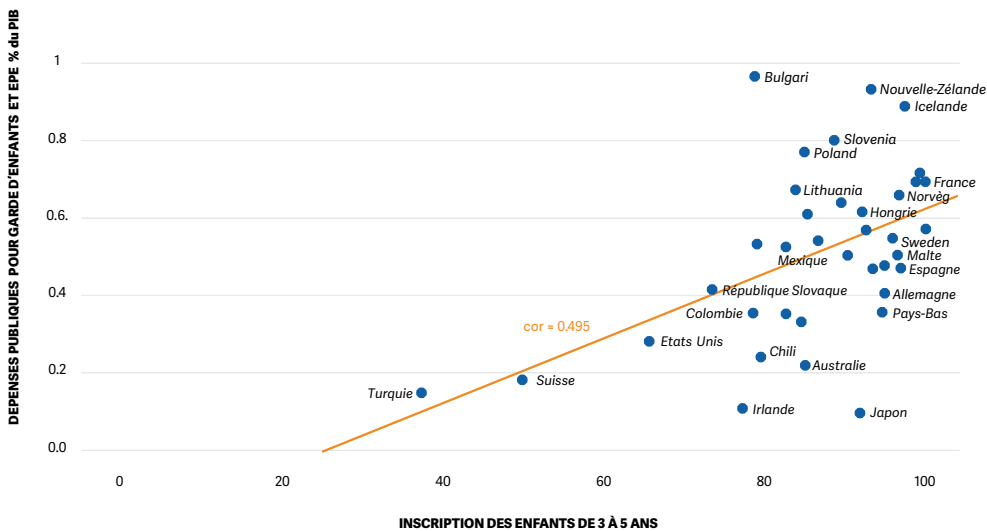
ASSOCIATION ENTRE LES DÉPENSES PUBLIQUES ET L'INSCRIPTION À LA GARDERIE/ EPE DANS LES PAYS DE L'OCDE



Association entre dépenses publiques et inscription à la garde d'enfants pour les enfants de moins de 3 ans



Association entre les dépenses publiques et l'inscription à la garde d'enfants / EPE pour les enfants de 3 à 5 ans



Source: Analyse des auteurs à l'aide des données de la base de données de l'OCDE sur la famille (PF3.1 et PF3.2) : les données sur les dépenses publiques datent de 2015 ou des données les plus récentes disponibles et les données sur les inscriptions sont de 2016 ou des données les plus récentes. Nous avons tenu compte des facteurs suivants et, pour chacun d'eux, nous avons indiqué la source de données entre parenthèses : taux d'activité des femmes sur le marché du travail (OIT), durée du congé de maternité (base de données sur la famille de l'OCDE), taux d'emploi des mères (base de données sur la famille de l'OCDE) et PIB par habitant. (données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE). Les pays ont été étiquetés là où l'espace le permet.

Remarque : Les corrélations présentées ici sont statistiquement significatives pour les enfants de 0 à 2 ans et de 3 à 5 ans. Pour les enfants de 0 à 2 ans, le coefficient de corrélation est de 0,455** (valeur $p = 0,004$), et pour les enfants de 3 à 5 ans, il est de 0,495** (valeur $p = 0,0018$). Les limites de cette analyse comprennent (i) l'inclusion des pays de l'OCDE seulement, (ii) un instantané statique plutôt que des données longitudinales, et (iii) de nature observationnelle, limitant la capacité de déterminer un lien de causalité.

■ La mauvaise qualité des services de garde d'enfants joue négativement sur leur potentiel et entrave l'utilisation des services.

La qualité de la garde des enfants est essentielle pour garantir qu'ils se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants dont ils pourront tirer avantage (OCDE 2018; Rao 2010; Malmberg et al. 2011 ; Richter et Samuels 2018). Dans les cas les plus extrêmes, les enfants peuvent se retrouver dans des environnements dangereux et exposés à des risques. De façon générale, un très grand nombre d'enfants peuvent se trouver dans des environnements de mauvaise qualité qui ne leur confère aucun avantage et qui peuvent même avoir des effets néfastes sur leur développement et leur capacité d'apprentissage (Britto, Yoshikawa et Boller, 2011; Howes et al. 2008). La qualité des services de garde d'enfants est extrêmement variable, y compris au niveau des programmes réputés (Bernal et Fernandez 2012). Des prestations de mauvaise qualité représentent un défi majeur dans de nombreux pays où la réglementation, les normes de qualité et les systèmes d'assurance qualité font défaut ou sont inefficaces. L'absence de réglementation dans certains pays, et leur mise en application insuffisante dans d'autres ont conduit à la prolifération de garderies non agréées, particulièrement dans les zones urbaines. Beaucoup des prestataires concernés répondent à un besoin crucial de la communauté et font un travail admirable mais, sans dispositif d'assurance qualité adapté, les enfants peuvent se trouver dans des environnements qui ne garantissent pas leur sécurité ou ne favorisent pas leur développement

Les prestations de mauvaise qualité représentent un défi majeur dans de nombreux pays où la réglementation, les normes de qualité et les systèmes d'assurance qualité font défaut ou sont inefficaces

Des normes de qualité rigoureuses n'existent pas dans la plupart des pays, en particulier pour les enfants de 0 à 3 ans. Des enquêtes récentes confirment que des normes de qualité existent dans la plupart des pays à revenu élevé et intermédiaire supérieur (Anderson et al. 2017). Un certain nombre de pays à revenu faible ou intermédiaire ont également adopté des normes de qualité au plan national. Cependant, pour nombre de ces pays, les normes ne s'appliquent qu'aux enfants d'âge préscolaire et très peu ont des normes pour les enfants de 0 à 3 ans. Il existe également des variations et des décalages selon les types de prestations couvertes par la réglementation et les normes de qualité. Les prestations par des personnes privées ne sont pas toujours couvertes et, souvent, la réglementation cible de manière préférentielle et est plus précise pour les prestations de garde dispensées dans une structure que pour la garde d'enfants à domicile. Dans certains pays, plusieurs séries de normes ont été élaborées par différents ministères (par exemple, en Turquie et au Mexique). Il arrive aussi que les réglementations relatives à la garde d'enfants soient dispersés dans différents documents de politique gouvernementale ou différentes lois (Diaz et Rodriguez- Chamussy 2016).

Même si de nombreux pays disposent d'une réglementation et de normes de qualité adaptées, ils ont des difficultés à les déployer sur le terrain, à en faire le suivi et à vérifier leur application. L'Inde est un exemple de pays qui a développé des normes de qualité correctes au niveau national pour les enfants âgés de 0 à 6 ans, mais peine à les traduire en systèmes de suivi de haute qualité au niveau des États et les progrès dans ce sens sont inégaux. En Jamaïque, bien que l'objectif de la Commission sur la petite enfance soit de

réaliser des inspections deux fois par an, en pratique, ceci n'est pas possible en raison des contraintes budgétaires et des taux d'inscription élevés (Banque mondiale 2013a). En Afrique du Sud, un audit réalisé en 2013-2014 sur près de 18.000 centres de DPE a révélé que 45% seulement étaient entièrement enregistrés, 11% l'étaient sous condition (sous réserve d'améliorations) et 44% n'étaient pas enregistrés. Pour ceux qui étaient enregistrés sous condition, les réserves portaient le plus souvent sur des défauts en matière d'infrastructure, d'équipements, de compétences du personnel ou de formation (République d'Afrique du Sud 2014). Parfois, les normes d'infrastructure et de personnel peuvent être presque impossibles à atteindre pour les petites entreprises et peuvent ne pas être les aspects les plus importants pour garantir des environnements sûrs et stimulants. Il y a un risque que les gouvernements adoptent des approches trop punitives plutôt que de travailler avec les prestataires pour les intégrer dans le système.

Une formation et des outils inadéquats pour les inspecteurs et un manque de compréhension de la qualité de la part des principaux responsables de l'école et de la communauté et des parents limitent l'efficacité du suivi dans de nombreux pays à revenu intermédiaire et faible. Les outils, lorsqu'ils existent, sont souvent davantage axés sur l'environnement physique et les éléments matériels et il existe peu d'exemples de pays à faible revenu disposant d'outils pour effectuer un suivi plus holistique des éléments critiques de la qualité, en particulier à grande échelle (Anderson et al. 2017). De nombreux inspecteurs n'ont pas reçu une formation suffisante pour évaluer les services de garde d'enfants et d'apprentissage préscolaire et leur fournir une assistance. Souvent, le mandat des inspecteurs de l'éducation est élargi pour inclure les services de garde d'enfants et d'apprentissage préscolaire, mais ils ne comprennent pas forcément à quoi correspond la qualité dans un contexte de garderie ou en milieu préscolaire car le contexte

est différent de celui de l'école primaire. Ceci s'exprime en matière d'environnements d'apprentissage, de pédagogie, d'interactions et peut être élargi à des composants plus vastes qui s'avèrent essentiels pour le DPE. Cela peut également être le cas pour d'autres acteurs importants tels que les directeurs d'école et les parents. En effet, la fourniture de services d'apprentissage précoce de qualité peut être entravée par une tendance des parents à exiger de façon insistante des pratiques inadaptées telles qu'une orientation trop académique ou un style d'enseignement en classe, des devoirs à la maison ou une utilisation limitée des langues maternelles (Wolf, Aber et Behrman 2018).

L'un des principaux déterminants de la qualité, c'est une main-d'œuvre compétente, attentionnée et qualifiée ; mais dans de nombreux pays, la main-d'œuvre chargée de la garde d'enfants et de l'apprentissage précoce est sous-formée et bénéficie d'un faible appui. Une littérature abondante démontre le lien entre d'une part les avantages d'investir dans les services de garde d'enfants et les professionnels de l'apprentissage précoce et d'autre part les indicateurs du développement de l'enfant (notamment Wolf, Aber et Behrman 2018; Slot et al. 2015). De nombreux pays sont confrontés à une grave pénurie d'aidants et d'enseignants qualifiés, ce qui conduit à des services de mauvaise qualité et restreint la capacité à passer à l'échelle. Travailler avec de jeunes enfants nécessite une combinaison spécifique de connaissances, de compétences et de dispositions professionnelles et pédagogiques qui amènent les professionnels de la petite enfance à faire preuve de motivation et à vouloir offrir des expériences de garde et éducatives de bonne qualité (Rao 2020 à paraître). Cependant, dans certains contextes, les professionnels de la petite enfance et les aidants peuvent être perçus comme des « baby-sitters » qui n'ont par conséquent pas besoin d'une formation professionnelle ; dans d'autres contextes, les programmes de formation sont carrément inadaptés, sans contenu spécifique à destination de ceux qui travaillent avec de jeunes enfants. Même lorsqu'il y a des normes de qualification pour les personnels (particulièrement pour le personnel en milieu préscolaire), il y a des variations considérables et les pays font face à des défis importants pour constituer une masse critique de main d'œuvre qualifiée ; selon les données de 20 pays à revenu faible ou intermédiaire, moins de la moitié des enseignants du préscolaire satisfont effectivement aux normes de qualité nationales de leur pays (Sun, Rao et Pearson 2015). Il n'existe pas de données complètes au plan global sur les qualifications pour le personnel de garde d'enfants dans l'ensemble. De plus, mettre uniquement l'accent sur les qualifications n'améliorera pas la qualité des services de garde d'enfants et d'éducation préscolaire car la plupart des pays ne donnent pas à ces professionnels les moyens d'améliorer leur pratique professionnelle. Dans la plupart des pays, il n'y a pas de normes claires s'agissant des compétences des professionnels de la garde d'enfants et de l'apprentissage de la petite enfance, l'encadrement et la formation professionnelle continue sont limités et les modalités de progression de carrière ne sont pas claires, ce qui limite les possibilités d'amélioration.¹⁶

ENCADRÉ 2.2

LE PERSONNEL DE LA GARDE D'ENFANTS ET DE L'APPRENTISSAGE PRÉCOCE

Le personnel de garde d'enfants et d'apprentissage précoce désigne tous les personnels nécessaires pour s'occuper des enfants et les instruire jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire (habituellement 6 ans). Il comprend entre autres les enseignants du préscolaire, les assistants et les aidants. Les profils de ces professionnels varient en fonction du type de dispositions et de réglementations présentes dans un pays donné. Certains pays font une distinction claire entre les professionnels pour les enfants de 0 à 3 ans et ceux qui s'occupent des enfants de 3 à 6 ans. D'autres pays ont les mêmes exigences pour tous les professionnels de la garde d'enfants et de l'apprentissage précoce, en particulier lorsque les services sont offerts dans un cadre intégré (OIT 2018b).

Bien que les profils spécifiques varient d'un pays à l'autre, dans la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire, le personnel des services de garde d'enfants et de l'éducation préscolaire est confronté à des défis similaires : pénurie, manque de formation, manque de soutien, faible rémunération et taux de rotation élevé.

De plus, les aptitudes des personnels de garde d'enfants et d'éducation préscolaire sont entravées par de mauvaises conditions de travail et de faibles salaires. Ces personnels font partie des groupes professionnels les plus affectés par une sous-rémunération. Dans la plupart des pays du monde, le statut, la rémunération et les avantages des professionnels de la garde d'enfants et de l'éducation préscolaire sont inférieurs à ceux des enseignants du primaire (OIT 2018b). En dépit d'exigences de qualification accrues pour devenir enseignant en milieu préscolaire (en particulier dans les pays de l'OCDE), leurs salaires sont nettement inférieurs à ceux du personnel ayant bénéficié d'une éducation tertiaire (OCDE 2017). La faible rémunération s'explique par la faible valeur et le faible degré de reconnaissance accordées à la profession, à des niveaux très élevés, par la féminisation de la profession ainsi que par le taux de syndicalisation très faible (OIT 2018b). Tout ceci contribue alors à de faibles niveaux de satisfaction et à

¹⁶ Site Web de l'AISS : <https://www.issa.nl/content/news-six-promising-practices-supporting-early-childhood-workforce>

une usure exacerbée au travail qui affectent la qualité des services et rendent les investissements dans la formation encore plus difficiles. Dans de nombreux pays, les personnels chargés de s'occuper des enfants âgés de 0 à 3 ans ont des conditions d'emploi et de rémunération inférieures à celles de ceux qui enseignent à des enfants d'âge préscolaire. Cela tend cependant à ne pas être le cas dans les systèmes intégrés, où les exigences en matière de qualification (au niveau de l'enseignement supérieur) d'une part et les grilles de rémunération et les conditions de travail d'autre part, sont plus uniformes à l'échelle de l'ensemble des personnels d'éducation.

Une mauvaise qualité peut entraîner une faible utilisation des services lorsque les parents ne font pas confiance aux prestataires ou ne perçoivent pas la valeur des services rendus. Même quand les services de garde sont disponibles et abordables, il existe des preuves qu'ils ne conduisent pas forcément à une augmentation de la participation des femmes au marché du travail s'ils sont de mauvaise qualité. En effet, de nombreux parents peuvent ne pas se sentir à l'aise de laisser leurs enfants dans des environnements qui ne sont ni attrayants ni rassurants. Comme nous l'avons déjà mentionné dans cette section, le lien entre l'offre de qualité et les résultats du développement de l'enfant est bien documenté. Bien qu'il existe des preuves empiriques limitées sur les facteurs qui comptent le plus pour les familles (en dehors du coût), des enquêtes et des rapports ont indiqué l'importance de la qualité pour les parents (par exemple, Bouguen et al.2013). En Thaïlande, les services de garde d'enfants de mauvaise qualité et les articles de journaux sur les accidents impliquant des enfants ainsi que les mauvais traitements infligés aux enfants ont découragé les parents d'inscrire leurs enfants (Kusakabe 2006). Selon une étude menée au Bangladesh, les parents ont mis beaucoup de temps à faire suffisamment confiance aux prestataires de services de garde pour inscrire leurs enfants (Elsey et al.2019). Des groupes de discussion en Amérique latine (Diaz et Rodriguez-Chamussy 2016) et des entretiens avec des travailleurs informels au Ghana, en Afrique du Sud, au Brésil, en Thaïlande et en Inde (Alfers 2016) ont fréquemment mis en évidence des problèmes de qualité, en particulier autour de la qualité des soignants. En Ouzbékistan, la perception que les parents ont de la qualité a influencé les taux d'inscription dans les écoles maternelles, et les régions avec plus d'enseignants qualifiés et de meilleures infrastructures avaient des taux d'inscription nettement plus élevés, toutes choses égales par ailleurs (Banque mondiale, 2013b).

■ Des emplacements non adaptés et des heures d'ouverture peu pratiques sont des obstacles à l'utilisation des services.

Une grande partie des services de garde d'enfants offerts ne répond pas aux besoins des parents. De nombreux pays manquent de données sur les préférences parentales et les obstacles à l'utilisation des services (Diaz et Rodriguez-Chamussy 2016). Les parents privilégient des emplacements où ils peuvent se rendre facilement et qui sont ouverts pendant les heures auxquelles ils travaillent. Dans les zones urbaines, se rendre au travail peut impliquer de longs trajets et des déplacements supplémentaires pour amener les enfants à la garderie peuvent être à la fois difficiles et potentiellement dangereux (Alfers 2016). Dans les zones rurales, les options de transport peuvent être encore plus rares ou même inexistantes. Pour ceux qui travaillent dans l'économie informelle, trouver un emplacement qui soit pratique et sûr est particulièrement difficile. Il est plus difficile d'établir des services de garde d'enfants dans des marchés, à proximité d'une décharge ou dans des agglomérations urbaines informelles où vivent et travaillent de nombreux travailleurs informels aux revenus faibles, que pour ceux qui travaillent dans des bureaux ou dans des plantations (Moussié 2020). Par exemple, au Ghana, parmi les 42 marchés d'Accra, seuls sept centres de garde d'enfants existent (Boateng-Pobee, 2018). Les heures constituent également un défi : les horaires standards des prestataires de services de garde peuvent être problématiques pour les parents dont les horaires de travail sont variables ou ne correspondent pas aux horaires de travail conventionnels (Hein et Cassirer 2010; Moussié 2020).

L'offre préscolaire n'est souvent qu'une solution partielle aux besoins de garde d'enfants. Alors que la plupart des services destinés aux enfants de moins de 3 ans sont fournis en regard des besoins des parents qui travaillent et offrent donc une journée complète, la plupart des programmes préscolaires durent trois à quatre heures par jour pendant les trimestres ce qui ne répond pas pleinement aux besoins de garde des parents qui travaillent. En Suède, par exemple, les parents ont droit à 525 heures par an, ce qui équivaut à une demi-journée. Les services publics de garderie au Chili fonctionnent 22 heures par semaine (OCDE 2015b). Les écoles maternelles qui offrent des services s'étalant sur une longue durée sont souvent très utilisées par les parents qui travaillent. Alors que de nombreuses enquêtes indiquent que les parents déclarent inscrire leurs enfants à l'école maternelle pour les préparer à l'école primaire, le temps particulièrement long que certains enfants y passent laisse à penser que les écoles maternelles remplissent également une fonction de garde d'enfants.

■ Les préoccupations communautaires ou culturelles peuvent avoir une incidence sur le recours aux services de garde d'enfants et l'emploi des femmes

Les perceptions de ce qui est acceptable en termes de garde d'enfants sont souvent influencées par des attitudes sociales plus larges, et dans de nombreux pays, les normes culturelles constituent un obstacle à la prise en charge d'enfants en dehors de la famille. Dans de nombreux pays, les gens craignent que la participation des mères au marché du travail entraîne de mauvais résultats pour les enfants (Samman, Presler -Marshall et Jones 2016; Banque mondiale 2015b). Quand une Enquête Mondiale sur les Valeurs a demandé aux personnes enquêtées dans 52 pays si elles sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « quand une femme travaille pour payer, les enfants souffrent », près de la moitié (46 pour cent) est d'accord, et les chiffres pour les femmes sondées étaient presque aussi élevés que ceux des hommes. L'intensité de l'opinion quant à cette affirmation diffère selon les pays, les régions et, dans certains cas, les générations. Par exemple, une étude à méthodes mixtes a révélé que les habitants d'Europe de l'Est et d'Asie Centrale avaient tendance à avoir des opinions plus conservatrices que ceux d'Europe de l'Ouest (Banque mondiale 2015b). Dans certains pays, les jeunes générations qui ont été exposées à des normes plus flexibles et qui sont familières avec des niveaux plus élevés de participation des femmes au marché du travail, sont en général moins susceptibles d'avoir une vision sexospécifique des questions relative à la garde d'enfants. Une étude récente conduite au Liban, en Jordanie et en Irak révèle que la jeune génération a tendance à avoir des perspectives différentes sur certains aspects de genre, y compris sur la question de la participation des femmes au marché du travail et sur les responsabilités au sein du ménage (Banque mondiale 2020). Les normes culturelles peuvent être un obstacle à ce que les pères assument davantage le fardeau de la garde des enfants. Même dans les pays nordiques, où la durée de congé parental est élevée et identique pour les pères et les mères, les pères ne prennent qu'entre 11 et 30% de leur droit au congé, en partie parce que les collègues ne les soutiennent pas et à cause d'effets négatifs potentiels sur leurs relations et leur progression au travail (Conseil nordique des ministres 2019).

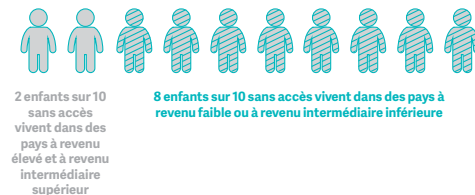
■ Estimations mondiales : des écarts importants dans l'accès aux services de garde d'enfants

- Plus de 40 % des enfants (près de 350 millions) en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès.
- Le défi de la garde d'enfants touche de façon disproportionnée les familles des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur : près de 8 enfants sur 10 qui ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès vivent dans des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur.
- Un enfant vivant dans un pays à faible revenu est près de cinq fois moins susceptible d'avoir accès à des services de garde qu'un enfant vivant dans un pays à revenu élevé.

Dans le monde, 7 enfants sur 10 ont besoin de services de garde, mais 4 sur 10 n'y ont pas accès.



8 enfants sur 10 qui ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès vivent dans des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire inférieur.






Nous avons utilisé les données disponibles et un ensemble d'hypothèses pour estimer les besoins mondiaux en matière de garde d'enfants et fournir une indication de l'écart en matière d'offre. Nous avons utilisé les chiffres de la population par pays et les taux d'activité des femmes pour estimer les besoins, puis les taux de scolarisation préscolaire spécifiques au pays et les taux de scolarisation extrapolés (par niveau de revenu du pays) pour estimer la couverture actuelle et l'écart d'accès. Le tableau 2.2 donne un aperçu des chiffres clés, avec des notes en bas de page pour expliquer les sources de données et les principales hypothèses. Nous indiquons ces chiffres clés en fonction du nombre d'enfants et du pourcentage d'enfants. Des calculs détaillés et des explications de toutes les hypothèses se trouvent à l'annexe A, ainsi qu'une comparaison de la façon dont ces hypothèses se comparent à d'autres estimations relatives à la garde d'enfants.

Dans le monde entier, nous estimons que 43 pour cent de tous les enfants (349 millions) qui sont en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès. Dans le monde entier, 72 pour cent des enfants (593 millions) qui n'ont pas atteint l'âge d'entrée à l'école primaire ont besoin de services de garde. La majorité (59 %) des enfants qui ont besoin de services de garde n'y ont pas accès.

L'écart d'accès est substantiel dans l'ensemble du groupe d'âge, mais il est proportionnellement le plus important

pour les enfants de moins de 3 ans (72% des enfants de moins de 3 ans qui ont besoin d'une garde d'enfants n'y ont pas accès, contre 52% des enfants de 3 ans). L'expansion récente du préscolaire comble une partie de l'écart pour les enfants plus âgés, mais des réponses politiques intentionnelles sont nécessaires, en particulier pour les enfants de moins de 3 ans, sans lesquels l'écart ne se resserrera probablement pas.

APERÇU DES BESOINS MONDIAUX EN MATIÈRE DE GARDE D'ENFANTS, DE L'OFFRE ET DE L'ÉCART D'ACCÈS : ESTIMATIONS POUR LES ENFANTS DE 0 À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE ET VENTILATION PAR GROUPES D'ÂGE

		#d'enfants (en millions)	% d'enfants
 <p>De 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire</p>	Nombre total d'enfants dans le monde*	819	100 % de tous les enfants en dessous de l'âge d'entrée à l'école
	Les enfants qui ont besoin de services de garde/préscolaire**	593	72 % de tous les enfants en dessous de l'âge d'entrée à l'école
	Enfants ayant besoin de services de garde/préscolaire, mais n'y ayant pas accès***	349	59 % des enfants qui ont besoin de services de garde n'y ont pas accès (349 / 593 millions). Cela signifie que 43% des enfants en dessous de l'entrée à l'école primaire en ont besoin mais n'y ont pas accès (349 / 819 millions)
 <p>3 ans et moins</p>	Nombre d'enfants de moins de 3 ans dans le monde*	406	100% de tous les enfants de moins de 3 ans
	Enfants dont la mère travaille et qui ont besoin de services de garde**	209	51% des enfants de moins de 3 ans
	Enfants qui ont besoin de services de garde, mais qui n'y ont actuellement pas accès ***	150	72% des enfants de moins de 3 ans qui ont besoin des services de garde d'enfants n'y ont pas accès (150 / 209 millions)
 <p>De 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire</p>	Nombre d'enfants dans le monde âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire*	413	100% de tous les enfants âgés de 3 à l'âge d'entrée à l'école primaire
	Enfants ayant besoin de services de garde / préscolaire**	384	93 % des enfants âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire
	Enfants ayant besoin de services de garde / préscolaire mais qui n'y ont pas accès actuellement***	198	52 % des enfants âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire qui ont besoin de services de garde n'y ont pas accès (198 / 384 millions)

* D'après les statistiques de la Banque mondiale sur la santé, la nutrition et la population : estimations de la population pour 2018. Nous incluons tous les enfants jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire (tel que défini par l'âge d'entrée officiel de chaque pays pour l'école primaire). L'utilisation d'autres sources de données peut donner lieu à des chiffres légèrement différents. Il en résulte 819 millions d'enfants jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire (406 millions d'enfants de moins de 3 ans et 413 millions d'enfants de 3 ans jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire).

**Pour les enfants de moins de 3 ans, le besoin est fondé sur les taux de participation au FLFP de l'OIT pour chaque pays afin d'estimer le nombre d'enfants dont les parents travaillent. Nous reconnaissons la diversité des structures familiales et le fait que certaines familles peuvent avoir une mère qui travaille et une mère qui reste à la maison ou un père qui reste à la maison pour s'occuper des enfants ou un parent seul. Le FLFP demeure la meilleure option disponible pour servir d'indicateur pour estimer le nombre de familles ayant deux parents qui travaillent ou des ménages monoparentaux avec un parent qui travaille. Étant donné que nous savons qu'il y a beaucoup plus de femmes qui ne peuvent pas entrer sur le marché du travail en raison du manque de services de garde d'enfants, il s'agit d'une sous-estimation qui ne tient pas compte des femmes qui ne font pas partie de la population active. Pour les nombreuses femmes qui se trouvent à la marge, la disponibilité de services de garde d'enfants pourrait leur permettre d'entrer sur le marché du travail. Pour les enfants de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire (principalement jusqu'à l'âge de 6 ans), nous divisons ce groupe en deux. Premièrement, conformément aux politiques nationales et au plaidoyer mondial autour du préscolaire, nous utilisons les politiques nationales du préscolaire pour estimer le nombre d'enfants inclus dans le groupe d'âge préprimaire officiel dans chaque pays (pour la plupart des pays, le préprimaire commence à l'âge de 3 ans, et dans presque tous les pays, il commence à l'âge de 4 ans). Pour les enfants des pays qui ne commencent pas l'école préprimaire à l'âge de 3 ans, nous suivons la méthodologie pour les enfants de moins de 3 ans et présumons que tous les enfants dont la mère travaille auront besoin de services de garde. La différence de méthodologie pour les enfants de plus de 3 ans correspond à la position généralement acceptée selon laquelle les enfants devraient fréquenter au moins une année préscolaire. La cible 4.2 des ODD appelle les pays à « veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons aient accès à un développement de la petite enfance, à des soins et à une éducation préprimaire de qualité afin qu'ils soient prêts pour l'éducation primaire » d'ici 2030. Voir aussi le récent document de l'UNICEF, Un monde prêt à apprendre. Prioriser une éducation de la petite enfance de qualité (2019).

*** L'écart estimé en matière d'accès est fondé sur la soustraction des estimations de l'offre du nombre d'enfants ayant besoin de services de garde. Nous estimons que 244 millions d'enfants ont actuellement accès à des services de garde (59 millions d'enfants de moins de 3 ans et 185 millions d'enfants de 3 ans jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire). Les estimations de l'offre sont basées sur les derniers taux d'inscription pour les enfants d'âge préscolaire (statistiques de l'ISU de l'UNESCO, consultées en juillet 2020) et les taux estimés d'inscription pour les enfants de moins de 3 ans (et pour les enfants âgés de 3 à 5 ans qui vivent dans des pays où le début officiel de l'école préscolaire est plus tard que l'âge de 3 ans) extrapolant à partir des pays avec les données disponibles. Voir l'annexe A pour plus de détails.

L'écart d'accès touche de façon disproportionnée les familles des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur: près de huit enfants sur dix qui ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès vivent dans ces pays. Un enfant vivant dans un pays à faible revenu est près de cinq fois moins susceptible d'avoir accès à des services de garde qu'un enfant vivant dans un pays à revenu élevé. Ce déséquilibre mondial témoigne d'une inégalité frappante des chances pour les enfants et leurs familles. Le tableau 2.3 montre le pourcentage du besoin total de places de garde d'enfants, l'accès actuel et l'écart d'accès entre les différents niveaux de revenu du pays. À l'échelle mondiale, 20 % de tous les enfants qui ont besoin de services de garde se trouvent dans des pays à faible revenu, mais seulement 8 % des inscriptions à des services de garde dans le monde concernent des pays à faible revenu. En revanche, les pays à revenu élevé représentent 10 % des places de garde d'enfants nécessaires, mais 19 % des places disponibles actuellement.

TABLEAU 2.3 POURCENTAGE DU BESOIN TOTAL, DE L'INSCRIPTION ET DE L'ÉCART ENTRE LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE REVENU DU PAYS (POUR LES ENFANTS DE 0 À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE

	NIVEAU DE REVENU DU PAYS				Total
	Élevé	Tranche supérieure	Tranche inférieure	Faible	
Pourcentage du besoin total	10 %	28 %	42 %	20 %	100 %
Pourcentage du total des inscriptions	19%	43%	31%	8%	100%
Pourcentage de l'écart total d'accès	4%	18%	50%	28%	100%

■ Quelle augmentation faut-il pour combler l'écart actuel et combien d'emplois pourraient être créés en élargissant l'accès aux services de garde d'enfants ?

L'élargissement des services de garde d'enfants offre d'importantes opportunités de création d'emplois dans les pays : nous estimons qu'il faudrait 43 millions de professionnels pour combler l'écart actuel. Ceci est basé sur un ratio aidant/enfant de 1 : 5 pour les enfants de moins de 3 ans et de 1:15 pour les enfants de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire.¹⁷ Environ les trois quarts de ces nouveaux intervenants en matière de garde d'enfants et d'apprentissage précoce sont nécessaires dans les pays à revenu intermédiaire inférieur ou à revenu faible. Ces emplois sont importants pour l'avenir du travail car ils sont beaucoup moins sujets à l'automatisation que d'autres activités qu'exercent généralement ces mêmes populations. L'expansion des services de garde d'enfants pourrait également créer des millions d'opportunités pour créer de petites entreprises (structures de garde ou à domicile) et ainsi générer des revenus tout en répondant aux besoins de la communauté. Par exemple, le programme de garde d'enfants à domicile en Colombie (Hogares Comunitarios de Bienestar), l'un des plus importants en Amérique latine, fait appel à plus de 65.000 prestataires de services à domicile (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016).

ENCADRÉ 2.3 NOTE SUR LES LIMITES DES DONNÉES UTILISÉES

Les données sur les services de garde d'enfants disponibles dans les pays à revenu faible et intermédiaire sont très limitées en particulier pour les enfants de moins de 3 ans, ce qui limite la précision de nos estimations. Bien qu'il soit sans aucun doute nécessaire de disposer de meilleures données sur la garde des enfants pour obtenir des estimations plus précises et même si le recours à des méthodologies différentes pour calculer l'écart soit susceptible d'entraîner des changements à la marge, nos estimations illustrent l'ampleur énorme du problème. Des centaines de millions d'enfants et leurs parents n'ont actuellement pas accès à des services de garde.

Les efforts antérieurs sont décrits dans l'annexe et comprennent les estimations récentes de l'OIT pour le personnel dédié au DPE, les objectifs du Conseil européen fixés lors du sommet de Barcelone en 2002 et les estimations de l'UNICEF pour les enfants d'âge préscolaire pour 2019. Bien que nous estimions des grandeurs différentes, les approches aboutiraient à des chiffres semblables. Voir l'annexe A, encadré A.1 pour plus de détails.

¹⁷ Ce ratio est destiné à permettre une offre de qualité, mais nous savons qu'en réalité le ratio élèves-enseignants dans de nombreux pays est beaucoup plus élevé

SECTION 3:

Cinq objectifs stratégiques pour élargir l'accès à des services de garde abordables et de qualité

Dans les sections 1 et 2, nous avons passé en revue les données probantes démontrant l'intérêt d'investir dans les services de garde d'enfants pour renforcer le capital humain et l'état actuel des services de garde à l'échelle mondiale, y compris les défis liés au marché des services de garde qui influencent son adoption par les parents et qui limitent leur qualité. Les gouvernements doivent veiller à ce que les services de garde d'enfants soient disponibles, abordables, de qualité décente et répondent aux attentes de toutes les familles qui en ont besoin. Dans cette section, nous proposons cinq objectifs stratégiques pour y parvenir.

Cinq objectifs stratégiques pour les gouvernements

La garde des enfants devrait être un domaine prioritaire d'intervention publique, compte tenu des externalités positives substantielles et des défaillances de marché actuelles. Il est peu probable que le marché à lui seul produise une solution qui maximise la participation des femmes au marché du travail et le développement des enfants. Le niveau de frais que les familles à faible revenu peuvent se permettre est probablement insuffisant pour fournir des services de qualité aux enfants tout en garantissant la viabilité financière des prestataires. Le système actuel (ou parfois son absence) dans de nombreux pays ne répond pas aux besoins de la plupart des familles, et sans le soutien du gouvernement, les services de garde d'enfants ne seront pas accessibles aux familles les plus vulnérables. Bien que le secteur non étatique, y compris les efforts au niveau communautaire, comble d'importantes lacunes en matière d'offre dans plusieurs pays, de nombreux prestataires opèrent dans des conditions précaires. La vulnérabilité financière du secteur a été mise en évidence de façon spectaculaire pendant la pandémie de COVID-19 et de nombreux prestataires de services de garde d'enfants risquent de ne pas pouvoir rouvrir à la suite de fermetures prolongées et de pertes de revenus.

Les gouvernements devraient veiller à ce que les services de garde d'enfants soient disponibles, abordables, de qualité décente et répondent aux besoins de toutes les familles. Nous proposons cinq objectifs stratégiques pour que les gouvernements s'acquittent de cette responsabilité :



Élargir l'accès aux services de garde d'enfants en favorisant divers types de services.



Prioriser la couverture des services de garde pour les familles les plus vulnérables et s'assurer que des options gratuites et à faible coût sont disponibles.



Allouer un financement suffisant pour rendre les services de garde de qualité abordables pour les familles.



Définir des dispositions institutionnelles claires et réalisables et assurer la cohérence du système



Veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants grâce à un système d'assurance de la qualité solide et à un personnel soutenu et compétent.

Tout au long de cette section, nous résumons à l'attention des gouvernements les options disponibles pour chacun des objectifs stratégiques. Compte tenu de l'ampleur considérable du défi dans la plupart des pays, un éventail de stratégies et d'approches sera nécessaire pour atteindre ces cinq objectifs stratégiques. Les options sont décrites plus en détail à l'annexe C, qui contient des exemples plus détaillés et illustratifs tirés de l'examen de plusieurs pays .

FIGURE 3.1 APERÇU DES OBJECTIFS STRATEGIQUES VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS À DES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS ABORDABLES ET DE QUALITÉ



OBJECTIF 1: Élargir l'accès aux services de garde d'enfants en favorisant divers types de prestations



Il est important de disposer de différents types de prestations de services pour répondre aux divers besoins des familles et attirer des parties prenantes et des financements supplémentaires afin d'élargir l'accès aux services de garde d'enfants. Les options à la disposition des gouvernements d'élargir l'accès à la garde d'enfants peuvent être regroupées en quatre grandes approches: (i) fourniture directe par le gouvernement; (ii) soutien financier aux familles; (iii) incitations à l'attention d'une offre non étatique, y compris des modèles communautaires; et (iv) exigences ou incitations pour que les employeurs financent les services de garde d'enfants.

La bonne combinaison de stratégies variera selon les pays, et les gouvernements choisiront des approches différentes en fonction de leurs contextes et contraintes. Les principaux facteurs peuvent comprendre les ressources financières et les capacités disponibles, l'engagement politique, les arrangements institutionnels et la structure gouvernementale existants, les types et la quantité de services existants, la structure du marché du travail et les besoins des familles. Des diagnostics au niveau des pays sont nécessaires pour comprendre ces différents facteurs et leur interaction.

► Voir l'annexe C, Objectif 1, pour un éventail d'exemples de pays pour illustrer ces différentes approches et un tableau récapitulatif de 13 pays montrant les multiples stratégies utilisées (dont le Brésil, le Chili, la Colombie, le Danemark, la France, l'Inde, la Jamaïque, les Pays-Bas, la Turquie, l'Afrique du Sud, la Suède et le Royaume-Uni). L'annexe C, Objectif 1, présente également un aperçu des politiques de huit pays en matière de services de garde d'enfants auxquels les employeurs doivent contribuer.

Il sera important d'identifier les types d'acteurs présents dans le pays et d'examiner les avantages potentiels de s'engager avec divers types d'organisations offrant des services de garde et d'apprentissage précoce. Le tableau 3.1 fournit une description des différents types de prestataires non étatiques de services de garde d'enfants et d'apprentissage précoce.

TABLEAU 3.1 DIFFÉRENTS TYPES DE SERVICES DE GARDE D'ENFANTS ET D'ÉDUCATION PRECOCE NON ÉTATIQUES

 Prestataires de services de garde d'enfants et EPE dans les structures	
Type de prestataire	Description
Formels à but lucratif	<ul style="list-style-type: none"> Services préscolaires et de garde d'enfants gérés par le secteur privé, allant des services haut de gamme aux services peu coûteux Le plus souvent des prestataires indépendants, quelques chaînes Autonome ou rattaché à une école primaire
Informels à but lucratif	<ul style="list-style-type: none"> Services qui ont une existence légale mais qui ne sont pas officiellement enregistrés auprès du gouvernement Principalement des prestataires indépendants (petites entreprises) Autonome ou rattaché à une école primaire privée informelle
Modèles Communautaires	<ul style="list-style-type: none"> Gestion communautaire, généralement avec le soutien d'ONG et/ou du gouvernement Accent mis sur les enfants d'âge préscolaire - offrent parfois des services de garde pour les jeunes enfants Autonome ou rattaché à l'école primaire
Confessionnels	<ul style="list-style-type: none"> Une certaine affiliation à une institution religieuse ou à une foi se recourent souvent avec des activités communautaires
ONG	<ul style="list-style-type: none"> Services soutenus ou gérés par des ONG Se recourent souvent avec des activités communautaires
Associations de parents	<ul style="list-style-type: none"> Accent mis sur la appropriation par les parents et leurs contributions Peut être facilité par des mouvements et des politiques ou se produire spontanément
Garde d'enfants financée par l'employeur	<ul style="list-style-type: none"> Divers modèles, y compris les services de garde sur le lieu du travail (gérés par l'employeur ou contractuels); partenariats avec d'autres entreprises; places réservées / subventions
 Prestataires de services de garde et EPE à domicile	
Type of provider	Description
À domicile (assistante maternelle)	<ul style="list-style-type: none"> Services de garde offert à un petit groupe d'enfants à domicile (enregistré ou non)
Nounous / au pairs	<ul style="list-style-type: none"> Garde d'enfants au domicile de l'enfant par une personne employée à cet effet

Remarque : En plus de faire participer le secteur non étatique à la prestation directe de services de garde d'enfants et d'éducation préscolaire, le secteur non étatique peut être un important prestataire de services annexes pour améliorer l'efficacité et la qualité de l'offre. Les services annexes comprennent : former les personnels en matière de garde d'enfants et d'éducation de la petite enfance ; élaborer du matériel didactique ; appuyer la prestation d'activités non pédagogiques (par exemple, l'entretien, le transport des élèves, les repas de midi); et la fourniture d'infrastructures.

TABLEAU 3.2 RÉSUMÉ DES DIFFÉRENTES APPROCHES A LA DISPOSITION DES GOUVERNEMENTS POUR ACCROÎTRE L'ACCÈS

Approche	Justification de la politique	Considérations relatives à la mise en œuvre
<p>i) Fourniture directe par le gouvernement</p> <p><i>Il s'agit des services qui sont gérés et dispensés par le gouvernement.</i></p>	<p>Une façon d'assurer des services de garde accessibles et abordables pour les familles les plus défavorisées, lorsqu'il existe un engagement politique fort et une capacité gouvernementale à dispenser des services gratuits ou fortement subventionnés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nécessite des ressources financières et humaines importantes, une capacité de mise en œuvre et un engagement politique. Cette politique peut entraîner des dépenses et des efforts plus importants que nécessaire, étant donné que d'autres approches peuvent être possibles.
<p>(ii) Soutien financier aux familles</p> <p><i>Le soutien aux familles peut être fourni au moyen de bons (qui réduisent ou éliminent les frais et permettent aux parents de choisir ce qui leur convient), de remboursements ou d'allègements fiscaux.</i></p>	<p>Il s'agit d'un moyen important d'alléger les coûts des services de garde et de donner le choix aux parents sans avoir à mettre en œuvre des services de garde gouvernementaux qui pourraient requérir des niveaux de capacité plus élevés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Une offre généralisée doit être déjà disponible ou assortie/accompagnée de stratégies encourageant l'expansion des services. Le niveau de financement devrait être réaliste pour rendre le coût abordable pour les parents et permettre aux prestataires de services de garde d'enfants d'offrir un service de qualité décent. Lorsque les ressources sont limitées, le financement devrait accorder la priorité aux familles à faible revenu et veiller à ce que la contribution soit suffisamment importante pour favoriser la participation de ces familles Il faut une certaine capacité pour gérer cette modalité et pour réglementer et assurer la qualité
<p>(iii) Mesures incitatives pour l'offre non étatique, y compris les modèles communautaires</p> <p><i>Les stratégies comprennent : des subventions pour aider à mettre en place le service; les subventions de fonctionnement (qui peuvent dépendre de la qualité); des appuis précis (p. ex., personnel, foncier); et des allègements fiscaux.</i></p>	<p>Compte tenu de la demande importante et urgente de services de garde d'enfants et de la grande variété de besoins familiaux, le secteur non étatique peut constituer une solution (approches et ressources) permettant de compléter d'autres stratégies d'expansion du gouvernement. Dans de nombreux pays, le secteur non étatique (y compris les approches communautaires) comble le déficit d'offre dans une certaine mesure.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les coûts et des complications supplémentaires liés à la prestation de services de garde d'enfants, en particulier pour les jeunes enfants (âgés de 0 à 3 ans) constituent des freins au démarrage de l'activité ; un certain niveau de subventions ou d'autres contributions gouvernementales (comme la fourniture de personnel ou de foncier) peut encourager les prestataires à s'engager et à maintenir un niveau de qualité. Lorsque ces subventions et ces contributions sont bien pensées, cela peut bénéficier aux familles à faible revenu. Des mesures gouvernementales sur l'accréditation, l'assurance-qualité et les compétences du personnel dans les services de garde d'enfants et de l'apprentissage précoce, y compris le secteur privé, s'avèrent essentielles
<p>(iv) Services de garde supportés financièrement par l'employeur (obligatoires ou incitatifs)</p> <p><i>Imposer l'obligation de garde d'enfants aux employeurs</i></p>	<p>Compte tenu de la forte logique commerciale qui pousse les entreprises à investir dans les services de garde d'enfants, il peut s'agir d'un moyen efficace de diversifier l'offre, permettant alors au gouvernement de concentrer ses ressources sur les populations vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> Étant donné que les services de garde mis à la charge des employeurs sont souvent limités aux grandes entreprises du secteur formel, cette stratégie ne devrait pas être la seule déployée par les gouvernements, en particulier dans les pays où le secteur informel est important. Bien qu'il y ait un réel intérêt économique pour elles, les entreprises doivent souvent être guidées pour en percevoir l'utilité. Les politiques devraient être fondées sur un nombre minimal d'employés plutôt que sur le nombre de femmes employées pour éviter la discrimination fondée sur le genre. Les politiques devraient faire en sorte que les employeurs disposent de différentes options pour satisfaire à leur obligation de répondre aux besoins des employés (p. ex. prestation de services de garde d'enfants sur place ou à proximité, allocations, bons, consortiums avec d'autres employeurs, etc.) Les gouvernements peuvent inciter les employeurs moyennant des allègements fiscaux, un accès au foncier et d'autres arrangements sous forme d'un PPP.



OBJECTIF 2: Prioriser la couverture des services de garde pour les familles les plus vulnérables et s'assurer que des options gratuites et à faible coût sont disponibles.

À mesure que les gouvernements prennent des décisions sur la façon de soutenir l'expansion des services de garde et de la financer, la question du ciblage et de l'établissement des priorités devient essentielle. Tous les gouvernements sont confrontés à des contraintes de ressources. Compte tenu de ce que nous savons sur l'équité et les besoins des familles, les ressources limitées devraient être réservées aux plus défavorisés. Les solutions visant les travailleurs du secteur informel sont particulièrement importantes. Dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, un grand nombre de femmes travaillent dans l'économie informelle avec des revenus faibles et irréguliers et des options de garde d'enfants extrêmement limitées.

Les stratégies visant à soutenir les familles à faible revenu ou défavorisées sont les suivantes :

- Établir ou appuyer des services de garde qui ciblent spécifiquement les familles à faible revenu (au moyen de subventions, de tests de moyens ou d'autres stratégies);
- Rendre obligatoire des quotas de places pour les familles vulnérables ;
- Offrir un soutien financier supplémentaire aux parents à faible revenu (p. ex., heures supplémentaires de services de garde gratuits ou subventionnés);
- Connecter les services de garde d'enfants avec des programmes existants bénéficiant aux familles cibles pour obtenir un effet d'addition pour les familles ;
- Concevoir des programmes centrés sur l'équité et la sensibilité culturelle afin d'encourager l'adhésion des communautés défavorisées (choix des langues d'enseignement, embauche de membres de la communauté locale comme personnel, intégration des personnes handicapées, etc.) et
- Identifier les espaces qui pourraient être utilisés pour fournir des services aux travailleurs informels à proximité de leur lieu de travail ou de leur quartier.

► Voir l'annexe C, Objectif 2, pour des exemples illustrant ces différentes approches, y compris un large éventail d'exemples de pays qui ont mis en place ou soutiennent une offre ciblant les familles à faible revenu (tels que la Colombie, l'Inde, le Rwanda, Singapour, l'Afrique du Sud et les États-Unis



OBJECTIF 3: Allouer un financement suffisant pour rendre les services de garde de qualité abordables pour les familles

Les gouvernements doivent veiller à ce que les financements soient suffisants pour que les services de garde soient abordables pour les familles et pour appuyer un dispositif garantissant la qualité. À l'heure actuelle, dans de nombreux pays, le fardeau financier pèse de façon disproportionnée sur les familles (et, dans une moindre mesure, sur les prestataires qui opèrent dans des circonstances précaires). L'augmentation du financement gouvernemental pourrait redistribuer le fardeau. Les gouvernements peuvent également récupérer une part décente de l'investissement grâce à l'augmentation des recettes provenant de l'impôt sur le revenu.

Les options courantes pour le financement de la garde d'enfants sont :

- Allocations dédiées dans le budget national;
- Impôts spécifiques pour la garde d'enfants (impôt sur le revenu des particuliers ou retenue sur salaire);
- Cotisations générales individuelles par le biais des systèmes de sécurité sociale (cela ne couvre généralement qu'une partie de la population travaillant dans le secteur formel, mais des politiques telles que les régimes de contributions volontaires et les prestations en espèces non contributives peuvent étendre la couverture à ceux du secteur informel);
- Contributions parentales individuelles sous forme de frais (pour ceux qui peuvent se le permettre, mais qui devraient être combinés à mécanismes de d'autres financements pour limiter le fardeau pesant sur les parents); et
- Financement par l'employeur au moyen des charges patronales ou d'une contribution obligatoire au coût des services de garde

Un certain nombre d'autres options financières sont moins couramment utilisées pour financer spécifiquement les services de garde d'enfants, mais elles ont été utilisées dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et les concepts pourraient être reproduits pour les services de garde d'enfants. Il s'agit notamment de :

- Partenariats public-privé (PPP) pour la garde d'enfants (le financement est souvent complété par des investissements non étatiques du secteur, augmentant les ressources totales disponibles pour le secteur);
- Les obligations à impact social (OIS), qui permettent aux gouvernements de faire de nouveaux investissements pour les interventions sociales à un risque moindre que par le financement direct;
- Fonds d'entrepreneuriat de donateurs philanthropiques ; et
- Prêts consentis à des propriétaires d'entreprises de garde d'enfants par des institutions financières (des mesures d'accompagnement pourraient être nécessaires pour encourager/soutenir les banques à rendre le crédit accessible aux prestataires de services de garde à domicile ou dans une structure).

► Voir l'annexe C, objectif 3, pour des exemples illustrant ces différentes options.



OBJECTIF 4: Définir des dispositions institutionnelles claires et réalisables et assurer la cohérence du système

La fragmentation des politiques relatives à la garde d'enfants et des modalités de mise en œuvre exacerbe les défis liés à la qualité et à la planification. En l'absence de rôles et de responsabilités clairement définis, la garde des enfants passe souvent entre les mailles du filet. Des dispositions institutionnelles claires peuvent rendre les circuits de responsabilité plus transparentes et faciliter la planification, la mise en œuvre et le suivi ainsi qu'une approche holistique des systèmes de garde d'enfants.

Les pays utilisent différents dispositifs institutionnels pour superviser les systèmes de garde d'enfants, et il n'existe pas d'approche correcte unique. Dans certains pays, il peut arriver que la responsabilité de la garde d'enfants soit éclatée en différents ministères (selon la compétence spécifique de chacun ou en fonction des différentes tranches d'âge des enfants), tandis que d'autres optent pour une approche plus unifiée qui place la garde d'enfants et l'apprentissage précoce sous la direction d'un seul ministère ou établit un organisme de coordination composé de représentants de plusieurs ministères. Le modèle décentralisé constitue une autre option qui met plus l'accent sur des approches locales mais qui comporte également des défis: il peut augmenter les différences en matière d'accès au service et de qualité entre les régions.

Il est essentiel de créer un ancrage institutionnel fort permettant de conduire les politiques de garde d'enfant efficacement. Le bon ancrage institutionnel variera selon le pays, mais quelle que soit l'institution à laquelle incombe la responsabilité, elle doit (a) disposer d'un mandat clair, de financements suffisants et d'une capacité adaptée; (b) clairement mettre l'accent sur la promotion du développement de l'enfant; (c) avoir la capacité d'assurer la continuité et la cohérence sur toute la tranche d'âge (de la naissance à l'âge d'entrée à l'école primaire); et (d) disposer de solides mécanismes de coordination pour impliquer toutes les parties prenantes concernées.

En plus de la garde d'enfants, il existe d'autres politiques favorables à la famille qui peuvent protéger la santé et la sécurité économique des parents (surtout des mères) et de leurs enfants et offrir un continuum en matière de modalités de garde.¹⁸ Ces politiques comprennent le congé de maternité payé; congé de paternité et congé parental de plus longue durée; pauses d'allaitement au travail; et des allocations d'aide pour les enfants. Il faut effectuer davantage de recherches sur l'incidence relative des politiques complémentaires sur celles consacrées à la garde d'enfants, ainsi que sur la façon dont les différentes politiques interagissent et s'influencent mutuellement car cela permet de faire des choix en connaissance de cause pour définir la bonne combinaison de politiques (ceci est souligné dans le programme de recherche à la section 4). Les politiques relatives aux congés payés sont particulièrement importantes, car elles offrent une alternative aux services de garde d'enfants. Par exemple, en Suède, les services publics de garde d'enfants commencent à l'âge de 1 an grâce à la politique du congé parental prolongé (2006b). Dans l'encadré 3.1, nous décrivons plus en détail les politiques favorables à la famille.

► Voir l'Annexe C, Objectif 4 pour des exemples illustrant ces différentes options et un tableau détaillant les arrangements institutionnels pour 15 pays (le Chili, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Inde, la Jamaïque, le Mexique, les Pays-Bas, la Norvège, l'Afrique du Sud, la Suède, la Turquie, le Royaume-Uni, le Vietnam et la Zambie).

¹⁸ Pour un aperçu plus complet, voir Addati, Cassirer et Gilchrist (2014).

ENCADRÉ 31 LA GARDE DES ENFANTS S'INSCRIT DANS UN CONTINUUM PLUS LARGE DE POLITIQUES FAVORABLES À LA FAMILLE¹⁹

Congé de maternité et prestations en espèces. Le congé de maternité payé permet aux mères de se remettre d'un accouchement et de prendre soin de jeunes enfants pendant les premières semaines de leur vie et les protège contre les pratiques de travail discriminatoires (Addati, Cassirer et Gilchrist 2014). Bien qu'il y ait eu des améliorations graduelles au cours des deux dernières décennies, il y a d'importantes variations d'un pays à l'autre et il subsiste des écarts notables de couverture, en particulier pour les familles les plus vulnérables. À l'échelle mondiale, seulement un quart des femmes employées (330 millions) ont droit à des prestations de maternité en espèces et près de 750 millions de femmes ne sont couvertes par aucune politique de maternité (Addati, Cassirer et Gilchrist 2014; OIT 2018b). Les groupes souvent exclus comprennent les travailleurs indépendants, les travailleurs domestiques, agricoles ou temporaires et les migrants. De toutes les personnes exclues, 80 % vivent en Afrique et en Asie. Les politiques qui peuvent aider les groupes vulnérables de femmes comprennent les prestations en espèces non contributives au moyen de l'assurance sociale; les fonds publics ou les régimes d'aide sociale (par exemple en Éthiopie); l'élargissement de la couverture des congés de maternité aux secteurs qui ne sont généralement pas bénéficiaires, tels que les travailleurs domestiques (actuellement couverts dans 54 pays, dont l'Afrique du Sud et l'Argentine); et des régimes de cotisations volontaires pour permettre à divers groupes, y compris les travailleurs indépendants, ceux du secteur informel et les travailleurs occasionnels ou temporaires d'avoir accès à des prestations de congé de maternité (par exemple au Mexique, au Pérou, en Thaïlande, au Laos et en Tanzanie). La couverture effective peut être limitée par des régimes volontaires et, dans de nombreux cas, pour atteindre un niveau de prestation adéquat s'agissant de la protection de la maternité, il faut une combinaison de mécanismes contributifs et non contributifs (OIT 2017).

Congé de paternité et congé parental. Il est essentiel de prévoir des congés adéquats pour les pères afin de leur permettre de subvenir aux besoins de leur partenaire dans les semaines qui suivent la naissance, d'assumer plus de responsabilités familiales et de tisser des liens avec leurs enfants. Elle contribue également à briser les attitudes sociales traditionnelles en promouvant une plus grande égalité entre les hommes et les femmes au travail et à la maison (Addati Cassirer et Gilchrist 2014). Bien qu'il y ait eu des améliorations, dans la plupart des cas, le congé de paternité et les politiques de congé parental de plus longue durée demeurent insuffisantes pour soutenir les familles. Sur les 79 pays qui avaient une

législation sur le congé de paternité en 2013, 36 offrent moins d'une semaine de congé. Le congé parental est la politique la moins répandue à l'échelle mondiale. Seuls 66 pays offrent des congés parentaux, dont seulement cinq en Afrique, trois en Asie et deux en Amérique latine, et seulement 55 % de ces pays (36) offrent des prestations en espèces. Cependant, il y a des exemples remarquables de congés parentaux, où les pays ont adopté des politiques pour encourager les hommes à en profiter (p. ex., la Suède, la Norvège et l'Allemagne).

Allaitement. Le soutien à l'allaitement au travail fait partie intégrante des mesures de protection de la maternité (Addati et al. 2014). Des dispositions sont prévues dans au moins 121 pays, soit par des pauses de travail, soit par une réduction du temps de travail quotidien. C'est une politique que de nombreux pays d'Afrique (79%), d'Asie (69%), d'Amérique latine (69%) et du Moyen-Orient (80%) ont adoptée et dans presque tous ces pays, les pauses d'allaitement sont payées. Cependant, seulement un tiers environ des pays disposent d'une législation favorisant la mise en place d'endroits dédiés. Pour ceux qui travaillent dans l'économie informelle, l'allaitement maternel demeure un défi et des solutions créatives sont nécessaires pour soutenir ces femmes.

Allocations d'aide pour les enfants : Les allocations d'aide sociale/d'aide pour les enfants sont une autre façon à la disposition des gouvernements pour accompagner les familles. Les subventions sont généralement financées par des fonds publics et sont souvent soumises à des conditions de ressources, offrant ainsi un soutien plus important aux familles à faible revenu. Pour les mères qui n'ont pas droit aux prestations de maternité en espèces, ces subventions peuvent représenter un substitut important. Dans certains cas, des conditions peuvent être appliquées pour recevoir les subventions, comme des examens médicaux réguliers ou avoir accouché dans un établissement de santé (Addati Cassirer et Gilchrist 2014). Des données provenant d'Amérique latine suggèrent que lorsqu'ils doivent choisir entre la garde d'enfants et les subventions en espèces, les ménages à faible revenu ont tendance à choisir la prestation en espèces et les ménages à revenu plus élevé choisissent la garde d'enfants. Bien que les allocations en espèces semblent avoir un effet redistributif positif à court terme, à plus long terme, elles peuvent promouvoir l'inégalité socioéconomique et l'inégalité entre les sexes en renforçant les modèles de garde entre les sexes et en éloignant les femmes de la population active (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016).

¹⁹ L'UNICEF a lancé une initiative sur les politiques favorables à la famille en 2019 et une note d'orientation provisoire sur les politiques favorables à la famille dans le contexte de la COVID-19 en 2020. <https://www.unicef.org/early-childhood-development/family-friendly-policies>. <https://www.unicef.org/media/66351/file/Family-friendly-policies-covid-19-guidance-2020.pdf>



OBJECTIF 5: Veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants grâce à un système d'assurance qualité solide et à un personnel soutenu et compétent

Comme il est indiqué à la section 2, la qualité des services de garde d'enfants est essentielle pour encourager les parents à s'y engager et pour prendre conscience des nombreux avantages associés à un meilleur développement de l'enfant. Les gouvernements doivent s'assurer que de solides systèmes d'assurance qualité sont en place et que le personnel est bien formé, soutenu et motivé. Plus précisément, les pays devraient mettre en place:

- **Des systèmes d'enregistrement et d'accréditation** : Les gouvernements devraient clairement définir les exigences en matière d'enregistrement et d'accréditation. Celles-ci devraient s'appliquer à tous les types de prestataires, qu'ils soient du secteur public ou non étatiques, en procédant au besoin à des ajustements pour tenir compte de différents types de services et/ou de conditions locales. Elles devraient également être suffisamment faisables pour encourager l'enregistrement ; des exigences irréalistes peuvent dissuader les prestataires de s'établir et/ou les amener à opérer sans être enregistrés en dehors du système.
- **Des normes de qualité**: Les pays devraient avoir des normes de qualité complètes et cohérentes qui s'appliquent aux prestataires pour l'ensemble de la tranche d'âge (encore une fois avec des ajustements au besoin en fonction des types spécifiques de prestataires et / ou des conditions locales). Il est essentiel d'inclure des normes en matière de sécurité, mais il faut également considérer un ensemble d'autres dimensions de la qualité: dimension structurelle (p. ex. la taille du groupe, les ratios personnel/enfant et l'infrastructure), la qualité du programme (p. ex. le curriculum, le matériel, la durée et l'intensité, l'engagement des parents), la qualité des interactions (p. ex. les interactions des enfants avec les prestataires et les pairs) et la qualité de l'effectif (p. ex. les qualifications et les compétences). Pour les pays qui ne disposent pas encore de normes de qualité mais où plusieurs types de dispositifs existent, il peut être pratique de mettre en place un système progressif mettant l'accent sur les normes les plus critiques en les identifiant clairement et les appliquant.
- **Des systèmes de contrôle** : Les gouvernements devraient faire en sorte que les systèmes d'inspection disposent d'une capacité et d'une expertise suffisantes pour effectuer ce travail efficacement. Les inspecteurs devraient recevoir une formation et des outils leur permettant d'évaluer la qualité des services et d'aider les professionnels à s'améliorer. Des enquêtes d'auto-évaluation et de satisfaction des parents pourraient constituer des activités de contrôle complémentaires. Le respect des normes devrait être encouragé par des incitations à bien fonctionner et par des conséquences lorsque les normes ne sont pas respectées. Si les normes sont clairement définies, la publication de données provenant d'un suivi systématique de l'utilisation et de la qualité pourrait aider les parents à prendre des décisions en meilleure connaissance de compte et à demander des comptes aux prestataires.
- **Des mécanismes pour impliquer les parents et les mettre en situation de s'engager** : Au-delà des mécanismes de suivi formels, l'engagement des parents peut constituer une stratégie puissante pour améliorer la qualité. Les parents peuvent contribuer au fonctionnement des services de garde d'enfants, soutenir les progrès de leurs enfants en participant à leur apprentissage et à leur développement, soutenir l'autorégulation de ces services et faire pression pour une meilleure qualité.
- **Des programmes de formation pour le personnel des services de garde d'enfants et de l'apprentissage précoce** : Des programmes de formation de qualité sont cruciaux. Il ne s'agit pas nécessairement de programmes académiques pluriannuels ; des programmes plus courts peuvent être plus faciles à mettre à l'échelle et plus efficaces s'ils sont ciblés et très pratiques, et si les praticiens continuent d'être soutenus par un perfectionnement professionnel continu.
- **Normes professionnelles et reconnaissance du personnel**: L'Initiative sur le personnel de la petite enfance²⁰ souligne l'importance de créer des compétences et des normes solides qui guident le travail des professionnels de la petite enfance et définissent des cheminements de carrière clairs. Il est également crucial d'établir des échelles salariales (avec des salaires décents) et de rehausser le statut de la profession. Il convient d'envisager des parcours flexibles pour les personnels quel que soit le niveau dont ils s'occupent dans la tranche d'âge entre la naissance et l'entrée à l'école primaire, avec des salaires et des structures d'emploi similaires, ceci afin d'éviter de dévaloriser les professionnels de la garde d'enfants qui se concentrent sur les plus jeunes enfants.

²⁰ <https://www.issa.nl/workforce>

- **Le recueil des données** : Les données constituent un élément fondamental; il est donc essentiel que les gouvernements mettent en place un bon système de recueil de données pour renseigner la conception et la mise en œuvre des politiques et pour suivre et évaluer les paramètres clés du système de garde d'enfants.

En outre, dans les pays où l'offre de services non étatique est encouragée, des soutiens supplémentaires devraient être envisagés pour aider les prestataires de services de garde à petite échelle, en particulier s'ils travaillent à domicile, à atteindre le niveau de qualité requis à assurer leur pérennité. Ces mesures de soutien pourraient comprendre l'établissement de réseaux (y compris des franchises plus formelles), des mécanismes de soutien par les pairs, des programmes de formation et d'encadrement, l'accès aux ressources d'apprentissage, etc.

► Voir l'annexe C, objectif 5, pour des exemples illustrant ces différents aspects et une comparaison des normes de qualité et des modalités de contrôle pour cinq pays (Chili, Danemark, Inde, Jamaïque et Royaume-Uni). L'annexe D contient également plus d'informations et des exemples de programmes qui aident les petits prestataires à encourager des modèles de qualité et financièrement viables (par exemple Kidogo Mamapreneurs au Kenya et SmartStart en Afrique du Sud).

TABEAU 3.3 RÉSUMÉ DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET DES MESURES PRIORITAIRES VISANT À ASSURER DES SERVICES DE GARDE ABORDABLES ET DE QUALITÉ QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DES FAMILLES

OBJECTIFS STRATÉGIQUES	MESURES QUE LES GOUVERNEMENTS POURRAIENT PRENDRE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS
 <p>OBJECTIF 1 : Élargir l'accès aux services de garde d'enfants en favorisant divers types de services</p>	<ul style="list-style-type: none"> Effectuer des diagnostics au niveau du pays pour comprendre les besoins des familles et ajuster la programmation en conséquence. Utiliser plusieurs leviers pour soutenir l'expansion des services de garde d'enfants (parmi les options figurent : services de garde d'enfants délivrés par l'Etat, aide financière aux familles, mesures incitatives pour le secteur non étatique et services de garde d'enfants à la charge des employeurs). Intégrer les services de garde d'enfants à d'autres programmes publics existants (p. ex., les services de garde d'enfants en parallèle à des formations ou à des programmes de travaux publics pour maximiser la participation)²¹
 <p>OBJECTIF 2 : Prioriser la couverture des services de garde pour les familles les plus vulnérables et s'assurer que des options gratuites et à faible coût sont disponibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> Prioriser les options de garde d'enfants pour les familles vulnérables (p. ex., places attribuées, services ciblés). Subventionner fortement les frais de garde d'enfants au moins pour les familles les plus vulnérables (par le biais d'un soutien financier aux familles et / ou de subventions aux prestataires non étatiques qui s'adressent aux familles vulnérables). Tenir compte des besoins et des solutions des travailleurs informels, notamment en identifiant les espaces qui pourraient être utilisés pour leur fournir des services près de leur lieu de travail ou dans leur quartier. Pour assurer l'équité, tenir compte des besoins des enfants particulièrement défavorisés (p. ex. enfants handicapés, minorités ethniques ou linguistiques, populations réfugiées ou autres personnes impactées par la violence et les conflits, etc. Appliquer des conditionnalités et vérifier les moyens pour s'assurer que les services financés par le gouvernement et les services non-étatiques soient accessibles aux familles à revenu faible Tirer parti des programmes existants destinés aux populations vulnérables (notamment pour identifier les populations cibles et / ou en s'appuyant sur les services qu'ils rendent).
 <p>OBJECTIF 3 : Allouer un financement suffisant pour rendre les services de garde de qualité abordables pour les familles</p>	<ul style="list-style-type: none"> Allouer suffisamment de fonds publics pour rendre les services de garde abordables pour toutes les familles. Envisager diverses sources de financement - financement public, financement par l'employeur, contributions individuelles raisonnables (pour ceux qui peuvent se le permettre) et d'autres types de financement de nature privée. Tirer parti des services de financement existants en intégrant la garde d'enfants dans les programmes correspondants pour des investissements gagnant-gagnant. Garantir un budget suffisant pour mettre en place et conserver un système d'assurance qualité robuste.
 <p>OBJECTIF 4 : Définir des dispositions institutionnelles claires et réalisables et assurer la cohérence du système</p>	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des dispositions institutionnelles à même de bénéficier aux enfants de la naissance à l'entrée à l'école primaire pour promouvoir un environnement sûr et promouvoir leur développement. Identifier un ancrage institutionnel clair avec le mandat et les ressources à même de promouvoir l'accès, d'assurer la qualité, tout en établissant des rôles et des responsabilités clairs pour l'engagement des autres secteurs et des agences. Recueillir des données sur l'utilisation des services et leur qualité pour éclairer les dispositifs de mise en œuvre et les politiques. Adopter une approche impliquant tous les organes du gouvernement pour optimiser les programmes et les politiques visant à promouvoir à la fois le développement de l'enfant et l'emploi des femmes et assurer la cohérence du système (en tenant compte d'autres politiques complémentaires telles que les allocations familiales et le congé parental)
 <p>OBJECTIF 5 : Veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants grâce à un système d'assurance qualité solide et à un personnel soutenu et compétent</p>	<ul style="list-style-type: none"> Définir des règles d'enregistrement s'appliquant à tous les types de prestataires qui tiennent compte des réalités locales et qui sont suffisamment réalistes pour les encourager à s'enregistrer. Élaborer des normes de qualité complètes et cohérentes (avec des normes minimales claires et des parcours qui permettent de s'améliorer au fil du temps). Établir des systèmes de contrôle reposant sur des inspecteurs formés au développement de la petite enfance. Encourager l'engagement des parents et mettre en place des mécanismes pour les aider à soutenir le développement de leurs enfants et plaider en faveur de services de qualité. Mettre en place et soutenir une formation initiale et continue de qualité et apporter un appui aux professionnels de la garde d'enfants et de l'apprentissage précoce en mettant particulièrement l'accent sur la pratique. Professionaliser le personnel de garde d'enfants et d'apprentissage de la petite enfance moyennant des qualifications formelles, des parcours de carrière et une rémunération adéquate. Offrir un soutien aux prestataires de services à domicile et aux autres entrepreneurs (réseaux, programmes de formation et de coaching, soutien par les pairs, accès aux ressources d'apprentissage, etc.).

²¹ Voir la section 4 et l'annexe D pour des idées.

SECTION 4:

La voie à suivre : tirer parti de divers points d'entrée sectoriels, soutenir les processus à l'œuvre dans les pays et élargir la recherche







Dans la section 3, nous soulignons cinq objectifs stratégiques sur lesquels les gouvernements doivent se concentrer pour élargir l'accès à des services de garde abordables et de qualité qui répondent aux besoins de toutes les familles. Dans cette section, nous soulignons trois domaines sur lesquels il faut continuer à travailler pour soutenir l'expansion de la garde d'enfants au plan mondial : identifier et tirer parti de nouvelles sources de financement, exploiter divers points d'entrée sectoriels, soutenir les processus nationaux en cours et développer des outils soutenant les diagnostics et la mise en œuvre au niveau national et élargir la recherche sur la garde d'enfants.

Identifier et tirer parti de nouvelles sources de financement, exploiter divers points d'entrée sectoriels

Les services de garde sont essentiels pour résoudre les multiples défis auxquels les gouvernements sont confrontés, et il existe de nombreux points d'entrée potentiels qui peuvent être exploités pour élargir l'accès à des services de garde abordables et de qualité. Bien que de nouveaux fonds soient sans aucun doute nécessaires pour élargir l'accès compte tenu de l'ampleur requise, il existe également un certain nombre d'occasions d'obtenir du financement dans le cadre des programmes existants qui pourraient financer un élargissement des services de garde d'enfants. Le tableau 4.1 présente certains de ces points d'entrée. La recherche et l'exploitation de ces opportunités dans les pays peuvent maximiser le rendement des investissements et aider les gouvernements à atteindre de multiples objectifs avec des sources de financement limitées. À court terme, ces possibilités offrent des options pratiques et rapides pour accroître les ressources disponibles pour appuyer l'expansion des services de garde d'enfants pendant que les gouvernements travaillent à mobiliser de nouvelles ressources.

► À l'annexe D, nous donnons plus de détails sur cinq idées d'investissements judicieux qui répondent à de multiples objectifs au moyen d'un seul volet financier : (i) offrir des services de garde pour faciliter la participation à des programmes de formation et d'acquisition de compétences; (ii) utiliser des programmes de compétences et de formation pour renforcer les capacités du personnel des services de garde d'enfants; (iii) aider les entrepreneurs à ouvrir leurs propres entreprises de garde d'enfants; (iv) tirer parti des programmes de santé et de nutrition pour soutenir la garde des enfants; v) établir des services de garde d'enfants afin de maximiser la participation aux programmes de travaux publics (p. ex, crèches mobiles).

TABLEAU 4.1 POINTS D'ENTRÉE SECTORIELS POTENTIELS POUR INVESTIR DANS LA GARDE D'ENFANTS

SECTEUR	QUELQUES FACONS DE SOUTENIR LA GARDE D'ENFANTS
 ÉDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître les programmes d'éducation de la petite enfance et préscolaire en tenant compte de la façon dont ils assurent également une fonction de garde d'enfants (heures, emplacement, etc.) • Élaborer et mettre en œuvre une réglementation et des normes de qualité pour tous les services d'apprentissage précoce, y compris les services de garde d'enfants (en collaboration avec d'autres secteurs) • Offrir des services de garde afin de faciliter la participation à des programmes de formation et d'acquisition de compétences • Utiliser les programmes de compétences et de formation pour renforcer les capacités des personnels des services de garde d'enfants
 SANTÉ ET NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser les structures de garde d'enfants pour leur fournir des services permettant de lutter contre la malnutrition et de réduire le retard de croissance, en particulier pendant la période critique des 1000 premiers jours • Tirer parti des programmes de santé et de nutrition pour soutenir la garde des enfants • Utiliser les structures de garde d'enfants comme points de référence et améliorer l'efficacité des personnels de santé communautaires • Prendre en compte le fardeau que la garde représente pour les sœurs plus âgées avec des implications sur l'inscription des adolescentes à l'école et finalement sur le retardement du mariage et sur la réduction des risques de grossesse chez les adolescentes.
 GENRE	<ul style="list-style-type: none"> • Élargir les services de garde d'enfants afin d'améliorer l'emploi des femmes • Aider les femmes entrepreneures à offrir des services de garde d'enfants • Promouvoir des politiques complémentaires en matière de congé de maternité/ paternité et d'allaitement dans le lieu de travail
 PROTECTION SOCIALE ET EMPLOIS	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des services de garde d'enfants pour maximiser la participation des mères aux programmes de capacitation tels que la formation, l'acquisition de compétences y compris en matière de travaux publics (par exemple les crèches mobiles) • Encourager la garde d'enfants pour accroître la participation des femmes au marché du travail • Promouvoir les transferts d'argent ou les subventions d'aide à l'enfance, qui pourraient servir à la garde d'enfants et/ou aux prestations de maternité • En complément, promouvoir des politiques et des réglementations sur les congés de maternité et de paternité • Élargir la couverture des prestations complémentaires telles que les congés de maternité et de paternité aux travailleurs des secteurs formel et informel (p. ex. en instaurant une contribution volontaire à la sécurité sociale)
 AGRICULTURE	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des services de garde pour assurer la sécurité des enfants et accroître la productivité agricole
 DEVELOPPEMENT URBAIN	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des structures d'accueil pour les travailleuses dans les zones industrielles et les espaces publics urbains (par ex. marchés et décharges) • Investir dans les structures de garde d'enfants dans le cadre de programmes de « réhabilitation des bidonvilles »
 SECTEUR PRIVÉ	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager la garde d'enfants pour accroître la participation des femmes au marché du travail et la productivité des entreprises • Établir des services de garde pour maximiser la participation aux programmes de formation • Soutenir l'expansion des services de garde grâce à des mécanismes de financement novateurs • Prioriser le secteur de la garde d'enfants dans le financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)

Soutenir les processus au niveau des pays et développer des outils pour soutenir les diagnostics et la mise en œuvre au niveau national

Les efforts visant à élargir l'accès à des services de garde abordables et de qualité exigeront des approches intergouvernementales plus volontaristes dans la plupart des pays et un soutien aux gouvernements pour qu'ils s'engagent dans un dialogue politique transversal aux secteurs, aux budgets et aux arrangements institutionnels. Des outils sont nécessaires pour que les décideurs disposent de l'information leur permettant de concevoir de meilleures politiques et de meilleurs programmes. Ces outils portent en particulier sur:

- l'analyse financière et la budgétisation (y compris la revue des dépenses publiques et d'autres modalités d'examen des budgets existants et des nouvelles opportunités de financement)
- le diagnostic pour examiner les marchés, la demande et l'offre
- les évaluations institutionnelles et diagnostics à l'échelle des systèmes
- les normes de qualité de base et des directives de sauvegarde qui peuvent être adaptées aux contextes locaux.

Élargir la recherche sur la garde d'enfants

Comme nous l'avons noté dans d'autres sections du présent document, des lacunes en matière d'information entravent les efforts visant à mieux comprendre les services de garde d'enfants ainsi que la dynamique existante entre les politiques nationales, les choix que font les familles, et une diversité de résultats et de forces du marché à l'intérieur des pays. L'un des défis est que la plupart des recherches sur la garde d'enfants à ce jour ont porté sur un ensemble restreint de sujets (p. ex. l'emploi ou l'autonomisation des femmes, le développement des enfants ou encore la productivité des services concernés). Une nouvelle vague d'évaluations est en cours et elle commence à donner des résultats qui appréhendent de façon plus globale les résultats liés à la garde des enfants. Le Tableau 4.2. souligne les domaines spécifiques sur lesquels la recherche doit se poursuivre.²²

TABLEAU 4.2 RÉSUMÉ DES QUESTIONS DE RECHERCHE SUR LA GARDE D'ENFANTS

SUJET		DESCRIPTION / QUESTIONS DE RECHERCHE
Évaluations de la situation au niveau des pays	Données nationales sur la garde d'enfants dans les PFR (ventilées par groupe de revenu)	<ul style="list-style-type: none"> • Du côté de la demande : A quelles modalités de garde d'enfants les parents ont-ils recours ? Quelle est la demande de services de garde d'enfants et les parents sont-ils conscients des différents types d'offres ? Quels sont les facteurs les plus importants pour les parents dans différents contextes? Comment les parents perçoivent-ils la qualité? Quelle est la disponibilité des parents à payer et dans quelle mesure l'utilisation des services de garde d'enfants est-elle sensible au prix (élasticité-prix)? • Du côté de l'offre : Quels sont les différents types de garde d'enfants disponibles et quelle est leur part relative sur le marché? Quels sont les différents modèles d'exploitation, y compris les services offerts, la qualité, les frais (en valeur absolue et en pourcentage du revenu)? Quels obstacles les fournisseurs privés doivent-ils surmonter pour démarrer leur activité dans le secteur de la garde d'enfants et être financièrement viables? • Quelles sont les projections concernant l'offre et la demande de services de garde d'enfants? • Quelles questions peuvent être intégrées dans diverses enquêtes sur les ménages et les attitudes afin de recueillir rapidement et facilement des informations supplémentaires sur le marché de la garde d'enfants, l'utilisation familiale et les préférences dans différents pays?

²² Ce programme de recherche a été élaboré avec les participants à un atelier de deux jours en juillet 2019 pour discuter des messages, de la stratégie et du contenu du document. Les participants sont énumérés dans la partie « remerciements » du présent document.






TABLEAU 4.2 RÉSUMÉ DES QUESTIONS DE RECHERCHE SUR LA GARDE D'ENFANTS (CONT.)

SUJET		DESCRIPTION / QUESTIONS DE RECHERCHE
Mieux comprendre l'impact de la garde d'enfants	Les résultats du développement de l'enfant et l'équilibre entre coût et qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est l'impact de la garde d'enfants sur les résultats en matière de développement de l'enfant, y compris cognitif, socio-émotionnel, physique, et en termes de santé et de nutrition ? • Quel niveau de qualité faut-il pour obtenir un impact positif et quel en est le coût? • Quels aspects de la qualité sont les plus importants pour l'atteinte des résultats pour les enfants?
	Résultats en matière d'emploi et d'autonomisation des femmes	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est l'impact des services de garde d'enfants sur la participation économique, au-delà des taux de participation des femmes au marché du travail en termes d'heures, de niveau de revenus et de qualité de l'emploi)? • Quel est l'impact de la garde d'enfants sur le bien-être et l'autonomisation en général? • Dans quelle mesure la qualité des services de garde d'enfants a-t-elle une incidence sur les résultats en matière de participation à l'économie et de bien être ?
	Résultats économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Quels avantages économiques au sens large procurent les investissements dans la garde d'enfants ?
	Résultats commerciaux	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est l'impact de la garde d'enfants sur la productivité des entreprises, et quelle est l'influence de la qualité dans cet impact ?
Options de stratégie et des outils	Modèles évolutifs pour atteindre les familles vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les bonnes pratiques en matière de modèles de qualité pouvant être mis à l'échelle et qui ciblent les familles vulnérables (familles à faible revenu, travaillant dans le secteur informel, en milieu rural, etc.)?
	Impact comparatif et complémentarité de la garde d'enfants et des autres services d'aide sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Comment évaluer et choisir parmi les différentes stratégies (et combinaisons de stratégies) quant à leur impact sur le développement de l'enfant et sur la participation économique et l'autonomisation des femmes? Les stratégies comprennent la garde d'enfants, les congés de maternité et parentaux et les allocations pour enfants.
	Encourager des modèles non étatique de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les modèles commerciaux viables pour les prestataires privés de garde d'enfants? • Quels sont les moyens les plus efficaces d'inciter les prestataires privés à améliorer la qualité de leurs services?
	Implication des parents	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les modèles de bonnes pratiques qui intègrent les parents aux structures de gouvernance ? • Dans quelle mesure les parents sont-ils conscients des avantages de la garde d'enfants? • Comment les parents perçoivent-ils la qualité?
	Paramètres de mesure de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les outils appropriés pour mesurer le développement des enfants de 0 à 6 ans ? • Que devraient inclure les pays dans les cadres définissant les normes de qualité (normes minimales et aspects plus élaborés) ? • Quels sont les moyens possibles de mesurer et de contrôler la qualité des services de garde d'enfants ? • Quelles sont les compétences clés des professionnels de la garde d'enfants et d'apprentissage précoce ?
	Leçons tirées des autres formes de services non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les implications et les enseignements tirés d'autres modèles de services, par exemple, prendre soin de membres de la famille âgés ou malades ou de personnes handicapées?

Conclusion

Accroître l'accès à des services de garde abordables et de qualité est un instrument essentiel pour aider les pays à sortir de la pauvreté, à renforcer le capital humain et à accroître l'équité - autant de pierres angulaires de la croissance économique et de la productivité d'un pays. Il est possible d'exploiter plusieurs opportunités afin d'élargir l'accès à la garde d'enfants, en incluant tous les secteurs et en considérant divers points d'entrée. Les efforts pour développer les services de garde d'enfants passent par la reconnaissance des importantes externalités positives de la garde d'enfants et du fait qu'elle constitue une responsabilité partagée. Élargir l'accès à des services de garde abordables et de qualité exigera la mobilisation de finances publiques et privées, des inflexions des politiques publiques, une offre de services innovatrice et un accent mis sur la qualité. Les financements publics joueront un rôle essentiel pour assurer un accès équitable aux populations les plus vulnérables. Et pour commencer à rattraper le retard, il convient d'abord de mieux exploiter certaines ressources financières existantes et les programmes associés. Mais ce ne serait qu'un début — des ressources supplémentaires seront nécessaires dans la plupart des pays.

Les gouvernements devraient veiller à ce que les services de garde d'enfants soient disponibles, abordables, de qualité décente et répondent aux besoins de toutes les familles. Nous proposons cinq objectifs stratégiques pour que les gouvernements s'acquittent de cette responsabilité :

-  **Élargir l'accès aux services de garde d'enfants en favorisant divers types de services.**
-  **Prioriser la couverture des services de garde pour les familles les plus vulnérables et s'assurer que des options gratuites et à faible coût sont disponibles.**
-  **Allouer un financement suffisant pour rendre les services de garde de qualité abordables pour les familles.**
-  **Définir des dispositions institutionnelles claires et réalisables et assurer la cohérence du système**
-  **Veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants grâce à un système d'assurance de la qualité solide et à un personnel soutenu et compétent.**

Plus de 40 pour cent de tous les enfants (près de 350 millions) qui sont en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire dans le monde ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès. La mise en place de services de garde abordables et de qualité pour toutes les familles qui en ont besoin nécessitera une augmentation substantielle des engagements politiques et financiers dans de nombreux pays, et il est impératif que les gouvernements agissent maintenant. Trop de familles ont de grosses difficultés à gagner leur vie et à offrir à leurs enfants le meilleur départ possible dans la vie. Ces familles ne sont pas en mesure d'envisager l'équilibre optimal entre emploi des femmes et développement des enfants. Ils ont besoin de solutions maintenant et ils les méritent. Nous laissons tomber cette génération et les générations futures. L'expansion de services de garde de qualité est une occasion unique de créer de meilleurs emplois et d'assurer un avenir meilleur en améliorant l'emploi et la productivité des femmes, la condition des enfants, le bien-être des familles, la productivité des entreprises et le développement économique global.



Annexes

Les annexes fournissent des détails supplémentaires et peuvent être utilisées comme ressources autonomes pour des sujets spécifiques.

ANNEXE A.

Méthodologie détaillée pour estimer le besoin de places de garde d'enfants.

- Plus de 40 % des enfants (près de 350 millions) en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire ont besoin de services de garde d'enfants mais n'y ont pas accès.
- Le défi de la garde d'enfants touche de façon disproportionnée les familles des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur : près de 8 enfants sur 10 qui ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès vivent dans des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur.
- Un enfant vivant dans un pays à faible revenu est près de cinq fois moins susceptible d'avoir accès à des services de garde qu'un enfant vivant dans un pays à revenu élevé.

Nous avons utilisé les données disponibles et un ensemble d'hypothèses pour estimer les besoins mondiaux en matière de garde d'enfants et fournir une indication de l'écart en matière d'offre.

Nous avons utilisé les chiffres de population propres à chaque pays et les taux de participation des femmes au marché du travail pour estimer les besoins, puis les taux d'inscription préscolaire propres à chaque pays et les taux d'inscription extrapolés (selon le niveau de revenu du pays) pour estimer la couverture actuelle et l'écart d'accès.

Nous estimons que 43 pour cent de tous les enfants (349 millions) qui sont en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire dans le monde ont besoin de services de garde, mais n'y ont pas accès. Les besoins en matière de garde d'enfants dans le monde sont considérables car 72% des enfants (593 millions) n'ayant pas atteint l'âge d'entrée à l'école primaire ont besoin de garde. La majorité (59 %) des enfants qui en ont besoin n'y ont pas accès.

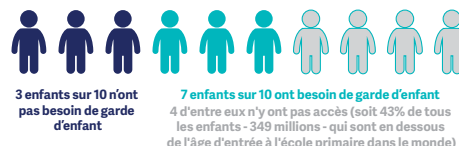
L'écart d'accès est important dans l'ensemble du groupe d'âge, mais il est proportionnellement plus important pour les enfants de moins de 3 ans (72 % des enfants de moins de 3 ans qui ont besoin de services de garde n'y ont pas accès, comparativement à 52 % des enfants de plus de 3 ans qui en ont besoin). La récente expansion du secteur préscolaire permet de combler une partie de l'écart pour les enfants plus âgés, mais des mesures stratégiques volontaires sont nécessaires, surtout pour les enfants de moins de 3 ans, sans lesquelles l'écart est peu susceptible de se résorber.

Aperçu des hypothèses et des calculs

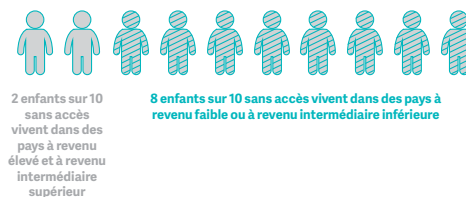
Notre point de départ pour le nombre d'enfants en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire est de 819 millions (406 millions en dessous de l'âge de 3 ans et 413 millions d'enfants en dessous de l'âge d'entrée à l'école primaire).²³ Pour les enfants de moins de 3 ans (de 0 à 2 ans inclus), nous utilisons les taux de participation des femmes au marché du travail de l'OIT pour calculer le nombre de mères qui travaillent afin d'estimer le nombre d'enfants qui ont besoin d'une forme ou une autre de garde d'enfants.²⁴ 51 % de tous les enfants de moins de 3 ans). Étant donné que nous savons qu'il y a beaucoup plus de femmes qui ne peuvent pas entrer sur le marché du travail en raison du manque de services de garde d'enfants, il s'agit d'une sous-estimation qui ne tient pas compte des femmes qui ne travaillent pas. Pour les nombreuses femmes qui se trouvent à la marge, le fait d'avoir des services de garde pourrait leur permettre d'entrer sur le marché du travail.

Nous divisons en deux le groupe des enfants de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire (qui, pour la plupart, est de 6 ans). Premièrement, nous utilisons les politiques nationales en matière préscolaire pour estimer le nombre d'enfants

Dans le monde, 7 enfants sur 10 ont besoin de services de garde, mais 4 sur 10 n'y ont pas accès.



8 enfants sur 10 qui ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès vivent dans des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire inférieur.





²³ D'après les statistiques de la Banque mondiale sur la santé, la nutrition et la population : estimations de la population pour 2018. Nous incluons tous les enfants jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire. Ce calcul est effectué pour chaque pays en fonction de l'âge d'entrée à l'école primaire, qui varie de 5 à 7 ans, mais est de 6 ans dans environ 70 % des pays (sur la base de l'indicateur des systèmes éducatifs de l'USI : âge d'entrée officiel à chaque niveau d'éducation de la CITE - primaire). L'utilisation d'autres sources de données peut donner lieu à des chiffres légèrement différents.

²⁴ Nous reconnaissons la diversité des structures familiales et le fait que certaines familles peuvent avoir une mère qui travaille et une mère qui reste à la maison ou un père qui reste à la maison pour s'occuper d'enfants ou un parent seul. Le FLFP demeure la meilleure option disponible pour servir d'indicateur pour estimer le nombre de familles ayant deux parents qui travaillent ou des ménages monoparentaux dont le parent qui travaille

inclus dans le groupe d'âge préprimaire officiel dans chaque pays et qui devraient donc fréquenter l'école maternelle. Dans la plupart des pays, le préprimaire commence à l'âge de 3 ans et dans presque tous les pays, il commence à l'âge de 4 ans.²⁵ nous suivons la méthodologie pour les enfants de moins de 3 ans et présumons que tous les enfants dont la mère travaille auront besoin de services de garde. Cela équivaut à une estimation de 384 millions d'enfants âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire qui ont besoin des services de garde (93 % de tous les enfants âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire). Au total, dans les deux groupes d'âge, 593 millions d'enfants âgés de 3 ans et jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire ont besoin de services de garde, soit 72 % de tous les enfants de cette tranche d'âge.

TABLE A.1 BESOINS MONDIAUX ACTUELS EN MATIÈRE DE GARDE D'ENFANTS : ESTIMATIONS

	Total	Hypothèses / sources
 <p>Nombre d'enfants de moins de 3 ans dont la mère travaille, qui ont besoin d'une solution de garde d'enfants (en millions)</p>	209	<p>Etape 1) A l'aide des estimations démographiques de la Banque de données de la Banque mondiale pour 2018, nous calculons le nombre d'enfants de 0, 1 et 2 ans pour atteindre un total de 406 millions d'enfants de moins de 3 ans.</p> <p>Etape 2) Nous utilisons les taux du FLFP pour chaque pays (avec une augmentation de 7 points de pourcentage pour refléter la sous-déclaration dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (LIMICS*) pour estimer le nombre d'enfants de moins de 3 ans ayant des mères qui travaillent. Cela équivaut à 209 millions (51 % des enfants de moins de trois ans). Nous reconnaissons la diversité des structures familiales et le fait que certaines familles peuvent avoir une mère qui travaille et une mère qui reste à la maison ou un père qui reste à la maison pour s'occuper des enfants ou un parent seul. Nous utilisons le PFLF parce qu'il s'agit de la meilleure option disponible pour estimer le nombre de familles qui ont deux parents qui travaillent ou des ménages monoparentaux dont le parent travaille.</p>
 <p>Nombre d'enfants âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire qui doivent avoir accès à des services de garde d'enfants ou à des services préscolaires (millions)</p>	384	<p>Etape 1) Nous utilisons les données de la banque de données de la Banque mondiale sur la population pour calculer le nombre d'enfants inclus dans l'âge officiel de scolarité préprimaire de chaque pays (âges officiels détaillés dans les métadonnées de l'ISU pour la population d'âge préscolaire). Pour les enfants de ces pays, nous estimons que 100 pour cent des enfants de l'âge officiel du préprimaire dans les pays devraient avoir accès à l'école maternelle. Cela représente 352 millions d'enfants.</p> <p>Etape 2) Pour les 63 millions d'enfants des 67/225 pays qui ne commencent pas l'école préprimaire à 3 ans (ou dans quelques cas à 4 ou 5 ans), nous suivons la même méthode pour les enfants de moins de 3 ans et supposons que tous les enfants dont la mère travaille auront besoin de services de garde. Cela représente environ 34 millions d'enfants entre l'âge de 3 ans et l'entrée à l'école primaire qui ont besoin de services de garde.</p>
 <p>Nombre total d'enfants âgés de 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire ayant besoin de services de garde (millions)</p>	593	Cela fait 209 millions d'enfants (de moins de 3 ans) plus 384 millions d'enfants (de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire)
<p><i>Pourcentage de tous les enfants de 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire qui ont besoin de services de garde/préscolaire</i></p>	72%	Ceci représente 593/819 millions d'enfants.


* Les estimations de la participation au marché du travail sont souvent sous-estimées, en raison des incohérences dans ce qui constitue l'activité économique (ce qui fait que de nombreuses activités informelles ne sont pas comptées), d'une mauvaise formulation des questions et des périodes de rappel trop courtes pour tenir compte de la saisonnalité et des emplois multiples (Fox et Pimhidzai 2013; Fox et al. 2013). Le travail des femmes est particulièrement sous-estimé (Fox et Pimhidzai 2013; Langsten et Salem 2008). Plusieurs études menées en Tanzanie, en Ouganda et en Égypte ont indiqué une augmentation d'au moins 7 à 10 points de pourcentage des taux d'emploi en tenant compte de ces problèmes (Langsten et Salem 2008; Bardasi et al. 2010; Fox et Pimhidzai 2013). Nous avons utilisé une augmentation de 7 pour cent des derniers taux FLFP de la Banque mondiale pour les pays à revenu faible ou intermédiaire.

²⁵ La différence de méthodologie pour les enfants de plus de 3 ans s'aligne sur la position acceptée à l'échelle mondiale selon laquelle les enfants devraient fréquenter l'école maternelle pendant au moins un an. La cible 4.2 des ODD appelle les pays à « veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons aient accès à un développement de la petite enfance, à des soins et à une éducation préprimaire de qualité afin qu'ils soient prêts pour l'éducation primaire » d'ici 2030. Voir aussi le récent document de l'UNICEF, Un monde prêt à apprendre - Accorder la priorité à une éducation préscolaire de qualité (2019).

Le tableau A.2 présente la répartition des 593 millions d'enfants par niveau de revenu du pays et par âge de l'enfant, montrant ainsi tous les enfants nécessitant des services de garde dans chaque tranche d'âge, le nombre d'enfants ayant actuellement accès aux services de garde dans chaque tranche d'âge et l'écart d'accès pour chaque tranche d'âge (en faisant la distinction entre les enfants de moins de 3 ans et ceux de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire).

Pour estimer l'écart d'accès pour ceux qui ont besoin de services de garde d'enfants, nous utilisons les derniers taux d'inscription pour les enfants d'âge préscolaire²⁶ et les taux d'inscription estimés pour les enfants de moins de 3 ans (et pour les enfants de plus de 3 ans qui vivent dans des pays où le début officiel de la maternelle est supérieur à 3 ans). Nous estimons que 349 millions d'enfants ayant besoin de services de garde (y compris préscolaires) ne sont pas actuellement inscrits (59 % de ceux qui en ont besoin).

TABLEAU A.2.1 BESOINS EN MATIÈRE DE GARDE D'ENFANTS ET ÉCART D'OFFRE VENTILÉ PAR NIVEAU DE REVENU NATIONAL (POUR LES ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS)


 MOINS DE 3 ANS	Niveau de revenu du pays					Hypothèses / sources
	Élevé	inter-médi- aire	inter-médi- aire	Faible	Total*	
Nombre d'enfants de moins de 3 ans (millions)	40	110	186	70	406	Selon les calculs du tableau A.1, ventilé par niveau de revenu du pays
Nombre d'enfants de moins de 3 ans ayant besoin de garde (millions)	21	58	82	47	209	Selon les calculs du tableau A.1, ventilé par niveau de revenu du pays
Besoin en % de tous les enfants de moins de 3 ans	53%	53%	44%	68%	51%	
Nombre d'enfants de moins de 3 ans inscrits en garderie	13	22	19	5	59	Estimations basées sur des données disponibles limitées **
Taux d'inscription en % des enfants						
De moins de 3 ans ayant besoin de services de garde	63%	38%	23%	10%	28%	
ÉCART d'accès pour les enfants de la tranche inférieure à 3 ans qui ont besoin de services de garde	7.8	36	64	43	150	
ECART en % des enfants de moins de 3 ans ayant besoin de services de garde	37%	62%	77%	90%	72%	

* Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués.

** Pour les pays à revenu élevé : la moyenne de l'OCDE, est de 33 % (base de données de l'OCDE sur la famille, PF3.2.A, 2016). Pour les pays à revenu intermédiaire supérieur : estimation de 20 %, qui serait une estimation supérieure basée sur le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Mexique et le Costa Rica (qui varient de 22 % à moins de 10 %) (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016). Pour les pays à revenu intermédiaire inférieur : estimé à 10 % sur la base des estimations de l'Amérique latine puisque la Bolivie, le Guatemala et le Nicaragua ont tous nettement moins de 10 % (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016). Pour les pays à faible revenu : 7 %; il existe très peu de données disponibles pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, mais ces estimations ont été jugées raisonnables d'après des données d'enquête indiquant de 4 à 7 % (ONU Femmes, enquête FORCES à Delhi, 2009).

²⁶Données de l'ISU de l'UNESCO <https://data.worldbank.org/indicator/SE.PRE.ENRR> consultées en juillet 2020

TABLEAU A.2.2 BESOINS EN MATIÈRE DE GARDE D'ENFANTS ET ÉCART D'OFFRE VENTILÉ PAR NIVEAU DE REVENU NATIONAL (POUR LES ENFANTS DE 3 ANS JUSQU'À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE)


 DE 3 ANS À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE	Niveau de revenu du pays					Hypothèses / sources
	Élevé	inter-médiaire	inter-médiaire	Faible	Total*	
Nombre d'enfants de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire (millions)	41	115	184	74	413	Selon les calculs du tableau A.1, ventilé par niveau de revenu du pays
Nombre d'enfants âgés de 3 ans jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire ayant besoin de services préscolaires ou de garde d'enfants (millions)	40	108	168	69	384	Selon les calculs du tableau A.1, ventilé par niveau de revenu du pays
<i>Besoin en% des enfants âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire</i>	98%	94%	91%	94%	93%	
Nombre d'enfants âgés de 3 ans jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire actuellement inscrits dans une forme ou une autre de garde d'enfants ou en maternelle (millions)***	33	82	56	14	185	Nous utilisons les données de l'ISU pour les taux d'inscription préscolaire (dernier chiffre disponible en date de juillet 2020) pour les enfants d'âge préscolaire officiel dans différents pays. Pour les quelques pays sans données disponibles, nous appliquons le taux moyen d'inscription pour la catégorie de revenu du pays concerné. Pour les enfants dans les pays où l'âge officiel de l'école préscolaire ne couvre pas tous les enfants de 3 à 5 ans, nous estimons que tous les enfants en dehors de l'âge préscolaire dont des mères travaillent ont besoin d'une certaine forme de garde d'enfants et nous utilisons les mêmes taux d'inscription aux services de garde que pour les enfants de moins de 3 ans. **
<i>Taux d'inscription en % des enfants de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire ayant besoin de services de garde d'enfants / préscolaire ***</i>	83%	76%	33%	20%	48%	
ÉCART d'accès pour les enfants de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire ayant besoin de services préscolaires ou de garde d'enfants (en millions)	6.8	25	112	55	198	
<i>ECART en % des enfants de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire ayant besoin de services préscolaires/de garde d'enfants</i>	17%	24%	67%	80%	52%	

* Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués.

** Pour les pays à revenu élevé : la moyenne de l'OCDE, est de 33 % (base de données de l'OCDE sur la famille, PF3.2.A, 2016). Pour les pays à revenu intermédiaire supérieur : estimation de 20 %, qui serait une estimation supérieure basée sur le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Mexique et le Costa Rica (qui varient de 22 % à moins de 10 %) (Díaz et Rodríguez-Chamussy, 2016). Pour les pays à revenu intermédiaire inférieur : estimé à 10 % sur la base des estimations de l'Amérique latine puisque la Bolivie, le Guatemala et le Nicaragua ont tous nettement moins de 10 % (Díaz et Rodríguez-Chamussy, 2016). Pour les pays à revenu faible : 7 %; les données disponibles pour les pays à revenu intermédiaire et faible sont très limitées, mais ces estimations ont été jugées raisonnables d'après les données d'enquête.


*** Comme le préscolaire n'offre souvent qu'une solution partielle de garde d'enfants en raison de la réduction des heures d'ouverture, nous nous attendons également à ce que certaines familles aient besoin de services de garde d'après-midi. (Toutefois, ces estimations ne tiennent pas compte des services de garde supplémentaires pour répondre à ce besoin, car diverses options pourraient être utilisées). Cela pourrait se faire par le biais d'écoles maternelles qui prolongent leurs heures d'ouverture, de places supplémentaires dans d'autres services de garde d'enfants ou d'arrangements familiaux improvisés et non rémunérés.

TABLEAU A.2.3 BESOINS EN MATIÈRE DE GARDE D'ENFANTS ET ÉCART D'OFFRE VENTILÉ PAR NIVEAU DE REVENU NATIONAL (POUR TOUS LES ENFANTS JUSQU'À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE)

		NIVEAU DE REVENU DU PAYS				
		Élevé	Inter-médiaire supérieur	Inter-médiaire inférieur	Faible	Total
 <p>ENFANTS DE 0 À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE</p>	TOTAL des besoins en matière de garde d'enfants / préscolaire (millions)	61	165	250	117	593
	TOTAL des inscriptions actuelles dans les services de garde/préscolaire pour les enfants de 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire (en millions)	46	104	75	19	244
	ÉCART TOTAL d'accès pour tous les enfants âgés de 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire ayant besoin de services de garde ou d'éducation préscolaire (millions)	15	61	175	98	349
	ÉCART TOTAL en % de l'accès pour tous les enfants âgés de 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire ayant besoin de services de garde ou de maternelle	24%	37%	70%	84%	59%

L'écart d'accès touche de façon disproportionnée les familles des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur : près de huit enfants sur dix qui ont besoin de services de garde mais n'y ont pas accès vivent dans ces pays. Un enfant vivant dans un pays à faible revenu a près de cinq fois moins de chance d'avoir accès à des services de garde qu'un enfant vivant dans un pays à revenu élevé. Ce déséquilibre mondial témoigne d'une inégalité saisissante des chances pour les enfants et leurs familles. Le tableau A.3 ci-dessous indique le pourcentage du besoin total de places de garde d'enfants, l'accès actuel et l'écart d'accès entre les différents niveaux de revenu national. À l'échelle mondiale, 20 % de tous les enfants qui ont besoin de services de garde se trouvent dans des pays à faible revenu, mais seulement 8 % des inscriptions à des services de garde dans le monde se trouvent dans des pays à faible revenu. En revanche, les pays à revenu élevé représentent 10 pour cent des places de garde d'enfants nécessaires, mais 19 pour cent des places disponibles actuellement.

TABLEAU A.3 POURCENTAGE DU BESOIN TOTAL, DE L'INSCRIPTION ET DE L'ÉCART ENTRE LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE REVENU NATIONAL (POUR LES ENFANTS DE 0 À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE)

 <p>ENFANTS DE 0 À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE</p>	NIVEAU DE REVENU DU PAYS				
	Élevé	Intermédiaire supérieur	Intermédiaire inférieur	Faible	Total
Pourcentage du besoin total	10%	28%	42%	20%	100%
Pourcentage du total des inscriptions	19%	43%	31%	8%	100%
Pourcentage de l'écart total d'accès	4%	18%	50%	28%	100%


Quelle augmentation faut-il pour combler l'écart actuel et combien d'emplois pourraient être créés en élargissant l'accès aux services de garde d'enfants ?

L'élargissement des services de garde d'enfants offre d'importantes opportunités de création d'emplois dans les pays : nous estimons qu'il faudrait 43 millions de professionnels pour combler l'écart actuel. Ceci est basé sur un ratio prestataire / enfant de 1 : 5 pour les enfants de moins de 3 ans et de 1:15 pour les enfants de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire.²⁷ Environ les trois quarts de ces nouveaux intervenants en matière de garde d'enfants et d'apprentissage précoce sont nécessaires dans les pays à revenu intermédiaire inférieur ou à revenu faible. Ces emplois sont importants en regard des tendances sur l'avenir du travail car ils sont beaucoup moins sujets à l'automatisation que d'autres activités qu'exercent généralement ces mêmes populations. L'expansion des services de garde d'enfants pourrait également créer des millions d'opportunités pour créer de petites entreprises (structures de garde ou à domicile) et ainsi générer des revenus tout en répondant aux besoins de la communauté. Par exemple, le programme de garde d'enfants à domicile en Colombie (Hogares Comunitarios de Bienestar), l'un des plus importants en Amérique latine, fait appel à plus de 65.000 prestataires de services à domicile (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016).

Projections des besoins en matière de garde d'enfants et de l'écart d'accès d'ici 2030, fondées sur la croissance démographique

De façon prospective, nous avons calculé le niveau des besoins d'ici 2030 en fonction des projections de croissance démographique.²⁸ Il est clair que le problème des services de garde d'enfants ne disparaît pas et comme la population augmente dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu faible, (mais en baisse dans les pays à revenu élevé intermédiaire supérieur), la situation s'aggravera dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et dans les pays à faible revenu. Sur la base de taux d'inscription constants, nous estimons que, d'ici 2030, le nombre d'enfants qui auront besoin de services de garde mais qui n'y auront pas accès augmentera de 17 millions à l'échelle mondiale; le nombre d'enfants dans les pays à revenu élevé diminuera de 8 millions, mais il augmentera de 25 millions dans les pays à revenu intermédiaire et à revenu faible. D'ici 2030, 81 % des enfants qui ont besoin de services de garde d'enfants mais n'y ont pas accès seront situés dans des pays à revenu faible ou intermédiaire (contre 78 % actuellement). L'inégalité d'accès pour les enfants et leurs familles vivant dans les pays à faible revenu continuera de croître si des efforts concertés ne sont pas déployés pour remédier à ce déséquilibre. Le tableau A.4 donne un aperçu de ces estimations.

TABLEAU A.4 APERÇU DES PROJECTIONS POUR LA GARDE D'ENFANTS D'ICI 2030 (BESOINS ET ÉCART D'ACCÈS POUR LES ENFANTS EN DESSOUS DE L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE)

 ENFANTS DE 0 À L'ÂGE D'ENTRÉE À L'ÉCOLE PRIMAIRE	LEVEL OF COUNTRY INCOME				
	Élevé	Intermédiaire supérieur	Intermédiaire inférieur	Faible	Total
Nombre d'enfants âgés de 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire qui auront besoin de services de garde d'ici 2030 (en millions)	59m	143m	256m	141m	599m
<i>Évolution des estimations des besoins d'ici 2030, par rapport à 2018 (-/+ millions)</i>	-2m	-22m	+6m	+24m	+5m
Nombre d'enfants âgés de 0 à l'âge d'entrée à l'école primaire qui auront besoin de services de garde mais n'y auront pas accès d'ici 2030 (millions)	14m	53m	180m	118m	366m
<i>Variation de l'écart dans les estimations de l'accès d'ici 2030 par rapport à 2018 (en millions)</i>	-0.3m	-8m	+5m	+20m	+17m

²⁷ Ce ratio est destiné à permettre une offre de qualité, mais nous savons qu'en réalité le ratio élèves-enseignants dans de nombreux pays est beaucoup plus élevé

²⁸ D'après les statistiques de la Banque mondiale sur la santé, la nutrition et la population: projections démographiques pour 2030. Nous incluons tous les enfants jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire. L'utilisation d'autres sources de données peut donner lieu à des chiffres légèrement différents.

ENCADRÉ A.1 COMMENT NOS ESTIMATIONS SE SITUENT-ELLES PAR RAPPORT AUX AUTRES ESTIMATIONS RELATIVES AUX SERVICES DE GARDE D'ENFANTS?

Les données sur la garde d'enfants sont imparfaites et particulièrement limitées pour les enfants de moins de 3 ans. Nos estimations donnent une bonne indication de l'écart des services et de l'expansion requise, mais nous reconnaissons qu'il existe d'autres approches qui pourraient être adoptées, avec des résultats dont les valeurs ne sont que légèrement différentes. Il s'agit notamment des récentes estimations de l'OIT pour le personnel du DPE, des objectifs du Conseil européen fixés lors du sommet de Barcelone en 2002 et des estimations de l'UNICEF pour les enfants d'âge préscolaire pour 2019.

- Les objectifs de Barcelone ont été établis en 2002 par le Conseil européen, qui comprend les dirigeants des États membres de l'UE et définit la direction politique générale et les priorités de l'UE. Les objectifs de Barcelone comprennent deux objectifs en matière de garde d'enfants: (i) assurer la garde d'enfants à au moins 33 pour cent des enfants de moins de 3 ans; et (ii) assurer la garde d'enfants pour au moins 90 pour cent des enfants entre 3 ans et l'âge obligatoire d'entrée à l'école primaire d'un pays. Nos estimations sont plus élevées pour les enfants de moins de 3 ans car nos hypothèses aboutissent à une estimation que 51% des enfants de moins de 3 ans ont besoin de services de garde. Ce chiffre plus élevé semble approprié pour le niveau mondial, étant donné que les politiques de congé de maternité dans de nombreux pays sont beaucoup plus limitées qu'en Europe. Pour les enfants âgés de 3 à l'âge d'entrée à l'école primaire, nos calculs ne sont que légèrement plus élevés, car nous arrivons à 93% au lieu de 90%.
- L'OIT a estimé le nombre de praticiens du DPE requis à l'échelle mondiale (36 millions) et, dans ce contexte, estime que 50 pour cent des enfants de moins de 3 ans ont besoin de services de garde et que 100 pour cent des enfants de 3 ans en âge d'entrer à l'école primaire ont besoin d'une éducation préscolaire (OIT 2018b). Nos hypothèses donnent une estimation très semblable pour les enfants de moins de 3 ans, puisque nous estimons que 51 % des enfants de moins de 3 ans ont une mère qui travaille et ont besoin de services de garde. Pour les enfants de plus de 3 ans, nos valeurs diffèrent quelque peu dans la mesure où nous supposons que 100 % des enfants de l'âge officiel du préprimaire dans les pays ont besoin d'avoir accès au préscolaire, mais pour les pays où le préprimaire ne commence pas à l'âge de 3 ans, nous supposons que seuls les enfants dont la mère travaille auront besoin de services de garde.
- L'UNICEF estime qu'environ 175 millions d'enfants ne sont pas inscrits à l'école préscolaire (UNICEF 2019). Cette valeur est légèrement inférieure à notre estimation de 199 millions d'enfants âgés de 3 ans à l'âge d'entrée à l'école primaire qui ont besoin de services de garde d'enfants, car les estimations de l'UNICEF ne prennent en compte que les enfants compris dans l'âge préscolaire pour chaque pays. Étant donné que nous examinons les services de garde d'enfants, nous effectuons des calculs supplémentaires pour couvrir les enfants de 3, 4 et 5 ans qui ne figurent pas dans les données sur l'âge préscolaire pour les pays qui ont une école préprimaire officielle commençant à 4, 5 ou 6 ans.

ANNEXE B.

Politiques nationales : âge officiel d'entrée au préprimaire et au primaire et durée théorique de l'enseignement préprimaire

Pour les estimations de la section 2, nous avons utilisé les indicateurs des systèmes éducatifs de l'ISU pour les âges d'entrée officiels de préprimaire et primaire, pour chaque pays, afin (i) d'estimer le nombre d'enfants jusqu'à l'âge d'entrée à l'école primaire, (ii) estimer le nombre d'enfants qui, selon les politiques nationales, devraient avoir accès au préscolaire. Dans les tableaux B.1 à B.4, nous donnons un aperçu des âges officiels d'admission à l'enseignement préprimaire et primaire, des durées théoriques de l'enseignement préprimaire et de la liste complète des pays pour lesquels des données sont disponibles.

TABLEAU B.1 ÂGE OFFICIEL D'ENTREE AU PRÉPRIMAIRE : DONNÉES REGROUPEES

	Nombre total des pays	% de pays
Pays qui commencent le préprimaire à l'âge de 2 ans	6	3%
Pays qui commencent le préprimaire à l'âge de 3 ans	152	68%
Pays qui commencent le préprimaire à l'âge de 4 ans	52	23%
Pays qui commencent le préprimaire à l'âge de 5 ans	14	6%
Pays qui commencent le préprimaire à l'âge de 6 ans	1	0%
Nombre total des pays ayant des données	225	

Source : Indicateur des systèmes éducatifs de l'ISU : âge officiel d'entrée à chaque niveau d'éducation de la Classification internationale type de l'éducation - préprimaire, consulté en août 2020.

TABLEAU B.2 ÂGE OFFICIEL D'ENTREE AU PRIMAIRE : DONNÉES REGROUPEES

	Nombre total des pays	% de pays
Pays qui commencent le primaire à l'âge de 5 ans	33	15%
Pays qui commencent le primaire à l'âge de 6 ans	156	70%
Pays qui commencent le primaire à l'âge de 7 ans	35	16%
Nombre TOTAL des pays ayant des données	224	

Source : Indicateur des systèmes éducatifs de l'ISU : âge officiel d'entrée à chaque niveau d'éducation de la CITE – primaire, consulté en août 2020

TABLEAU B.3 DURÉE THÉORIQUE DE L'ÉDUCATION PRÉPRIMAIRE : DONNÉES GROUPEES *

	Nombre total des pays	% par pays
Pays ayant 1 an de préprimaire	15	7%
Pays ayant 2 an de préprimaire	65	29%
Pays ayant 3 an de préprimaire	119	53%
Pays ayant 4 an de préprimaire	24	11%
Nombre TOTAL des pays ayant des données	223	

Source : Indicateur des systèmes d'éducation de l'ISU : Âge d'entrée officiel à chaque niveau d'éducation de la CITE – primaire et préprimaire, consulté en août 2020.

* Calculé en fonction de la différence entre l'âge d'entrée au primaire et l'âge d'entrée au préprimaire.

TABLEAU B.4 LISTE COMPLÈTE DES PAYS DISPOSANT DE DONNÉES SUR LES ÂGES D'ENTRÉE OFFICIELS POUR LE PRÉPRIMAIRE ET LE PRIMAIRE

Pays y	Âge officiel d'entrée au préprimaire	Âge officiel d'entrée au primaire	Durée officielle de l'éducation préprimaire*
Afghanistan	6	7	1
Albanie	3	6	3
Algérie	5	6	1
American Samoa	3	6	3
Andorre	3	6	3
Angola	4	6	2
Anguilla	3	5	2
Antigua-et-Barbuda	3	5	2
Argentine	3	6	3
Arménie	3	6	3
Aruba	4	6	2
Australie	4	5	1
Autriche	3	6	3
Azerbaïdjan	3	6	3
Bahamas	3	5	2
Bahreïn	3	6	3
Bangladesh	3	6	3
Barbade	3	5	2
Bélarus	3	6	3
Belgique	3	6	3
Belize	3	5	2
Bénin	4	6	2
Bermudes	4	5	1
Bhoutan	4	6	2
Bolivie (État plurinational de)	4	6	2
Bosnie-Herzégovine	3	6	3
Botswana	3	6	3
Bésil	4	6	2
Îles Vierges britanniques	3	5	2
Brunei Darussalam	3	6	3
Bulgarie	3	7	4
Burkina Faso	3	6	3
Burundi	5	7	2
Cambodge	3	6	3
Cameroun	4	6	2
Canada	5	6	1
Cabo Verde	3	6	3
Îles Caïmans	3	5	2
République centrafricaine	3	6	3
Tchad	3	6	3
Chili	3	6	3
Chine	3	6	3

Pays y	Âge officiel d'entrée au préprimaire	Âge officiel d'entrée au primaire	Durée officielle de l'éducation préprimaire*
Chine, Région administrative spéciale de Hong Kong	3	6	3
Chine, région administrative spéciale de Macao	3	6	3
Colombia	3	6	3
Comores	3	6	3
Congo	3	6	3
Îles Cook	3	5	2
Costa Rica	4	6	2
Côte d'Ivoire	3	6	3
Croatie	3	7	4
Cuba	3	6	3
Curaçao	4	6	2
Chypre	3	6	3
Tchéquie	3	6	3
République populaire démocratique de Corée	5	7	2
République démocratique du Congo	3	6	3
Danemark	3	6	3
Djibouti	4	6	2
Dominique	3	5	2
République Dominicaine	3	6	3
Équateur	3	6	3
Égypte	4	6	2
El Salvador	4	7	3
Guinée équatoriale	4	7	3
Érythrée	4	6	2
Estonie	3	7	4
Eswatini	3	6	3
Éthiopie	4	7	3
Îles Malouines (Malvinas)	4	5	1
Fiji	3	6	3
Finlande	3	7	4
France	3	6	3
Guyane française	2	6	4
Polynésie française	3	6	3
Gabon	3	6	3
Gambie	3	7	4
Georgie	3	6	3
Germany	3	6	3
Ghana	4	6	2
Gibraltar	4	5	1
Grèce	4	6	2
Grenada	3	5	2
Guadeloupe	2	6	4
Guam	5	6	1

Pays y	Âge officiel d'entrée au préprimaire	Âge officiel d'entrée au primaire	Durée officielle de l'éducation préprimaire*
Guatemala	4	7	3
Guinée	4	7	3
Guinée-Bissau	3	6	3
Guyana	3	6	3
Haïti	3	6	3
Honduras	3	6	3
Hongrie	3	7	4
Islande	3	6	3
Inde	3	6	3
Indonésie	5	7	2
Iran (République islamique d')	5	6	1
Iraq	4	6	2
Irlande	4	5	1
Israël	3	6	3
Italie	3	6	3
Jamaïque	3	6	3
Japon	3	6	3
Jordanie	4	6	2
Kazakhstan	3	7	4
Kenya	3	6	3
Kiribati	3	6	3
Koweït	4	6	2
Kirghizistan	3	7	4
République démocratique populaire lao	3	6	3
Lettonie	3	7	4
Liban	3	6	3
Lesotho	3	6	3
Libéria	3	6	3
Libye	4	6	2
Liechtenstein	5	7	2
Lituanie	3	7	4
Luxembourg	3	6	3
Madagascar	3	6	3
Malawi	3	6	3
Malaysia	4	6	2
Maldives	3	6	3
Mali	4	7	3
Malta	3	5	2
Îles Marshall	4	6	2
Martinique	2	6	4
Mauritanie	3	6	3
Mauritius	3	5	2
Mexico	3	6	3
Micronésie (États fédérés de)	3	6	3

Pays y	Âge officiel d'entrée au préprimaire	Âge officiel d'entrée au primaire	Durée officielle de l'éducation préprimaire*
Monaco	3	6	3
Mongolie	2	6	4
Monténégro	3	6	3
Montserrat	3	5	2
Maroc	4	6	2
Mozambique	3	6	3
Myanmar	3	5	2
Namibie	5	7	2
Nauru	3	6	3
Népal	3	5	2
Pays-Bas	3	6	3
Antilles néerlandaises	4	6	2
Nouvelle-Calédonie	3	6	3
Nouvelle-Zélande	3	5	2
Nicaragua	3	6	3
Niger	4	7	3
Nigéria	5	6	1
Niue	4	5	1
Norfolk Island		5	
Macédoine du Nord	3	6	3
Norvège	3	6	3
Oman	4	6	2
Pakistan	3	5	2
Palau	3	6	3
Palestine	4		
Panama	4	6	2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3	6	3
Paraguay	3	6	3
Pérou	3	6	3
Philippines	5		
Pologne	3	7	4
Portugal	3	6	3
Puerto Rico	3	6	3
Qatar	3	6	3
République de Corée	3	6	3
République de Moldavie	3	7	4
Réunion	2	6	4
Romania	3	6	3
Fédération de Russie	3	7	4
Rwanda	4	7	3
Sainte-Hélène	4	5	1
Saint-Kitts-et-Nevis	3	5	2
Sainte Lucie	3	5	2
Saint Pierre and Miquelon	2	6	4

Pays y	Âge officiel d'entrée au préprimaire	Âge officiel d'entrée au primaire	Durée officielle de l'éducation préprimaire*
Saint Vincent et les Grenadines	3	5	2
Samoa	3	5	2
Saint-Marin	3	6	3
Sao Tomé-et-Principe	3	6	3
Arabie saoudite	3	6	3
Sénégal	3	6	3
Serbie	3	7	4
Seychelles	4	6	2
Sierra Leone	3	6	3
Singapour	3	6	3
Sint Maarten (partie néerlandaise)	3	6	3
Slovaquie	3	6	3
Slovénie	3	6	3
Îles Salomon	3	6	3
Somalie	3	6	3
Afrique du Sud	4	7	3
Soudan du Sud	3	6	3
Espagne	3	6	3
Sri Lanka	4	5	1
Soudan	4	6	2
Soudan (pré-sécession)	4	6	2
Suriname	4	6	2
Suède	3	7	4
Suisse	5	7	2
République arabe syrienne	3	6	3
Tadjikistan	3	7	4
Thaïlande	3	6	3
Timor-Leste	3	6	3
Togo	3	6	3
Tokelau	3	5	2
Tonga	4	6	2
Trinité-et-Tobago	3	5	2
Tunisie	3	6	3
Turquie	3	6	3
Turkménistan	3	6	3
Îles Turks et Caïcos	4	6	2
Tuvalu	3	6	3
Ouganda	3	6	3
Ukraine	3	6	3
Émirats arabes unis	4	6	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3	5	2
République-Unie de Tanzanie	5	7	2
États-Unis d'Amérique	3	6	3

Pays y	Âge officiel d'entrée au préprimaire	Âge officiel d'entrée au primaire	Durée officielle de l'éducation préprimaire*
Îles Vierges des États-Unis	5	6	1
Uruguay	3	6	3
Ouzbékistan	3	7	4
Vanuatu	4	6	2
Venezuela (République bolivarienne du)	3	6	3
Viet Nam	3	6	3
Sahara occidental	4	6	2
Yémen	3	6	3
Zambie	3	7	4
Zimbabwe	4	6	2

Source: Indicateur des systèmes d'éducation de l'ISU : Âge d'entrée officiel à chaque niveau d'éducation de la CITE – primaire et préprimaire, consulté en août 2020.






* Calculé en fonction de la différence entre l'âge d'entrée au préprimaire et l'âge d'entrée au primaire.

ANNEXE C.

Cinq objectifs stratégiques pour tous les pays et une analyse des pratiques internationales

La garde des enfants devrait être un domaine prioritaire d'intervention publique, compte tenu des externalités positives significatives qu'elles engendrent et de l'incapacité actuelle du marché à satisfaire la demande. Il est peu probable que le marché à lui seul produise une solution qui maximise la participation des femmes au marché du travail et le développement des enfants. Le niveau de frais que les familles à faible revenu peuvent se permettre est probablement insuffisant pour assurer la qualité aux enfants et la viabilité financière des professionnels. Le système actuel (ou son absence) dans de nombreux pays ne répond pas aux besoins de la plupart des familles, et sans le soutien du gouvernement, les services de garde d'enfants ne seront pas accessibles aux familles les plus vulnérables. Bien que le secteur non étatique tels que les efforts communautaires comble d'importants écarts de l'offre dans de nombreux pays, plusieurs prestataires opèrent dans des conditions précaires. La vulnérabilité financière du secteur a été mise en lumière de façon spectaculaire pendant la pandémie de COVID-19, et de nombreux prestataires de services de garde d'enfants risquent de ne pas pouvoir rouvrir à la suite de fermetures prolongées et de pertes de revenus.

Les gouvernements doivent veiller à ce que les services de garde d'enfants soient disponibles, abordables, de qualité décente et répondent aux besoins de toutes les familles. Nous proposons cinq objectifs stratégiques pour que les gouvernements s'acquittent de cette responsabilité :

-  **Élargir l'accès aux services de garde d'enfants en favorisant divers types de services.**
-  **Prioriser la couverture des services de garde pour les familles les plus vulnérables et s'assurer que des options gratuites et à faible coût sont disponibles.**
-  **Allouer un financement suffisant pour rendre les services de garde de qualité abordables pour les familles.**
-  **Définir des dispositions institutionnelles claires et réalisables et assurer la cohérence du système**
-  **Veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants grâce à un système d'assurance de la qualité solide et à un personnel soutenu et compétent.**

Afin d'illustrer les différentes approches que les gouvernements pourraient adopter pour atteindre ces objectifs, nous avons examiné une sélection de pays qui adoptent des approches différentes en matière de garde d'enfants, et qui rencontrent différents niveaux de succès. Nous avons segmenté en pays à revenu élevé, revenu intermédiaire et revenu faible²⁹. Compte tenu de l'ampleur énorme du défi dans la plupart des pays, il faudra un éventail de stratégies et d'approches pour atteindre ces cinq objectifs stratégiques.

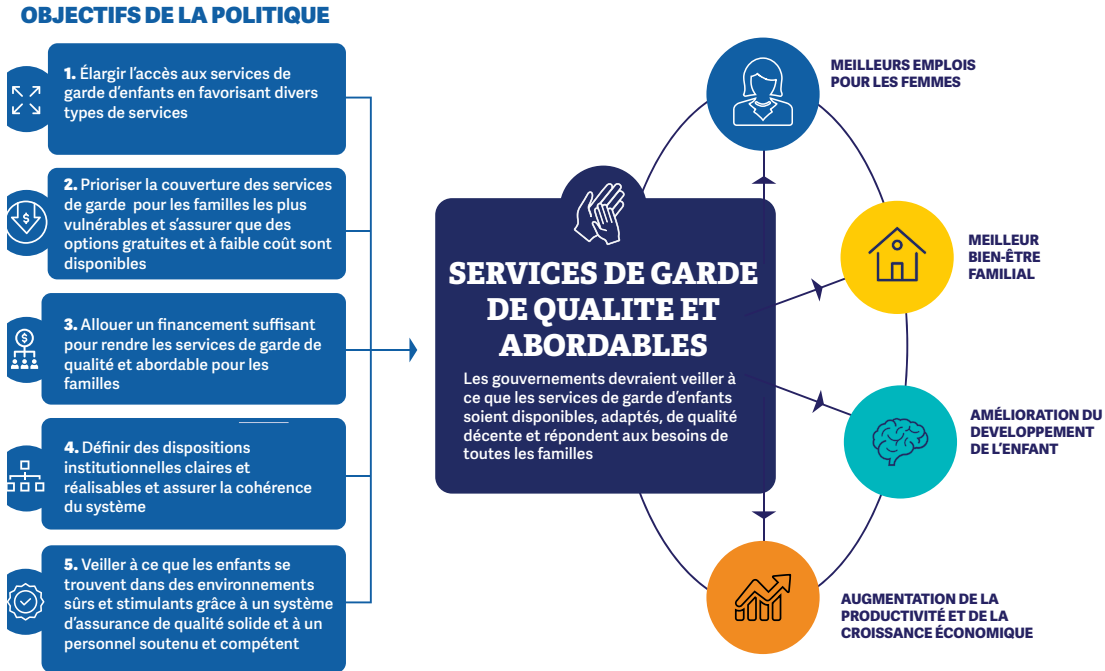
OBJECTIF 1: Élargir l'accès aux services de garde d'enfants en favorisant divers types de services.

Il faut divers types de prestation de services pour répondre aux divers besoins des familles et attirer des acteurs et du financement supplémentaires pour aider à élargir l'accès aux services de garde d'enfants. Les options à la disposition des gouvernements pour élargir l'accès aux services de garde d'enfants peuvent être regroupées en quatre grandes approches : (i) offre directe par le gouvernement ; (ii) soutien financier aux familles; (iii) mesures incitatives pour les services non étatiques, y compris les modèles communautaires; et (iv) services de garde financés par l'employeur (obligatoires ou incitatifs).

Comme l'indique le tableau C.1, les pays déploient souvent une combinaison de stratégies. Cela peut permettre aux

²⁹ Treize pays ont été choisis en grande partie en fonction des critères suivants : approche ou résultats dignes d'être mentionnés, diversité des approches, disponibilité des données et équilibre régional. Des travaux plus systématiques sont prévus pour tirer parti de cet examen initial.

FIGURE C.1 APERÇU DES OBJECTIFS STRATEGIQUES VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS À DES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS ABORDABLES ET DE QUALITÉ



pays d'avoir un plus large éventail de dispositions pour mieux répondre aux besoins des parents et / ou d'apporter des ressources supplémentaires au secteur non étatique pour faire face aux contraintes financières et de capacité. Le Danemark et la Suède se distinguent par leur ferme engagement gouvernemental à soutenir les mères et les pères grâce à des politiques de congé complètes et à des services de garde d'enfants universels. Dans la plupart des autres pays, les politiques et les dispositions gouvernementales tendent à être plus étendues pour les enfants de plus de 3 ans en raison du soutien gouvernemental à l'éducation de la petite enfance (qui peut offrir aux parents une solution partielle de garde d'enfants). Certains pays mobilisent le secteur non étatique, soit par des mesures incitatives (p. ex. Afrique du Sud, Inde, Colombie) ou en rendant obligatoire la garde d'enfants appuyée par l'employeur (P. ex. l'Inde, le Brésil, la Turquie, la Jordanie et le Japon), ce qui diversifie la prestation disponible. Selon des données récentes de Women, Business and the Law, dans 189 économies analysées, le gouvernement offre les types suivants d'avantages liés à la garde d'enfants : directement aux parents dans 41 % des économies ; aux fournisseurs de services de garde d'enfants dans 35 % des économies; et aux employeurs dans 24 % des économies.³⁰

La bonne combinaison de stratégies varie selon les pays et les gouvernements choisiront des approches différentes en fonction de leurs contextes et contraintes. Les principaux facteurs sont notamment les ressources financières et les capacités disponibles, l'engagement politique, la structure gouvernementale, les types de services en place et leur capacité d'accueil respective, les arrangements institutionnels existants, la structure du marché du travail et les besoins des familles. Il faut des diagnostics au niveau du pays pour comprendre ces différents facteurs, en accordant une attention particulière à la compréhension approfondie des besoins de la famille afin de garantir l'adéquation de l'offre. Par exemple, certains programmes préscolaires en Amérique latine offrent des options de journée complète explicitement pour accommoder les parents qui travaillent (Araujo, López-Boo et Manuel Puyana 2013). La couverture pendant les heures irrégulières peut aider les parents qui travaillent en dehors des heures normales de travail. Il faut recueillir des données pour comprendre les besoins des familles et concevoir et ajuster les politiques et les programmes en conséquence. De plus amples détails sur les quatre approches sont fournis ci-après, avec un résumé des options et des considérations stratégiques à la fin de l'objectif 1.

³⁰ <http://pubdocs.worldbank.org/en/459771566827285080/WBL-Child-Care-4Pager-WEB.pdf>

TABLEAU C.1 EXEMPLES DE STRATÉGIES GOUVERNEMENTALES FAVORISANT L'ACCÈS AUX SERVICES DE GARDE D'ENFANTS PAR GROUPE D'ÂGE

Note: Les approches indiquées ici ne sont pas une liste exhaustive de l'éventail complet des initiatives relatives à la garde d'enfants dans ces pays, mais donnent plutôt un aperçu des principales politiques et approches relatives à l'aide publique à la garde d'enfants.

	Pays	Âge	Taux d'inscription*	Services de garde financés par l'employeur (obligatoires ou incitatifs)	Incitations à la prestation de services non étatiques	Soutien financier aux familles	Prestation directe du gouvernement		
EUROPE	Danemark	0-2	62%				Très subventionné		
		3-5	98%				Services gratuits		
	France	0-2	57%			Indemnités et allègements fiscaux	Places de crèche sous conditions de ressources		
		3-5	100%				Services gratuits		
	Pays-Bas	0-2	56%			Allocation de garde d'enfants (de 0 à 4 ans) pour les parents qui travaillent	Des prestations ciblées pour les enfants de 2 à 3 ans		
		3-5	95%				Préprimaire gratuite à partir de 4 ans		
	Turquie	0-2	0.3%	>150 femmes	Allègements fiscaux pendant 5 ans				
		3-5	37%						
	Suède	0-2	47%					1-3 (Très subventionné)	
		3-5	96%					525 heures gratuites par an	
Royaume-Uni	0-2	32%				15 heures/semaine (2 ans) familles à faible revenu			
	3-5	100%				15-30 heures/semaine (3-4 ans)	Jardin d'enfants seulement (5 ans)		
AMÉRIQUE LATINE	Brésil	0-2	23%	>30 femmes	Subventions			Couverture gratuite mais limitée	
		3-5	81%					4-5 obligatoire et gratuit	
	Chili	0-2	20%	Until children are 2	Subventions pour les modèles communautaires- faible couverture				Des places gratuites pour les familles à faible revenu
		3-5	80%						Services gratuits
	Colombie	0-2	~20%*		Financement des modèles communautaires pour les familles à faible revenu				maternelle obligatoire (5 ans)
		3-5	84%*						
	Jamaïque	0-2	12%*		Subventions et enseignants (mais révision de la politique)				Commencent à augmenter / devient gratuit
		3-5	99%*						Couverture gratuite mais faible
	Mexique	0-2	2.5%		Subventions (2007-2019)		Transferts d'argent**		Prestations pour les personnes avec la sécurité sociale
		3-5	83%						Obligatoire et gratuit

Country	Âge	Taux d'inscription*	Services de garde financés par l'employeur (obligatoires ou incitatifs)	Incitations à la prestation de services non étatiques	Soutien financier aux familles	Prestation directe du gouvernement
ASIA + AFRICA	Inde	0-2	Unknown	>50 employees in formal sector	Financement de crèches gérées par des ONG pour les familles à faible revenu	Services gratuits (Anganwadis)
		3-5	73%*			
ASIA + AFRICA	Afrique du Sud	0-2	38% (0-4)*	Subventions pour l'aide aux familles à faible revenu		Classe R (5-6 ans)
		3-5	85% (age 5)*			

Les informations par pays sont basées sur les sources suivantes: Brésil: UNESCO (2010); IFC (2017). Chili: Bertram et Pascal (2016); OCDE (2015a); Gerhard et Staab (2010); Diaz et Rodriguez-Chamussy (2016). Colombie: Diaz et Rodriguez-Chamussy (2016); Banque mondiale (2013c); Bernal et Fernandez (2012). Danemark: Bertram et Pascal (2016). France: OCDE (2015b); Commission européenne (2018); Division de la population des Nations Unies (2015). Inde: Banque mondiale (2019b). Jamaïque: Banque mondiale (2013a), Gouvernement de la Jamaïque (2017; 2018). Mexique: Gerhard et Staab (2010); Calderon (2014). Pays-Bas: site Web du gouvernement néerlandais. Afrique du Sud: IFC (2017); Giese et Budlender (2011). Suède: OCDE (2006b), OCDE (2015b). Commission européenne (2018). Turquie: IFC (2017); Commission européenne (2018). Royaume-Uni: site Web du gouvernement britannique.



* Sauf indication contraire, les données sur les inscriptions proviennent de la base de données de l'OCDE sur la famille (données de 2016 ou plus récentes), comme suit: Pour le Brésil: http://simec.mec.gov.br/pde/grafico_pne.php Pour la Colombie: Diaz et Rodriguez-Chamussy (2016) pour les 0-3 ans; et les indicateurs préscolaires de l'ISU pour les 3 à 6 ans. Pour la Jamaïque: base de données ECC ECI 2012, citée dans Banque mondiale (2013a) pour les indicateurs préscolaires de 0 à 3 ans et de l'ISU pour les enfants de 3 à 6 ans. Pour l'Inde: Banque mondiale (2019b). Pour l'Afrique du Sud: les données proviennent des données du SGH dans Statistics South Africa (2018). **L'ancien Programme fédéral de garderies pour les mères qui travaillent (2007-2019) a été transformé en programme de transfert d'argent, où l'argent est remis directement aux familles. Bien qu'il ne soit pas conditionnel à l'utilisation de services de garde, l'objectif déclaré du programme est d'améliorer l'accès et la permanence de la mère sur le marché du travail ou à l'école grâce à l'accès aux services de garde.

(i) Prestation directe du gouvernement : Il s'agit des services qui sont gérés et mis en œuvre par le gouvernement. Dans quelques pays, comme le Danemark, la Suède et la France, le gouvernement fournit des services directs pour couvrir les enfants tout au long de la période allant de la naissance à l'âge d'entrée à l'école primaire (ou à partir de l'âge d'un an en Suède). L'offre publique est largement disponible dans ces pays. Au Brésil, il existe également un engagement politique ferme à fournir des services publics, y compris pour les plus jeunes enfants, mais la couverture est plus faible et les listes d'attente sont longues dans de nombreuses zones³¹. Un plus grand nombre de pays assurent l'accueil des enfants d'âge préscolaire, bien que souvent pour une seule année avant l'entrée à l'école primaire (par exemple au Royaume-Uni et dans certains États des États-Unis). Il convient de noter que la prestation de services de garde d'enfants assurée par le gouvernement ne signifie pas toujours que les services sont gratuits. Les services sont souvent gratuits pour les enfants d'âge préscolaire, mais les parents doivent cotiser pour les enfants de moins de 3 ans. En France et en Suède, le montant payé par les parents est soumis à des conditions de ressources.

(ii) Soutien financier aux familles : Les gouvernements peuvent choisir d'appuyer les services de garde d'enfants au moyen d'un soutien financier plutôt que de fournir lui-même les services de garde. Il existe différentes options disponibles pour le faire. Par exemple, les allègements fiscaux, les remboursements, les allocations et les bons qui offrent des choix aux familles. Ces options peuvent être un bon moyen d'améliorer l'accessibilité aux services de garde. Dans les pays où il y a pénurie de services de garde d'enfants, les gouvernements peuvent également avoir besoin de stratégies axées sur l'offre pour stimuler l'expansion des services de garde d'enfants afin d'assurer la disponibilité et la qualité des services. Au Royaume-Uni, tous les parents ont droit à au moins 15 heures par semaine de garde gratuites pour les enfants âgés de 3 à 4 ans (les parents choisissent où envoyer leurs enfants et les prestataires sont remboursés par le gouvernement); cependant, des rapports suggèrent que les familles ont du mal à trouver des places pour les enfants et que la contribution financière pourrait s'avérer insuffisante pour couvrir les coûts des prestataires (Commission européenne, 2017). Les allègements fiscaux sont utilisés dans un certain nombre de pays, dont le Royaume-Uni et la France. Il se peut que cette approche ne soit pas aussi efficace dans les pays à revenu faible ou intermédiaire où de nombreuses personnes se situent sous du seuil d'imposition du revenu ou travaillent dans le secteur informel. Une étude récente sur le marché des services de garde aux États-

³¹ Le Plan national pour l'éducation au Brésil stipule qu'au moins 50% des enfants âgés de 0 à 3 ans et 100% des enfants âgés de 4 à 5 ans seront inscrits dans les établissements de l'EPE d'ici 2024. http://simec.mec.gov.br/pde/grafico_pne.php

TABLEAU C.2 DIFFÉRENTS TYPES DE SERVICES DE GARDE D'ENFANTS ET D'ÉDUCATION PRÉCOCE NON ÉTATIQUES

 Prestataires de services de garde d'enfants et EPE dans les structures	
Type de prestataire	La description
Formels à but lucratif	<ul style="list-style-type: none"> Services préscolaires et de garde d'enfants gérés par le secteur privé, allant des services haut de gamme aux services peu coûteux Le plus souvent des prestataires indépendants, quelques chaînes Autonome ou rattaché à une école primaire
Informels à but lucratif	<ul style="list-style-type: none"> Services qui ont une existence légale mais qui ne sont pas officiellement enregistrés auprès du gouvernement Principalement des prestataires indépendants (petites entreprises) Autonome ou rattaché à une école primaire privée informelle
Modèles Communautaires	<ul style="list-style-type: none"> Gestion communautaire, généralement avec le soutien d'ONG et/ou du gouvernement Accent mis sur les enfants d'âge préscolaire - offrent parfois des services de garde pour les jeunes enfants Autonome ou rattaché à l'école primaire
Confessionnels	<ul style="list-style-type: none"> Une certaine affiliation à une institution religieuse ou à une foi se recourent souvent avec des activités communautaires
ONG	<ul style="list-style-type: none"> Services soutenus ou gérés par des ONG Se recourent souvent avec des activités communautaires
Associations de parents	<ul style="list-style-type: none"> Accent mis sur la l'appropriation par les parents et leurs contributions Peut être facilité par des mouvements et des politiques ou se produire spontanément
Garde d'enfants financée par l'employeur	<ul style="list-style-type: none"> Divers modèles, y compris les services de garde sur le lieu du travail (gérés par l'employeur ou contractuels); partenariats avec d'autres entreprises; places réservées / subventions
 Prestataires de services de garde et EPE à domicile	
Type de prestataire	La description
À domicile (assistante maternelle)	<ul style="list-style-type: none"> Services de garde offert à un petit groupe d'enfants à domicile (enregistré ou non)
Nannies / au pairs	<ul style="list-style-type: none"> Childcare in the child's own home by someone employed to provide care

Remarque : En plus de faire participer le secteur non étatique à la prestation directe de services de garde d'enfants et d'éducation préscolaire, le secteur non étatique peut être un important prestataire de services annexes pour améliorer l'efficacité et la qualité de l'offre. Les services annexes comprennent : former les personnels en matière de garde d'enfants et d'éducation de la petite enfance ; élaborer du matériel didactique ; appuyer la prestation d'activités non pédagogiques (par exemple, l'entretien, le transport des élèves, les repas de midi); et la fourniture d'infrastructures.

Unis suggère que l'une des meilleures options pour maximiser la participation des femmes au marché du travail et les résultats en matière de développement des enfants serait une combinaison d'efforts accrus pour réglementer la qualité ainsi que les bons pour les familles. (Berlinski et al. 2020). Cette approche combine les efforts du côté de la demande et du côté de l'offre. L'accent mis sur la qualité améliorera l'expérience des enfants et les bons augmenteront le choix et l'accessibilité pour les familles tout en augmentant le financement disponible pour les prestataires. L'effet final est qu'un plus grand nombre de prestataires du secteur non étatique sont encouragés à entrer sur le marché et à améliorer la qualité de leurs services (Berlinski et al. 2020).

(iii) Incitations au développement de l'offre non étatique, y compris les modèles communautaires : l'offre du secteur non étatique permet de mobiliser des ressources et de répondre aux différents besoins des parents grâce à de multiples modèles de fourniture.

Les mesures incitatives peuvent être utilisées de diverses façons pour encourager le secteur non étatique à établir des services de garde d'enfants, ainsi que pour encourager la prestation de services de qualité. Les stratégies comprennent : des subventions initiales pour aider à mettre en place les services ; des subventions en cours d'activité (qui pourraient être liées à la qualité) ; des appuis spécifiques facilitant l'activité (p. ex. affectation d'enseignants de la fonction publique, accès facilité à la propriété foncière); et des allègements fiscaux pour les entreprises privées. Ces accords de partenariat public-privé (PPP) peuvent être structurés selon différents degrés de formalité et de complexité. Au Vietnam, le gouvernement loue des terres, fournit un appui budgétaire et offre des taux d'intérêt préférentiels sur les prêts aux garderies privées (Banque mondiale 2019c). Dans certains cas, les subventions sont assorties de conditions garantissant qu'elles ciblent les familles à faible revenu. En Afrique du Sud par exemple, la subvention par élève est liée à une condition de ressources pour les prestataires et en Colombie, le programme de garde d'enfants à domicile (Hogares Comunitarios de Bienestar) impose un plafond sur les frais à la charge des parents. Cependant, la structure des subventions est importante : par exemple, en Afrique du Sud, la subvention est basée sur la fréquentation plutôt que sur l'inscription, ce qui rend les opérateurs vulnérables à des événements indépendants de leur volonté, et seulement 30 pour cent de la subvention peut être utilisée pour les salaires, ce qui ne couvre pas les salaires minimums (BRIDGE et al. 2020). L'encadré C.3 met en exergue plusieurs pays qui ont mis en place des mesures incitatives pour encourager l'expansion d'un service privé de garde pour les jeunes enfants issus de familles vulnérables. En plus de l'aide sous forme de ressources, les pays ont besoin d'un système d'assurance qualité fonctionnel qui couvre le secteur non étatique et qui comprend des politiques et des directives gouvernementales sur l'inscription, les normes de qualité et le suivi.

(iv) Services de garde financés par l'employeur (obligatoires ou incitatifs): Un nombre croissant de pays imposent au moins une partie de l'obligation de garde d'enfants aux employeurs, notamment le Brésil, le Cambodge, l'Inde, le Japon, la Jordanie et la Turquie (IFC 2017). À l'heure actuelle, 26 des 189 pays exigent légalement que les employeurs du secteur privé soutiennent ou fournissent des services de garde d'enfants (Banque mondiale, 2019c). En règle générale, les gouvernements exigent que les services de garde d'enfants soient fournis une fois qu'une entreprise a un certain nombre d'employés. Dans 70 pour cent des pays ayant des exigences légales (18 des 26 pays), cela est basé sur le nombre de femmes employées, ce qui risque d'entraîner une discrimination dans les pratiques d'embauche (Banque mondiale, 2019c). L'Inde et l'Équateur sont des exemples de pays qui exigent des services de garde d'enfants en fonction du nombre total d'employés sans distinction de sexe. Le tableau C-2 donne un aperçu des politiques de garde d'enfants financées par les employeurs dans huit pays. Les politiques varient également quant à leur spécificité en ce qui concerne les dispositions en matière de garde d'enfants et de paiement. Bien qu'une telle politique soit un début, la conformité peut s'avérer difficile. Au Cambodge, une évaluation réalisée en 2016-2017 a révélé que 72 % des usines évaluées ne respectaient pas l'exigence d'avoir une salle de soins infirmiers fonctionnelle et accessible et/ou une garderie fonctionnelle sur le lieu de travail ou à proximité (OIT, 2018a). Comme pour les autres prestations obligatoires, il y a un risque que les coûts connexes puissent être répercutés sur les travailleurs sous forme de gains plus faibles ou de prestations sociales réduites ailleurs.

Certaines entreprises mettent en œuvre de façon proactive des stratégies de garde d'enfants même lorsque cela n'est pas obligatoire, car cela améliore leur productivité et leur réputation. Il existe de multiples types de stratégies de garde d'enfants soutenues par l'employeur et les entreprises peuvent appliquer plus d'une stratégie pour répondre de façon plus complète aux besoins de leurs employés et, ainsi, augmenter leur productivité et leur situation financière (IFC 2017). Ces stratégies comprennent les services de garde fournis par l'entreprise (gérés directement ou sous-traités); des accords avec les employés leur allouant un financement pour accéder à des services de garde d'enfants lorsqu'ils ne sont pas fournis par l'entreprise; accès à des services de garde en cas d'urgence et de vacances scolaires; et des systèmes de conseil et d'orientation (Hein et Cassirer 2010; IFC 2017)³²

Les services de garde d'enfants financés par l'employeur ne constituent qu'une partie de la solution mais, comme elle s'applique principalement au secteur formel, son impact sera limité dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire qui tendent à avoir des niveaux élevés d'emplois informels tels que le travail indépendant et les personnes employées comme domestiques ou dans les petites entreprises. Plus de 740 millions de femmes dans le monde travaillent dans l'économie informelle (OIT 2018d). À l'échelle mondiale, 58% des femmes qui travaillent sont dans l'économie informelle, et ce chiffre s'élève à 92% dans les pays à faible revenu (Bonnet, Vanek et Chen 2019). Les services de garde d'enfants financés par l'employeur et les autres instructions politiques et les solutions formelles du marché du travail n'atteignent souvent pas ces femmes et leurs familles (Samman, Presler-Marshall et Jones 2016).

³² Treize pays ont été choisis en grande partie en fonction des critères suivants : approche ou résultats dignes d'être mentionnés, diversité des approches, disponibilité des données et équilibre régional. Des travaux plus systématiques sont prévus pour tirer parti de cet examen initial.

TABLEAU C.2 RÉSUMÉ DES DIFFÉRENTES APPROCHES A LA DISPOSITION DES GOUVERNEMENTS POUR ACCROÎTRE L'ACCÈS

Approche	Justification de la politique	Considérations relatives à la mise en œuvre
<p>(i) Fourniture directe par le gouvernement <i>Il s'agit des services qui sont gérés et dispensés par le gouvernement.</i></p>	<p>Une façon d'assurer des services de garde accessibles et abordables pour les familles les plus défavorisées, lorsqu'il existe un engagement politique fort et une capacité gouvernementale à dispenser des services gratuits ou fortement subventionnés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite des ressources financières et humaines importantes, une capacité de mise en œuvre et un engagement politique. • Cette politique peut entraîner des dépenses et des efforts plus importants que nécessaire, étant donné que d'autres approches peuvent être possibles.
<p>(ii) Soutien financier aux familles <i>Le soutien aux familles peut être fourni au moyen de bons (qui réduisent ou éliminent les frais et permettent aux parents de choisir ce qui leur convient), de remboursements ou d'allègements fiscaux.</i></p>	<p>Il s'agit d'un moyen important d'alléger les coûts des services de garde et de donner le choix aux parents sans avoir à mettre en œuvre des services de garde gouvernementaux qui pourraient requérir des niveaux de capacité plus élevés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une offre généralisée doit être déjà disponible ou assortie/accompagnée de stratégies encourageant l'expansion des services. • Le niveau de financement devrait être réaliste pour rendre le coût abordable pour les parents et permettre aux prestataires de services de garde d'enfants d'offrir un service de qualité décent. Lorsque les ressources sont limitées, le financement devrait accorder la priorité aux familles à faible revenu et veiller à ce que la contribution soit suffisamment importante pour favoriser la participation de ces familles • Il faut une certaine capacité pour gérer cette modalité et pour réglementer et assurer la qualité
<p>(iii) Mesures incitatives pour l'offre non étatique, y compris les modèles communautaires <i>Les stratégies comprennent : des subventions pour aider à mettre en place le service; les subventions de fonctionnement (qui peuvent dépendre de la qualité); des appuis précis (p. ex., personnel, foncier); et des allègements fiscaux.</i></p>	<p>Compte tenu de la demande importante et urgente de services de garde d'enfants et de la grande variété de besoins familiaux, le secteur non étatique peut constituer une solution (approches et ressources) permettant de compléter d'autres stratégies d'expansion du gouvernement. Dans de nombreux pays, le secteur non étatique (y compris les approches communautaires) comble le déficit d'offre dans une certaine mesure.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les coûts et des complications supplémentaires liés à la prestation de services de garde d'enfants, en particulier pour les jeunes enfants (âgés de 0 à 3 ans) constituent des freins au démarrage de l'activité ; un certain niveau de subventions ou d'autres contributions gouvernementales (comme la fourniture de personnel ou de foncier) peut encourager les prestataires à s'engager et à maintenir un niveau de qualité. • Lorsque ces subventions et ces contributions sont bien pensées, cela peut bénéficier aux familles à faible revenu. • Des mesures gouvernementales sur l'accréditation, l'assurance-qualité et les compétences du personnel dans les services de garde d'enfants et de l'apprentissage précoce, y compris le secteur privé, s'avèrent essentielles
<p>(iv) Services de garde supportés financièrement par l'employeur (obligatoires ou incitatifs) <i>Imposer l'obligation de garde d'enfants aux employeurs</i></p>	<p>Compte tenu de la forte logique commerciale qui pousse les entreprises à investir dans les services de garde d'enfants, il peut s'agir d'un moyen efficace de diversifier l'offre, permettant alors au gouvernement de concentrer ses ressources sur les populations vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Étant donné que les services de garde mis à la charge des employeurs sont souvent limités aux grandes entreprises du secteur formel, cette stratégie ne devrait pas être la seule déployée par les gouvernements, en particulier dans les pays où le secteur informel est important. • Bien qu'il y ait un réel intérêt économique pour elles, les entreprises doivent souvent être guidées pour en percevoir l'utilité. • Les politiques devraient être fondées sur un nombre minimal d'employés plutôt que sur le nombre de femmes employées pour éviter la discrimination fondée sur le genre. • Les politiques devraient faire en sorte que les employeurs disposent de différentes options pour satisfaire à leur obligation de répondre aux besoins des employés (p. ex. prestation de services de garde d'enfants sur place ou à proximité, allocations, bons, consortiums avec d'autres employeurs, etc.) • Les gouvernements peuvent inciter les employeurs moyennant des allègements fiscaux, un accès au foncier et d'autres arrangements sous forme d'un PPP.

TABLEAU C.3 POLITIQUES OBLIGEANT LES EMPLOYEURS À OFFRIR DES SERVICES DE GARDE, PAYS SÉLECTIONNÉS

Pays	Ciblage de la politique en fonction de l'effectif employé	Détails de cette politique
Brésil	>30 femmes employées	Pendant la période d'allaitement
Cambodge	>100 femmes employées	Les employeurs doivent soit créer une garderie, soit assumer les frais des employés qui placent leurs enfants dans une garderie.
Chili	>20 femmes employés	Limité aux enfants de moins de 2 ans. Les employeurs doivent payer les frais de garde ou fournir des places dans des structures partagées avec d'autres employés.
Équateur	>50 employés	Les employeurs doivent fournir une crèche en milieu de travail.
Inde	>50 employés	Les employeurs doivent fournir des installations de crèche.
Japon	Aucun minimum	Les employeurs sont tenus de favoriser l'équilibre travail-vie personnelle et les besoins en matière de garde d'enfants de leurs employés.
Jordanie	>15 enfants de moins de 5 ans parmi tous les employés	Les employeurs doivent fournir des services de garde prodigués par une infirmière qualifiée dans une structure de garde adéquate.
Turquie	>150 femmes	Les employeurs doivent fournir une crèche sur le lieu de travail pour les enfants jusqu'à l'âge de six ans, ou des bons pour payer ces services auprès de prestataires de services de garde agréés.

Source: IFC (2017); IFC (2017); Addati et coll. (2014); Banque mondiale (2019c). Pour la modification 2019 de la loi jordanienne sur le travail (loi no 14), voir https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_isn=110390&p_lang=en

ENCADRÉ C.2 SERVICES CONTRACTUELS : UN EXEMPLE EN INDE

Mobile Crèches, une ONG en Inde, propose des garderies et un accès à des établissements préscolaires aux enfants des travailleurs du bâtiment. L'organisation a soutenu plus de 1000 garderies par l'une ou l'autre des mesures suivantes (i) la fourniture directe de services de garde d'enfants, (ii) l'identification et la formation d'ONG pour fournir des services de garde d'enfants en partenariat avec l'entreprise de construction, ou (iii) la supervision des services mis en place par les entreprises du bâtiment concernées. Mobile Crèches offre une formation initiale aux aidants (33 jours au départ, avec le reste au travail), soutient la mise en place et met en œuvre des programmes communautaires complémentaires en cours avec les familles. Toutes les crèches doivent répondre à des normes de qualité.

Source : Mobile Crèches 2018; voir aussi le site Web de Mobile Crèches sur <https://www.mobilecreches.org/>



OBJECTIF 2: Prioriser la couverture des services de garde pour les familles les plus vulnérables et s'assurer que des options gratuites et à faible coût sont disponibles

À mesure que les gouvernements prennent des décisions sur la façon de soutenir l'expansion des services de garde et de la financer, la question du ciblage et de l'établissement des priorités devient essentielle. Tous les gouvernements sont confrontés à des contraintes de ressources. Compte tenu de ce que nous savons sur l'équité et

les besoins des familles, les ressources limitées devraient être réservées aux plus défavorisés. Les solutions visant les travailleurs du secteur informel sont particulièrement importantes. Dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, un grand nombre de femmes travaillent dans l'économie informelle avec des revenus faibles et irréguliers et des options de garde d'enfants extrêmement limitées.

De nombreux gouvernements accordent la priorité au soutien aux familles à faible revenu et leurs stratégies sont :

- Mettre en place ou soutenir des dispositions ciblant spécifiquement les familles à faible revenu par le biais de subventions ou d'autres intrants (par exemple en Colombie, en Inde, en Nouvelle-Zélande, au Rwanda, en Afrique du Sud et aux États-Unis - voir l'encadré C.3 ci-dessous);
- Rendre obligatoire des quotas de places pour les familles vulnérables ;
- Offrir un soutien financier supplémentaire aux parents à faible revenu. Par exemple, au Royaume-Uni, les familles à faible revenu peuvent bénéficier de 15 heures de garde d'enfants pour les enfants de 2 ans, plus 15 heures supplémentaires de garde d'enfants pour les enfants de 3 à 4 ans.
- Connecter les services de garde d'enfants avec des programmes existants bénéficiant aux familles cibles pour obtenir un effet d'addition pour les familles. Par exemple, au Rwanda et au Burkina Faso, des programmes de travaux publics, qui ciblent les populations vulnérables, ont ajouté des services de crèche mobiles pour maximiser la participation. En Inde, les services intégrés de développement de l'enfant, qui servent principalement les familles à faible revenu, ont étendu les services de santé et de nutrition pour inclure plusieurs heures d'éducation préscolaire pour les enfants de 3 à 6 ans.);
- Concevoir des programmes centrés sur l'équité et la sensibilité culturelle afin d'encourager l'adhésion des communautés défavorisées (choix des langues d'enseignement, embauche de membres de la communauté locale comme personnel, intégration des personnes handicapées, etc.);
- Identifier les espaces qui pourraient être utilisés pour fournir des services aux travailleurs informels à proximité de leur lieu de travail ou de leur quartier. De nombreuses femmes dans les villes travaillent comme ouvrières du bâtiment, vendeuses de rue, commerçantes, ramasseuses de déchets et employées de maison. Ces travailleuses ont besoin des municipalités pour aider à mettre en place des services de garde d'enfants à proximité de leurs lieux de travail ou dans leurs quartiers, afin qu'ils soient accessibles (Moussié 2019). La planification urbaine doit prendre en compte les services de garde d'enfants car il n'est pas pratique de trouver des espaces sûrs (par exemple dans des quartiers non lotis surpeuplés ou sur des marchés) sans le soutien de la municipalité, et le loyer est prohibitif pour de nombreux prestataires qui offrent des services de garde d'enfants dans les villes.

Certains pays accordent la priorité aux parents qui travaillent. Les pays d'Amérique latine (Araujo, López-Boo et Puyana, 2013) mettent souvent l'accent sur les mères qui travaillent. Au Royaume-Uni, les parents qui travaillent ont accès à 15 heures supplémentaires en plus de l'allocation universelle. Toutefois, l'établissement de priorités pour les placements en garderie ne fonctionne que si une offre importante est déjà disponible. En outre, les pays doivent disposer de moyens pour identifier les populations cibles, par exemple par le biais des registres sociaux existants ou des programmes de transfert de fonds (Araujo, López-Boo et Manuel Puyana 2013).



OBJECTIF 3: Allouer un financement suffisant pour rendre les services de garde de qualité abordables pour les familles

Les gouvernements doivent veiller à mobiliser des financements suffisants pour rendre les services de garde abordables pour les familles et pour appuyer un dispositif garantissant la qualité. À l'heure actuelle, dans de nombreux pays, le fardeau financier pèse de façon disproportionnée sur les familles (et, dans une moindre mesure, sur les prestataires qui opèrent dans des circonstances précaires). L'augmentation du financement gouvernemental pourrait redistribuer le fardeau.

Dans la plupart des pays, le fardeau des dépenses en matière de garde d'enfants repose malheureusement beaucoup plus sur les familles que sur les finances publiques. Les frais que les parents payent constituent une source conséquente de financement pour le secteur. Même dans les pays de l'OCDE, la majeure partie du financement a beau être public, les niveaux de contribution des parents varient également. Parmi les pays de l'OCDE, La Slovaquie est le seul pays où la contribution financière des parents (80 %) dépasse celle de l'État (OCDE, 2015b). En Amérique latine

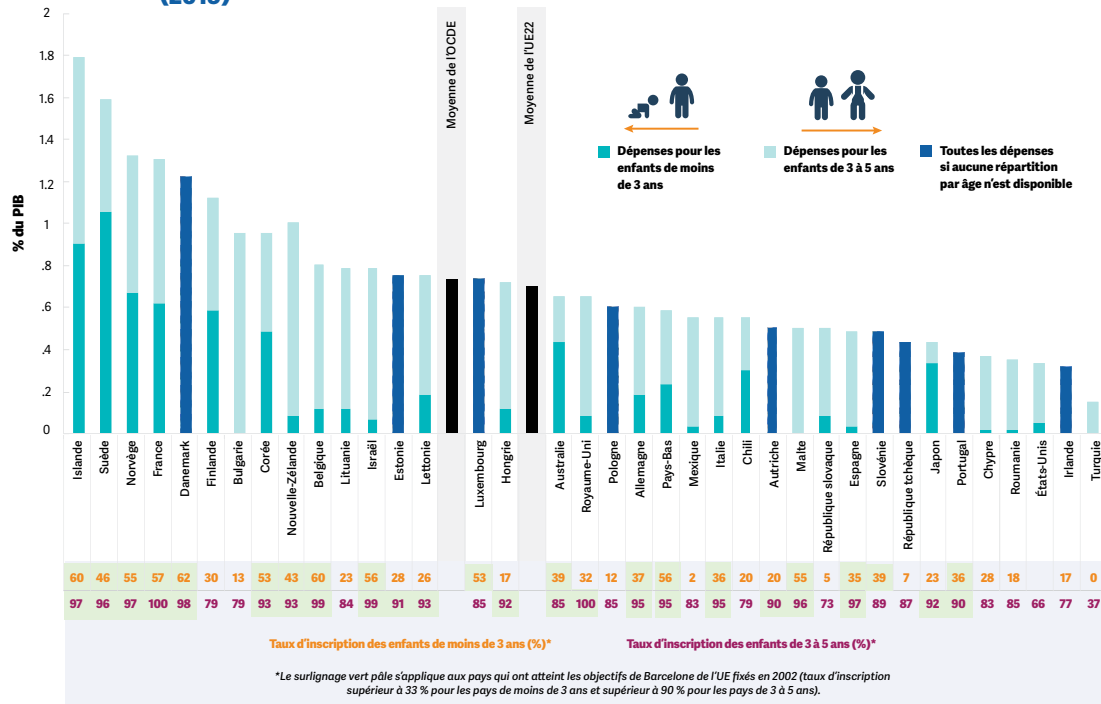
ENCADRÉ C.3 EXEMPLES DE PAYS QUI OFFRENT DES INCITATIONS AU SECTEUR NON ÉTATIQUE
AFIN DE SOUTENIR L'OFFRE DE GARDE D'ENFANTS POUR LES FAMILLES VULNÉRABLES

Colombie	Hogares Comunitarios de Bienestar ICBF (HCB) est un programme de garde d'enfants à domicile, créé en 1972, pour fournir des services de garde aux familles vulnérables et promouvoir l'emploi des femmes. C'est l'un des programmes les plus importants en Amérique latine, au service de plus d'un million d'enfants (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016). Les services sont offerts par un prestataire de services de garde d'enfants à domicile et financés par une combinaison de financement public et de frais parentaux. Les frais mensuels que les parents payent sont inférieurs à 25 pour cent du salaire minimum quotidien (Bernal et Fernández 2012).
Inde	Le programme gouvernemental national de crèche Rajiv Gandhi pour les mères qui travaillent (RGNC) offre des services de garde d'enfants pour les enfants âgés de 6 mois à 6 ans pour les familles du quintile de revenu inférieur (MWCD 2015). Le système de crèche est mis en place en coordination avec les ONG qui gèrent les services. Le gouvernement couvre 90 % des coûts, et les ONG devraient fournir les 10 % restants.
Nouvelle-Zélande	Des fonds d'équité supplémentaires sont disponibles pour les services destinés aux communautés socio-économiques défavorisées et aux enfants ayant des besoins spéciaux et non anglophones. Des subventions mensuelles sont également accordées aux services d'EPE dans les communautés isolées.
Rwanda	En 2017, le gouvernement du Rwanda a attribué un espace qui lui appartenait dans un marché pour un service de garde d'enfants, qui a été mis en œuvre par l'UNICEF, Action pour le développement du peuple (ADEPE), et les mères qui travaillent sur le marché.) Le modèle est destiné à être reproduit sur d'autres sites de marché au Rwanda (UNICEF 2019).
Singapour	Le programme Anchor Operator (AOP) accorde un financement à des prestataires de services préscolaires sélectionnés pour les enfants issus de milieux défavorisés ou à faible revenu. L'intention est d'aider les prestataires à maintenir les frais à un niveau abordable et à investir dans la qualité, y compris le perfectionnement professionnel.
Afrique du Sud	Le ministère du Développement social accorde une subvention aux centres de DPE enregistrés qui accueillent des enfants de familles à faible revenu. Il est calculé par enfant et par jour pour les enfants de 0 à 4 ans qui sont pris en charge par des prestataires éligibles après vérification de leurs ressources (Giese et Budlender, 2011). Cependant, beaucoup de centres de DPE n'ont pas accès à la subvention, même s'ils ont des enfants admissibles inscrits soit parce que le budget est insuffisant soit parce qu'il y a trop d'obstacles à l'enregistrement formel des centres.
États-Unis	Le programme Head Start aux États-Unis cible les enfants de la naissance à l'âge de cinq ans qui sont issus de familles dont les revenus sont inférieurs aux seuils de pauvreté. Les services sont gratuits et financés par l'Etat fédéral.

les frais assurés par les parents sont courants même pour 30 % des programmes publics. Toutefois, les programmes publics qui exigent une contribution imposent des frais peu élevés qui représentent de 2 à 16 % du revenu mensuel du ménage par habitant (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016).

La plupart des gouvernements n'allouent pas suffisamment de fonds aux services de garde d'enfants, ce qui fait souvent porter le fardeau financier aux familles. L'OCDE a proposé un objectif de dépenses publiques de 1 % du PIB pour la garde d'enfants et l'éducation préscolaire (OCDE, 2006a). La figure C 2 présente les niveaux de financement de la garde d'enfants et de l'éducation préscolaire dans les pays de l'OCDE. Les niveaux de financement varient considérablement d'un pays à l'autre, passant d'un minimum de 0,1 % du PIB en Turquie à un maximum de 1,8 % en Islande (base de données de l'OCDE sur la famille)³³. La moyenne de l'OCDE est actuellement de 0,7 pour cent, dont plus des deux tiers sont alloués aux services pour les enfants de plus de 3 ans (base de données de l'OCDE sur la famille)³⁴. Seuls quelques pays, dont la Norvège, l'Islande, l'Australie et la France, ont des dépenses plus équilibrées entre les sommes allouées pour les jeunes enfants (moins de 3 ans) et celles consacrées aux enfants d'âge préscolaire (plus de 3 ans). La figure C3 présente une analyse des liens entre les dépenses publiques consacrées à la garde d'enfants et à l'éducation préscolaire (en pourcentage du PIB) et les taux d'inscription, discriminée par groupe d'âge. L'analyse

FIGURE C.2 DES DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES À LA GARDE D'ENFANTS ET À L'APPRENTISSAGE DES JEUNES ENFANTS DANS LES PAYS DE L'OCDE EN POURCENTAGE DU PIB (2015)

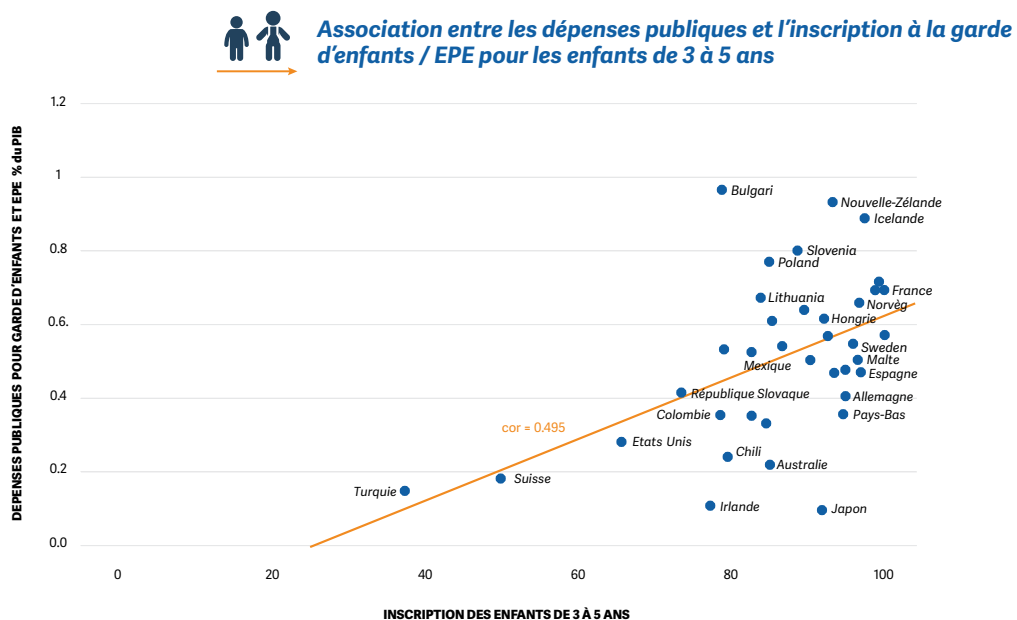
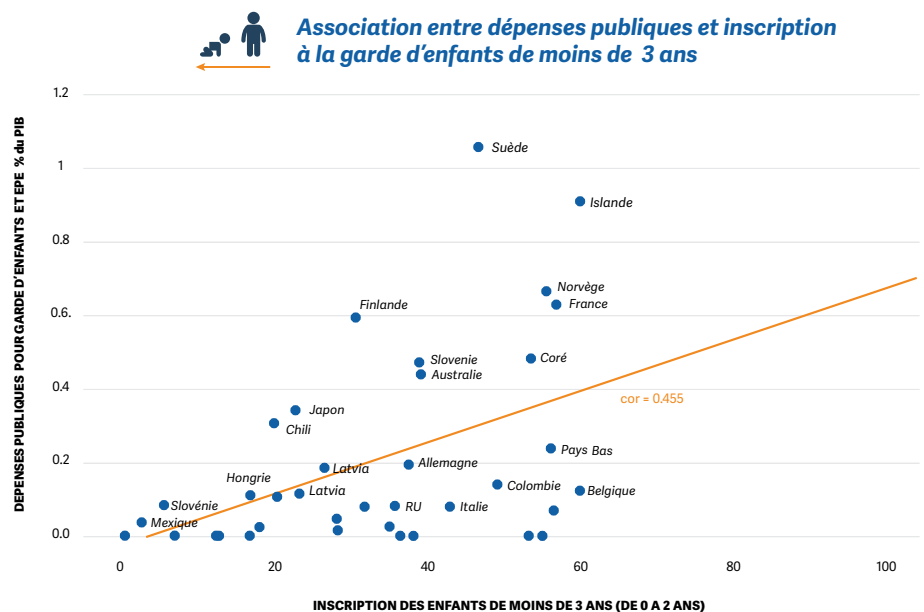


Source : Toutes les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur la famille (PF3.1 et PF3.2) : les données sur les dépenses publiques datent de 2015 ou des dernières données disponibles et les données sur les inscriptions sont de 2016 ou les dernières données disponibles. D'autres sources peuvent arriver à des calculs légèrement différents.

³³ Il manque des données pour de nombreux pays, mais à titre indicatif, il y a un certain nombre de pays à revenu faible ou intermédiaire qui dépensent aussi peu que 0,1 % ou moins du PIB pour le préprimaire. Il s'agit notamment du Burkina Faso ; Éthiopie ; Iran ; Jordanie ; Namibie ; Népal ; Rwanda ; Afrique du Sud et Zambie. (ISU, dépenses publiques consacrées à l'enseignement préprimaire en pourcentage du PIB (dernières estimations entre 2015 et 2019, consultées en septembre 2020)

³⁴ Bien que les dépenses publiques consacrées à la garde d'enfants et à l'éducation préscolaire ne soient pas ventilées par groupe d'âge pour la moyenne de l'OCDE dans les données les plus récentes de 2015, dans les données de 2013, les dépenses publiques moyennes de l'OCDE consacrées à la garde d'enfants et à l'éducation préscolaire représentaient 0,8 % du PIB, dont 0,2 % ont été alloués aux services pour les enfants de moins de 3 ans et 0,6 % pour les enfants de plus de 3 ans (OCDE 2017).

FIGURE C.3 ASSOCIATION ENTRE LES DÉPENSES PUBLIQUES ET L'INSCRIPTION À LA GARDERIE/ EPE DANS LES PAYS DE L'OCDE



Source : Analyse des auteurs à l'aide des données de la base de données de l'OCDE sur la famille (PF3.1 et PF3.2) : les données sur les dépenses publiques datent de 2015 ou des données les plus récentes disponibles et les données sur les inscriptions sont de 2016 ou des données les plus récentes. Nous avons tenu compte des facteurs suivants et, pour chacun d'eux, nous avons indiqué la source de données entre parenthèses : taux d'activité des femmes sur le marché du travail (OIT), durée du congé de maternité (base de données sur la famille de l'OCDE), taux d'emploi des mères (base de données sur la famille de l'OCDE) et PIB par habitant. (Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE). Les pays ont été étiquetés là où l'espace le permet.

Remarque : Les corrélations présentées ici sont statistiquement significatives pour les enfants de 0 à 2 ans et de 3 à 5 ans. Pour les enfants de 0 à 2 ans, le coefficient de corrélation est de 0,455** (valeur p = 0,004), et pour les enfants de 3 à 5 ans, il est de 0,495** (valeur p = 0,0018). Les limites de cette analyse comprennent (i) l'inclusion des pays de l'OCDE seulement, (ii) un instantané statique plutôt que des données longitudinales, et (iii) de nature observationnelle, limitant la capacité de déterminer un lien de causalité.

montre que les pays qui allouent une part plus élevée des dépenses consacrées à la garde d'enfants et à l'éducation préscolaire affichent des taux d'inscription plus élevés. Lorsque l'analyse est élargie pour tenir compte d'autres facteurs (le PIB par habitant, la durée du congé de maternité, la participation des femmes au marché du travail et les taux d'emploi des mères), les résultats sont statistiquement significatifs pour les enfants d'âge préscolaire, mais pas pour les enfants de moins de 3 ans.

Deux facteurs y contribuent probablement. Le premier est la Childcare Act des Pays-Bas, qui stipule que les employeurs, les parents et le gouvernement doivent tous assumer conjointement les coûts de la garde formelle des enfants (Gouvernement des Pays-Bas 2011). Le deuxième est que le temps moyen consacré à la garderie est inférieur à 20 heures par semaine, l'un des niveaux les plus bas parmi les pays de l'OCDE (OCDE 2017). En Amérique latine, les 40 programmes de garde d'enfants que Diaz et Rodriguez-Chamussy (2016) ont observé, bénéficiaient d'un certain niveau d'aide publique, y compris au bénéfice des services fournis par le secteur non étatique. Les gouvernements pourraient également récupérer une part non négligeable de cet investissement en augmentant les impôts sur le revenu. Au Québec, l'augmentation des recettes fiscales provenant des parents qui travaillent, suite au vaste programme de garderies lancé en 1996, couvre maintenant plus que son coût (McCluskey 2018).

Au-delà de l'offre, il faut du financement pour soutenir l'ensemble du système de garde d'enfants afin de promouvoir la qualité. Les principales dépenses liées à la qualité portent sur la mise en œuvre d'un système d'assurance qualité, de systèmes d'information (y compris la collecte de données sur la demande, l'offre et les résultats en veillant à ce que l'information soit disponible pour les acteurs concernés) et la formation et l'appui au personnel.

La façon la plus courante de financer des programmes de garde d'enfants consiste à augmenter les impôts et à réaffecter des dépenses publiques mais il existe plusieurs autres façons de le faire..

- **Affectations dans le budget national :** la plupart des fonds publics alloués à la garde d'enfants provient du budget national.
- **Impôts spécifiques liés à la garde d'enfants pour les particuliers :** En 2013, la Colombie a introduit un impôt spécial sur le revenu des particuliers, connu sous le nom d'impôt pour l'équité, qui est en partie utilisé pour financer les services de garde d'enfants. En fonction de la principale activité économique du contribuable, les taux de retenue à la source se situent entre 0,3 et 1,5%, (Ernst & Young 2013). Au Mexique, les programmes de l'Institut de sécurité sociale (IMSS) sont financés par une retenue sur les salaires de 0,8% payée par tous les employés affiliés au système de sécurité sociale. Les sommes recouvrées par ces impôts couvrent 100% du coût du programme.
- **Cotisations individuelles par le biais des systèmes de sécurité sociale :** c'est le moyen le plus populaire de financer les politiques de maternité, occasionnellement les politiques de paternité et de congé parental, et parfois la garde des enfants. Cependant, elle ne couvre qu'une partie de la population. Pour ceux qui ne sont pas couverts par la sécurité sociale par l'intermédiaire des employeurs, une option est d'autoriser les régimes de cotisations volontaires, bien que ceux-ci puissent ne pas atteindre une échelle suffisante compte tenu des nombreux facteurs qui favorisent l'informalité.
- **Contributions parentales individuelles :** Dans différentes zones géographiques et différents niveaux de revenus, les parents ont prouvé leur volonté et leur capacité à payer pour la garde des enfants, mais il est important que les coûts soient très subventionnés par le biais d'un financement public ou de l'employeur afin de réduire le fardeau des parents et de tenir compte des externalités.
- **Financement par l'employeur :** de plus en plus de pays imposent une partie de l'obligation financière aux employeurs, soit par le biais des impôts à percevoir auprès des employeurs ou des services de garde financés par les employeurs. Toutefois, l'OIT met en garde contre les pays qui placent tout le fardeau sur les entreprises car ceci pourrait entraîner une discrimination sur le marché du travail (Addati, Cassirer et Gilchrist 2014). Aux Pays-Bas, les cotisations patronales sont perçues par le biais d'une taxe imposée par le gouvernement pour la garde d'enfants à tous les employeurs (Pays-Bas 2011). La prestation financée par l'employeur ne couvre qu'une partie relativement faible de la population en particulier dans le secteur formel et il existe un risque que les coûts puissent être répercutés sur les employés par la réduction d'autres avantages. Les services de garde offerts à proximité des foyers des travailleurs pourraient également constituer un bon investissement pour le financement de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), offrant une proposition de valeur partagée.

Un certain nombre d'autres options financières sont moins couramment utilisées pour financer spécifiquement les services de garde d'enfants, mais elles ont été utilisées dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et les

concepts pourraient être reproduits pour les services de garde d'enfants. Il s'agit notamment de:

- **Partenariats public-privé (PPP) pour la garde d'enfants:** Comme il est indiqué à la section 3, le partenariat avec le secteur non étatique pourrait être un bon moyen d'obtenir des financements supplémentaires et d'élargir l'accès sans avoir à construire autant d'infrastructures publiques. Typiquement, le gouvernement fournirait un certain type de soutien, soit financier (p. ex., subventions ou subvention par élève) et/ou en nature (p. ex., emplacement, structure physique, ou enseignants), mais ce financement est souvent complété par des investissements non étatiques du secteur, augmentation des ressources totales disponibles.
- **Obligations à impact social (OIS)** Ces obligations sont un mécanisme de financement basé sur les résultats dans lequel les investisseurs font les investissements financiers initiaux et les rendements financiers sont liés aux résultats sociaux. Les OIS permettent aux gouvernements de faire de nouveaux investissements pour des interventions sociales à un risque moindre que par un financement direct. Un rapport publié par la Brookings Institution en 2015 a souligné que les OIS pour le DPE étaient en cours d'élaboration dans plusieurs pays, dont le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Afrique du Sud, et a considéré que le DPE était un domaine prometteur de croissance pour les OIS. En particulier, il a constaté que les OIS pouvaient cibler des services destinés à des populations mal desservies ou à des améliorations de la qualité ou servir à tester de nouvelles innovations (Gustafsson-Wright, Gardiner et Putcha, 2015).
- **Fonds d'entrepreneuriat de donateurs philanthropiques :** Ces fonds offriraient une aide financière (dons ou prêts) et technique aux entrepreneurs pour soutenir les coûts de démarrage des services de garde d'enfants et encourager une offre de qualité à faible coût et financièrement viable. Ce concept est exploré plus en détail à l'annexe D.
- **Prêts des institutions financières aux propriétaires d'entreprises de garde d'enfants:** Le crédit des institutions financières peut être une source de financement pour les propriétaires d'entreprises de garde d'enfants; toutefois, la plupart des produits financiers sont inaccessibles aux propriétaires de services de garde d'enfants ou d'écoles privées qui cherchent à établir ou à élargir l'offre privée, parce qu'ils sont considérés comme trop risqués en raison de l'absence de dossiers financiers ou de garanties. Le projet DEEP-EN au Nigeria cherche à améliorer l'environnement favorable aux écoles privées par, notamment, un meilleur accès au financement. Le programme s'associe à des banques de microfinance pour sensibiliser le public aux opportunités du marché (estimées à 2,5 milliards de dollars rien qu'à Lagos) et renforcer leur capacité à servir le secteur, afin qu'ils puissent élargir leurs portefeuilles de prêts durables en développant des produits de prêts sur mesure pour les écoles à faible coût (site Web DEEPEN; DEEPEN 2014). L'une de ces banques, Accion Microfinance Bank, a mis à l'essai un produit de prêt sur mesure, My School Plus, conçu autour des besoins des écoles à faible coût, y compris des échéanciers de remboursement calés sur le calendrier de l'année scolaire plutôt que des remboursements mensuels (DEEPEN 2018). Initialement, ce projet pilote a été subventionné par le financement des Fonds de développement des micro, petites et moyennes entreprises de la Banque centrale du Nigeria, ce qui a permis de plafonner le taux d'intérêt à 9 %. Dans le cadre du projet pilote, 100 % des écoles ont remboursé le prêt dans les neuf mois. Accion a par la suite lancé deux autres produits de prêts à long terme pour les écoles, qui sont offerts aux clients qui ont un bon historique de remboursement de leur prêt My School Plus (DEEPEN 2018). D'autres ONG, comme Opportunity EduFinance, travaillent aux côtés d'institutions financières de façon similaire dans de multiples régions..



OBJECTIF 4: Définir des dispositions institutionnelles claires et réalisables et renforcer la cohérence des systèmes

Les modalités institutionnelles de gestion de la garde d'enfants, de l'éducation précoce et de la réglementation varient d'un pays à l'autre. Dans de nombreux pays, les dispositions institutionnelles claires font défaut : de multiples ministères ont des responsabilités partielles dans le domaine et les exercent de façon indépendante, sans aucun mécanisme de coordination officiel ni ministère responsable. La fragmentation des politiques de garde d'enfants et des dispositifs de mis en œuvre aggrave le défi d'assurer un bon niveau de qualité et de faire une bonne planification. En l'absence de rôles et de responsabilités clairement définis, la garde d'enfants passe souvent entre les mailles du filet. Dans d'autres pays, il existe une approche plus coordonnée, soit sous la direction d'un seul ministère,

soit par l'entremise d'un organisme de coordination composé de représentants de plusieurs ministères. Les dispositions institutionnelles des pays dépendent de divers facteurs, notamment l'évolution historique, les affectations budgétaires, les structures et l'engagement politiques.

Il n'existe pas d'approche unique et le bon ancrage institutionnel variera selon les pays. Toutefois, quelle que soit l'institution qui dirige (ou les institutions parfois), elle doit disposer d'un mandat clair, d'un financement et d'une capacité adéquats, se concentrer sur le développement et l'éducation de l'enfance et disposer également de mécanismes de coordination solides pour faire intervenir toutes les parties prenantes concernées (OCDE, 2006a).

Des dispositions institutionnelles claires rendent la responsabilisation et la redevabilité des uns et des autres plus transparente et facilitent la planification, la mise en œuvre, le suivi et une approche plus holistique des systèmes de garde d'enfants. Il est indispensable d'établir de la cohérence en matière de responsabilisation et de redevabilité s'agissant des relations fondamentales entre groupes d'acteurs et au sein de chaque groupe (les décideurs, les prestataires de services et les familles) pour que les systèmes atteignent les résultats escomptés (Pritchett 2015). Les résultats systémiques pour les services de garde d'enfants et d'apprentissage préscolaire, par opposition aux résultats individuels ou programmatiques, se mesurent par des services qui sont: de haute qualité, équitablement répartis, conçus et exécutés de façon efficiente, financés et gouvernés de façon efficiente, et mis à l'échelle durablement (Kagan et Roth 2017).³⁵

Certains pays ont un système éclaté qui sépare les services de garde d'enfants et ceux de l'éducation de la petite enfance. Dans ces pays, les services de la petite enfance sont répartis entre les services de garde qui ciblent généralement les plus jeunes enfants et sont souvent affectés aux ministères de la protection sociale ou de la santé, et les services d'éducation de la petite enfance, souvent situés dans les ministères de l'éducation (Bertram et Pascal 2016; Bennett 2008; Diaz et Rodriguez-Chamussy 2016). comme illustré au tableau C.5, dans les systèmes éclatés/duals, on peut trouver différents ministères responsables de différents groupes d'âge et/ou de différents types de services, comme dans les quatre exemples suivants :

- **Turquie :** le ministère de l'Éducation est responsable de la majorité des prestations, excepté les services destinés aux enfants de 0 à 2 ans. Le ministère de la Famille et des Politiques sociales est responsable des crèches et des garderies pour enfants de 0 à 6 ans créées par des particuliers ou des privés (Banque mondiale, 2015a).
- **Belgique :** Il existe une répartition claire des responsabilités entre les services de garde pour les enfants de 0 à 3 ans qui relèvent du ministère de la protection sociale, de la Santé publique et de la Famille, tandis que les services préscolaires pour les enfants de 2 ans et demie et plus relèvent du ministère de l'Éducation (Bennett et Kaga 2010).
- **Indonésie :** Les jardins d'enfants de 4 à 6 ans relèvent du ministère de l'Éducation, mais les maternelles pour les 2 à 6 ans ainsi que les garderies pour les enfants de 3 mois à 6 ans relèvent du ministère des Affaires sociales (Bennett et Kaga 2010).
- **Pays-Bas :** au niveau central, le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi est chargé de la tranche d'âge des 0 à 4 ans et le ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences est responsable des programmes destinés aux enfants de 4 à 5 ans ainsi que programmes d'apprentissage précoce pour les enfants âgés de 2,5 à 4 ans. Le Service Municipal de Santé est en charge du suivi de la qualité structurelle des services.

Cependant, de nombreux pays sont passés à des systèmes plus unifiés de garde d'enfants et d'apprentissage précoce afin d'encourager la continuité et la cohérence. On a reproché aux systèmes non intégrés d'être trop fragmentés avec pour effet de pénaliser les enfants de moins de 3 ans, de recevoir des financements réduits, de faire l'objet de programmes moins élaborés et d'offrir moins de cohérence aux parents et aux enfants (Bertram et Pascal, 2016; Bennett, 2008; Bennett et Kaga, 2010). Certains pays sont récemment passés à un système intégré dans lequel un seul ministère s'est vu confier la responsabilité de la garde des enfants. En Suède et en Norvège, la responsabilité de la garde des enfants a été transférée du ministère des Affaires sociales au ministère de l'Éducation, et de nombreux pays ont emboîté le pas. Il s'agit notamment du Royaume-Uni, de la Jamaïque, du Chili, du Vietnam et de la Zambie (Bennett et Kaga 2010; OCDE 2006a; 2015a). En outre, certains pays pratiquent une intégration avec les ministères chargés de l'aide sociale et de la famille. Il s'agit notamment de l'Allemagne, du Danemark et de la Finlande, bien

³⁵ Pour une étude intéressante sur les systèmes de garde et d'éducation précoces, voir Kagan et Cohen (1997) *Not by Chance : Creating an Early Care and Education System for America's Children*. Les éléments fondamentaux qu'ils suggèrent (financement, gouvernance, réglementation et redevabilité, capacité du personnel, collecte et utilisation des données, engagement de la famille et de la communauté et liens avec d'autres services) s'harmonisent avec les aspects compris dans nos objectifs stratégiques.

TABLEAU C.5 APPERCU DES DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES DE GARDE D'ENFANTS

	Pays	Système éclaté ou intégré	Ministères responsables
L'EUROPE	Danemark	Intégré	Ministère de la Famille et de la Consommation
	France	Éclaté	Ministère de l'Éducation nationale Ministère des Affaires sociales et de la Santé
	Allemagne	Intégré	Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse
	Pays-Bas	Éclaté	Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi Ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences
	Norvège	Intégré	Ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche
	Suède	Intégré	Ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche
	Turquie	Éclaté	Ministère de l'Éducation nationale Ministère de la famille et des politiques sociales
	Royaume-Uni	Intégré	Ministère de l'Éducation
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES	Chili	Intégré	Ministère de l'Éducation
	Jamaïque	Intégré	Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et de l'Information
	Mexico	Éclaté	Ministère de l'Éducation publique Institut mexicain de sécurité sociale Ministère des affaires sociales Système pour le développement intégral de la famille
ASIE + AFRIQUE	Inde	Éclaté	Ministère du développement de la femme et de l'enfant Ministère du développement des ressources humaines
	Afrique du Sud	Éclaté (mais planification du passage à un modèle intégré relevant du ministère de l'Éducation de base)	Ministère du Développement social Ministère de l'Éducation de base Ministère de la Santé
	Vietnam	Intégré	Ministère de l'Éducation et de la Formation
	Zambie	Intégré	Ministère de l'Éducation

Source: Bennett and Kaga (2010); OECD (2006b, 2015a, 2015b, 2015c, 2015d, 2017); Gerhard and Staab (2010); World Bank (2015a); Giese and Budlender (2011).

qu'en Finlande et au Danemark, les classes préscolaires pour les enfants de 6 ans passent ensuite sous la tutelle du ministère de l'Éducation (Bennett et Kaga 2010; OCDE 2006c; 2015b; 2015c; Diaz et Rodriguez-Chamussy 2016).

La décentralisation des services est un autre aspect à considérer : dans de nombreux pays, la responsabilité de la mise en œuvre de la garde d'enfants et/ou de l'assurance qualité revient aux niveaux régional ou local. Par exemple, au Kenya, en Argentine, en Allemagne et au Brésil, les programmes de garde d'enfants sont décentralisés. Cela peut affecter le financement, le niveau d'offre de services et les efforts de coordination. La décentralisation peut avoir un impact positif sur les services en tenant compte de certaines spécificités locales, notamment en matière de besoins ; toutefois, elle peut également poser des défis en augmentant les écarts d'accès et de qualité entre les régions (OCDE, 2006a).

ENCADRÉ C.4 LA GARDE D'ENFANTS S'INSCRIT DANS UN CONTINUUM PLUS LARGE DE POLITIQUES FAVORABLES À LA FAMILLE³⁶

Bien que les politiques en matière de congés se soient améliorées au cours des deux dernières décennies, elles varient sensiblement d'un pays à l'autre et d'importants écarts subsistent dans la couverture, en particulier pour les familles les plus vulnérables. Les politiques sont souvent fondées sur la relation d'emploi standard qui prévaut dans l'économie formelle, laquelle, dans la plupart des endroits, ne peut pas actuellement être étendue aux travailleurs informels et aux travailleurs autonomes. Nous notons en bref ci-dessous quelques-unes des politiques complémentaires concernant les congés payés de maternité, de paternité et de congé parental de plus longue durée, les pauses d'allaitement au travail et les allocations d'aide pour les enfants.

Congé de maternité et prestations en espèces : Le congé de maternité payé permet aux mères de se remettre d'un accouchement et de prendre soin de jeunes enfants pendant les premières semaines de leur vie et les protège contre les pratiques de travail discriminatoires (Addati, Cassirer et Gilchrist 2014). Bien qu'il y ait eu des améliorations graduelles au cours des deux dernières décennies, il y a d'importantes variations d'un pays à l'autre et il subsiste des écarts notables de couverture, en particulier pour les familles les plus vulnérables. À l'échelle mondiale, seulement un quart des femmes employées (330 millions) ont droit à des prestations de maternité en espèces et près de 750 millions de femmes ne sont couvertes par aucune politique de maternité (Addati, Cassirer et Gilchrist 2014; OIT 2018b). Les groupes souvent exclus comprennent les travailleurs indépendants, les travailleurs domestiques, agricoles ou temporaires et les migrants. De toutes les personnes exclues, 80 % vivent en Afrique et en Asie. Les politiques qui peuvent aider les groupes vulnérables de femmes comprennent les prestations en espèces non contributives au moyen de l'assurance sociale; les fonds publics ou les régimes d'aide sociale (par exemple en Éthiopie); l'élargissement de la couverture des congés de maternité aux secteurs qui ne sont généralement pas bénéficiaires, tels que les travailleurs domestiques (actuellement couverts dans 54 pays, dont l'Afrique du Sud et l'Argentine); et des régimes de cotisations volontaires pour permettre à divers groupes, y compris les travailleurs indépendants, ceux du secteur informel et les travailleurs occasionnels ou temporaires d'avoir accès à des prestations de congé de maternité (par exemple au Mexique, au Pérou, en Thaïlande, au Laos et en Tanzanie). La couverture effective peut être limitée par des régimes volontaires et, dans de nombreux cas, pour atteindre un niveau de prestation adéquat s'agissant de la protection de la maternité, il faut une combinaison de mécanismes contributifs et non contributifs (OIT 2017).

Congé de paternité et congé parental : Il est crucial d'accorder aux pères une allocation de congé adaptée pour qu'ils puissent réellement soutenir leur partenaire dans les semaines qui suivent la naissance, endosser les responsabilités inhérentes à la famille et créer des liens avec leurs enfants. Elle contribue également à briser les attitudes sociales traditionnelles en promouvant une plus grande égalité entre les hommes et les femmes au travail et à la maison (Addati Cassirer et Gilchrist 2014). Bien qu'il y ait eu des améliorations, dans la plupart des cas, le congé de paternité et les politiques de congé parental de plus longue durée demeurent insuffisantes pour soutenir les familles. Sur les 79 pays qui avaient une législation sur le congé de paternité en 2013, 36 offrent moins

d'une semaine de congé. Le congé parental est la politique la moins répandue à l'échelle mondiale. Seuls 66 pays offrent des congés parentaux, dont seulement cinq en Afrique, trois en Asie et deux en Amérique latine, et seulement 55 % de ces pays (36) offrent des prestations en espèces. Cependant, il y a des exemples remarquables de congés parentaux, où les pays ont adopté des politiques pour encourager les hommes à en profiter (p. ex., la Suède, la Norvège et l'Allemagne).

Allaitement : Le soutien à l'allaitement au travail fait partie intégrante des mesures de protection de la maternité (Addati, Cassirer, et Gilchrist 2014). Des dispositions sont prévues dans au moins 121 pays, soit par des pauses de travail, soit par une réduction du temps de travail quotidien. C'est une politique que de nombreux pays d'Afrique (79%), d'Asie (69%), d'Amérique latine (69%) et du Moyen-Orient (80%) ont adoptée et dans presque tous ces pays, les pauses d'allaitement sont payées. Cependant, seulement un tiers environ des pays disposent d'une législation favorisant la mise en place d'endroits dédiés. Pour ceux qui travaillent dans l'économie informelle, l'allaitement maternel demeure un défi et des solutions créatives sont nécessaires pour soutenir ces femmes.

Allocations d'aide pour les enfants: Les allocations d'aide sociale / d'aide pour les enfants sont une autre façon pour les gouvernements d'accompagner les familles. Les subventions sont généralement financées par des fonds publics et sont souvent soumises à des conditions de ressources, offrant ainsi un soutien plus important aux familles à faible revenu. Pour les mères qui n'ont pas droit aux prestations de maternité en espèces, ces subventions peuvent représenter un substitut important. Dans certains cas, des conditions peuvent être appliquées pour recevoir les subventions, comme des examens médicaux réguliers ou avoir accouché dans un établissement de santé (Addati Cassirer et Gilchrist 2014). Des données provenant d'Amérique latine suggèrent que lorsqu'ils doivent choisir entre la garde d'enfants et les subventions en espèces, les ménages à faible revenu ont tendance à choisir la prestation en espèces et les ménages à revenu plus élevé choisissent la garde d'enfants. Bien que les allocations en espèces semblent avoir un effet redistributif positif à court terme, à plus long terme, elles peuvent promouvoir l'inégalité socioéconomique et l'inégalité entre les sexes en renforçant les modèles de garde entre les sexes et éloignant les femmes de la population active (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016).

³⁶ L'UNICEF a lancé une initiative sur les politiques favorables à la famille en 2019 et une note d'orientation provisoire sur les politiques favorables à la famille dans le contexte de la COVID-19 en 2020. <https://www.unicef.org/early-childhood-development/family-friendly-policies>. <https://www.unicef.org/media/66351/file/Family-friendly-policies-covid-19-guidance-2020.pdf>

En plus de la garde d'enfants, il existe d'autres politiques favorables à la famille qui peuvent protéger la santé et la sécurité économique des parents (surtout des mères) et de leurs enfants et offrir un continuum en matière de modalités de garde.³⁷ Ces politiques comprennent le congé de maternité payé ; congé de paternité et congé parental de plus longue durée ; pauses d'allaitement au travail; et des allocations d'aide pour les enfants. Il faut effectuer davantage de recherches sur l'incidence relative des politiques complémentaires sur celles consacrées à la garde d'enfants, ainsi que sur la façon dont les différentes politiques interagissent et s'influencent mutuellement car cela permet de faire des choix en connaissance de cause pour définir la bonne combinaison de politiques (ceci est souligné dans le programme de recherche à la section 4). Les politiques relatives aux congés payés sont particulièrement importantes, car elles offrent une alternative aux services de garde d'enfants. Par exemple, en Suède, les services publics de garde d'enfants commencent à l'âge de 1 an grâce à la politique du congé parental prolongé (2006b). Dans l'encadré C.4, nous décrivons plus en détail les politiques favorables à la famille.



OBJECTIF 5: Veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants grâce à un système d'assurance qualité solide et à un personnel soutenu et compétent

Quels sont les éléments de base d'un programme de garde d'enfants ou d'EPE de qualité ?

La qualité d'un programme de garde d'enfants ou d'EPE dépend de plusieurs éléments différents, qui sont généralement classés en éléments « structurels » ou « de processus ». Afin de rendre ces idées plus exploitables, nous décomposons le concept de qualité en cinq catégories. (i) structure ; (ii) programme; (iii) personnel; (iv) interactions (ii à iv sont tous des aspects de la qualité du processus); et (v) système.³⁸ Les cinq catégories devraient être considérées comme faisant partie d'une approche intégrée, chaque catégorie appuyant les autres.

- La **qualité structurelle** est généralement la dimension de la qualité la plus facile à définir, mesurer et réglementer et comprend le ratio personnel / enfants, la taille du groupe et l'infrastructure physique.
- **Éléments de la qualité du processus :**
 - La **qualité du programme** fait référence au contenu, à la conception et à la prestation des programmes et comprend le curriculum, le matériel, la durée et l'intensité du programme et les stratégies d'engagement communautaire et parental.
 - La **qualité du personnel** est un facteur clé de la qualité des processus et renvoie aux qualifications, à l'expérience, aux compétences et aux conditions d'emploi des enseignants ou des aides de l'EPE.
 - La **qualité des interactions** reflète l'interaction sociale, émotionnelle et physique de l'enfant avec le matériel pédagogique, les autres enfants et les enseignants au quotidien..
 - La **qualité du système** fait référence au système global dans lequel les services de garde sont fournis. Les principaux aspects à prendre en considération comprennent les financements, les systèmes d'information, les systèmes d'assurance qualité ainsi que les connaissances et la capacité des chefs d'établissement à appuyer une EPE de qualité.

Bien qu'il existe une certaine convergence sur les éléments de base de la qualité qui sont nécessaires, il y a encore des variations entre les pays en ce qui concerne les paramètres de qualité qui sont pris en compte et le degré de prescription obligatoire. Le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par exemple, exigent tous qu'un programme particulier (ou un choix de plusieurs options) soit utilisé, tandis que d'autres pays, dont le Danemark, le Chili et la Jamaïque, exigent l'utilisation d'un programme approprié mais non spécifié. En ce qui concerne la surveillance des résultats du développement de l'enfant, le Chili et la Jamaïque sont plus normatifs que d'autres pays. Au Chili, six aspects du développement de l'enfant sont officiellement évalués au niveau préprimaire, y compris au moyen de tests et de tâches normalisés. Presque tous les pays de l'OCDE précisent les exigences de

³⁷ Pour un aperçu plus complet, voir Addati, Cassirer et Gilchrist (2014).

³⁸ De nombreux examens font une distinction entre la qualité « structurelle » et la qualité « des processus »; nous avons choisi d'élargir légèrement ces deux catégories pour refléter la prise de décisions en matière de politiques et de programmes. Cette section s'inspire de la Note d'approche du GSG DPE, « Comment la Banque mondiale peut-elle aider les pays à développer une éducation de la petite enfance de qualité ?? »

formation et de qualification des enseignants. Cependant, certains pays ne contrôlent que la certification des enseignants, tandis que dans d'autres, des inspections des enseignants également lieu (Anderson et al.2017). En Inde, malgré des directives complètes couvrant un certain nombre de dimensions clés, les directives relatives aux qualifications du personnel sont trop vagues, indiquant uniquement que le personnel doit être «correctement formé». La qualité des processus dans les sites de garde, qui fait référence aux diverses interactions entre les personnels et les enfants, est considérée comme l'un des aspects les plus importants de la qualité, mais elle peut être plus difficile à mesurer et à améliorer. Le tableau C.6 montre comment les normes de qualité varient d'un pays à l'autre.

Certains pays, dont l'Inde et la Jamaïque, ont un système progressif de normes de qualité, comprenant un ensemble de normes considérées comme les plus essentielles et de normes avancées conçues pour améliorer la pratique et à atteindre une qualité supérieure. Le système en vigueur en Jamaïque est très bien formulé avec des indications claires sur les normes juridiquement contraignantes. Pour les pays qui n'ont actuellement pas de normes de qualité et dans lesquels on trouve déjà plusieurs types de services de garde, un système progressif fondé sur les normes les plus critiques clairement identifiées comme telles et appliquées peut être un moyen pratique d'introduire des normes.

De nombreux pays ayant des systèmes qui fonctionnent bien ont des normes de qualité uniformes qui couvrent différents fournisseurs et groupes d'âge. Au Royaume-Uni et en Jamaïque, les normes de qualité couvrent tous les âges et tous les types de prestations et sont définies dans un cadre unique. Cela permet à toutes les parties prenantes de s'engager facilement tout en permettant une certaine variation selon les âges et / ou les prestataires. Par exemple, dans le cadre de l'EYFS (Early Years Foundational Stage) du Royaume-Uni, quelques normes, telles que les ratios de personnel et les exigences pour les environnements physiques, varient selon le type de fournisseur.

Le secteur non étatique devrait être inclus dans les politiques et les orientations du gouvernement en matière d'accréditation et d'assurance de la qualité, et la mise en place de services de garde sûrs et de bonne qualité revêt une importance primordiale. Cependant, il existe des exemples de contextes où des exigences d'enregistrement onéreuses ont des conséquences négatives pour les enfants et leur famille. Par exemple, les obstacles élevés face à la création de services en Afrique du Sud ont eu pour effet de dissuader les prestataires de s'établir, et un grand nombre d'entre eux continuent de fonctionner en dehors du système (BRIDGE et al. 2020). Kago Ya Bana, un programme de la Holland Foundation en Afrique du Sud, travaille avec les prestataires et la municipalité afin d'identifier et surmonter les obstacles à l'enregistrement. En Turquie, les besoins considérables en matière d'infrastructure ont amené les fournisseurs à facturer des frais plus élevés pour recouvrer les coûts de démarrage élevés et, par conséquent, les familles à faible revenu ne peuvent pas se le permettre (Banque mondiale, 2015a). La planification urbaine des infrastructures de garde d'enfants pourrait aider à résoudre les graves problèmes liés au manque d'espace et aux coûts de location élevés dans les zones urbaines, qui rendent actuellement de nombreux modèles destinés aux familles à faible revenu financièrement insoutenables. Au Rwanda, par exemple, l'offre par le gouvernement d'espaces publics sur les marchés est une approche prometteuse qui pourrait être reproduite ailleurs.

La plupart des pays à revenu élevé disposent de solides systèmes de contrôle qui combinent les inspections officielles et d'autres formes de contrôle telles que l'auto-évaluation et les enquêtes auprès des parents. La Finlande et l'Allemagne sont deux exceptions en la matière car ils n'ont pas de systèmes de contrôle obligatoire des normes. Le contrôle s'exerce plutôt au niveau local sur la base du volontariat (Anderson et al.2017). Les auto-évaluations et les enquêtes parentales sont largement utilisées dans les pays à revenu élevé. Sur les 22 pays de l'OCDE, 18 (82 %) ont des auto-évaluations et 15 (68 %) utilisent également des enquêtes parentales (OCDE, 2015b). La participation des parents et des communautés à la gouvernance et au contrôle de l'offre peut aider à assurer la pertinence et la qualité du programme. Fournir des informations aux parents a également été une stratégie fructueuse en matière de prestation de services d'EPE et d'éducation de base pour améliorer la qualité et l'engagement communautaire. Par exemple, le système d'évaluation et d'amélioration de la qualité (QRIS) aux États-Unis et le système Ofsted au Royaume-Uni permettent aux familles de voir et de comparer les notes de qualité des programmes.

Une stratégie efficace pour améliorer la qualité pourrait passer par l'engagement et la responsabilisation des parents. Les parents peuvent contribuer au fonctionnement des services de garde d'enfants, suivre les progrès de leur enfant en participant à son apprentissage et à son développement, soutenir l'autoréglementation des services de garde d'enfants et faire pression pour une meilleure qualité. Les services de garde d'enfants qui permettent aux parents d'avoir leur mot à dire dans la gestion du service peuvent également favoriser la confiance et la cohésion sociale (Moussié 2019). L'engagement parental se fait au moyen de mécanismes formels et informels. Les mécanismes plus formels comprennent la participation des parents à la gouvernance, la tenue de réunions régulières entre les parents et les personnels ainsi que l'établissement de normes de qualité qui comprennent des lignes directrices précises sur la participation des parents. Au Royaume-Uni par exemple, on exige qu'un aidant

soit désigné pour chaque enfant afin d'aider à bâtir les relations entre l'enfant et ses parents. En Nouvelle-Zélande, les parents participent activement à tous les types de services et sont également encouragés à diriger les services de garde d'enfants et d'apprentissage précoce³⁹. Les parents peuvent également influencer le marché et stimuler la concurrence entre les fournisseurs (s'il existe un choix de services disponibles). De tels mécanismes fondés sur le marché pourraient constituer une approche efficace pour promouvoir une meilleure qualité, surtout dans les pays où l'assurance qualité est faible et où l'assurance qualité dirigée par le gouvernement est moins susceptible de fonctionner. Dans certains cas, les parents peuvent même intervenir et prendre en charge des services qui ne répondent pas à leurs besoins. Par exemple, au marché Makola, un grand marché en plein air au Ghana, les parents ont pris en charge la gestion d'un centre de garde d'enfants dont la qualité avait diminué et qui ne tenait pas compte de leurs préoccupations (ONU Femmes 2019).

Il est fondamental de disposer d'un socle de données et il est donc crucial que les gouvernements mettent en place une bonne collecte de données pour guider la conception et la mise en œuvre des politiques et pour tenir compte des éléments clés du système de garde d'enfants. Tous les pays devraient s'efforcer d'avoir un bon dispositif de collecte de données concernant l'offre et la demande de services de garde et sur leurs résultats. Si l'on exclut les pays de l'OCDE et certains pays d'Amérique latine, très peu de pays disposent de données sur la garde des enfants, en particulier pour les enfants de moins de 3 ans. Cependant, il existe quelques exemples prometteurs de méthodes simples et peu coûteuses de collecte de données en Amérique latine, où plusieurs pays ont intégré des questions sur la garde des enfants dans les enquêtes auprès des ménages (Diaz et Rodriguez-Chamussy, 2016).

ENCADRÉ C.5 EXEMPLE DE COLLECTE DE DONNÉES À MÉTHODES MIXTES SUR LA DEMANDE ET L'OFFRE DE SERVICES DE GARDE D'ENFANTS EN EUROPE DE L'EST ET EN ASIE CENTRALE

Afin de mieux comprendre le contexte de l'offre de services de garde d'enfants (et de soins aux personnes âgées) en Europe de l'Est et en Asie centrale, une enquête sur la distribution des soins a été conçue et mise en œuvre dans sept pays dans les zones urbaines et rurales. Les travaux sur le terrain ont été divisés en deux grandes composantes : une évaluation de la demande et une évaluation de l'offre.

- L'évaluation de la demande comprenait des données sur l'utilisation du temps, les besoins en matière de soins, les perceptions et les préférences concernant les responsabilités en matière de soins, ainsi que les obstacles à l'accès aux services de garde. Dans la mesure du possible, il a suivi la dynamique de l'offre et de la demande de soins au niveau du ménage, les femmes et leur engagement sur le marché du travail se trouvant au centre. Cette évaluation comprenait des questionnaires quantitatifs individuels ainsi que des discussions qualitatives de groupe.
- L'évaluation de l'offre comprenait des données sur les types de services de garde d'enfants (publics et privés), la qualité, le coût et l'accessibilité, ainsi que la perception sociale et les points de vue normatifs sur les soins et l'utilisation des différentes alternatives disponibles. Il s'agissait des visites sur place, d'entretiens à méthodes mixtes et, le cas échéant, de listes de contrôle d'observation quantitatives.

Source: Banque mondiale, 2015b.

Les études faisant constamment ressortir l'importance de personnels bien formés pour la qualité des programmes de garde d'enfants et d'apprentissage précoce, de nombreux pays augmentent les exigences en matière de formation professionnelle de ces professionnels. Il existe un vaste ensemble de documents établissant un lien entre les avantages d'investir dans les services de garde d'enfants et d'apprentissage précoce et les résultats en matière de développement de l'enfant (p. ex., Wolf, Aber et Behrman 2018). Un programme de formation solide pour des professionnels de qualité doit comporter une formation initiale ainsi qu'une formation continue, un encadrement et une gestion des performances. Les qualifications varient désormais substantiellement d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays, allant du personnel ayant au moins une Licence au personnel qui n'a achevé qu'un d'enseignement secondaire quelconque.

³⁹ Site Web du gouvernement néo-zélandais : <https://parents.education.govt.nz/early-learning/getting-involved-in-your-childs-ece/>

ENCADRÉ C.6 EXEMPLES DE PAYS QUI ONT DES PROGRAMMES DE FORMATION COURTS OU PLUS SOUPLES EN MATIÈRE DE GARDE D'ENFANTS ET D'APPRENTISSAGE PRÉCOCE

Australie

Les directeurs et les enseignants qui travaillent dans le domaine de la protection et de l'éducation de la petite enfance en Australie doivent détenir un diplôme. Cependant, les éducateurs qui travaillent directement avec un groupe d'enfants ont besoin de connaissances plus spécialisées sur le développement de la petite enfance et de moins de compétences en gestion et doivent donc détenir uniquement une qualification de niveau certificat. La durée de ce certificat varie d'un État à l'autre, mais il faut généralement de 500 à 700 heures pour l'obtenir. Il est intégré au cadre national des compétences et mis en œuvre par un ensemble d'organismes de formation gouvernementaux et privés.

Mexique

Le Programme fédéral de garderies mentionné précédemment, en vigueur de 2007 à 2019, a favorisé un marché pour les services de garde à domicile, en offrant des subventions et en admettant un niveau inférieur de qualification pour les aidants. À la place d'un diplôme pertinent, les aidants de ce programme devaient posséder un certificat d'études secondaires et participer à une formation en vue d'obtenir un certificat de garde d'enfants. Le succès de l'opération a été remarquable et, en 2009, 3.446 aidants avaient reçu ce certificat. Toutefois, la qualité du programme a soulevé certaines préoccupations.

France

Les enseignants du préscolaire sont recrutés sur concours national ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme universitaire de trois ans qui sont ensuite formés pendant 18 mois supplémentaires. Pour les garderies (enfants de moins de 3 ans), les exigences sont plus souples. Au moins la moitié du personnel doit avoir un diplôme d'études postsecondaires adapté, un quart doit posséder des qualifications relatives au secteur et un quart est exempté de toute qualification, pourvu que l'employeur assure un encadrement adéquat.

Source: Productivity Commission (2011); Calderon (2014); Gerhard and Staab (2010); OECD (2015b).

Compte tenu de l'ampleur de la demande et de l'urgence du problème, de nombreux pays ont reconnu qu'il est nécessaire d'intensifier les programmes de formation des professionnels de la garde d'enfants et de l'apprentissage précoce d'une manière rentable et rapide, tout en continuant de promouvoir une bonne qualité. Plusieurs pays investissent actuellement dans des programmes de formation initiale plus courts des professionnels. Ces programmes sont souvent complétés par un soutien et une orientation continus et des parcours de formation connectés pour faciliter les progrès vers une qualification plus élevée plus tard (voir l'encadré C-6 pour des exemples). Certains pays qui ont des exigences plus élevées ont un niveau « préféré », puis un niveau plus faible si le niveau préféré ne peut pas être atteint. Une approche peu coûteuse prometteuse de renforcer les capacités des personnels de la garde d'enfants et de l'apprentissage précoce consiste à les intégrer à des programmes de compétences et d'emploi, offrant ainsi aux gouvernements une occasion unique de relever de multiples défis grâce à un seul investissement. (Voir la section 4).

Les programmes de formation et d'encadrement en interne peuvent également être efficaces pour perfectionner les compétences des personnels déjà en service. Une évaluation d'impact récemment publiée au Ghana a montré l'impact positif de l'amélioration des compétences des enseignants de maternelle (en grande partie non formés). La formation et l'encadrement des enseignants ont amélioré leur utilisation de la pédagogie ludique propre à la maternelle avec des effets persistants un an après la fin du programme. Cela s'est traduit par une meilleure préparation à l'école chez les enfants, notamment en alphabétisation et en calcul précoce ainsi qu'en aptitudes socioaffectives (Wolf Aber et Behrman 2018).

La plupart des pays doivent professionnaliser le personnel de garde d'enfants et d'apprentissage précoce afin d'améliorer la profession et en faire une option de carrière plus attrayante, respectée et sûre. L'Initiative sur les personnels de la garde d'enfants et de l'apprentissage précoce souligne l'importance de créer des compétences et des normes solides qui guident le travail des professionnels de la petite enfance et définissent des cheminements de carrière clairs, ainsi que l'importance d'établir des systèmes de rétroaction et d'encadrement continus.⁴⁰ Il est crucial d'établir des échelles salariales (avec des salaires décents) et de relever le statut de la profession. Des parcours flexibles pour les personnels travaillant dans toute la tranche d'âge (de la naissance à l'entrée à l'école primaire) assortis de salaires et de structures d'emploi similaires pourraient être envisagés afin d'éviter de dévaloriser les professionnels de la garde d'enfants qui se concentrent sur les plus jeunes enfants. En outre, dans les pays où l'offre de services non étatiques est encouragée, des soutiens supplémentaires devraient être envisagés afin d'aider les petits prestataires de services de garde d'enfants, en particulier les prestataires de services à domicile, à atteindre un certain niveau de qualité et de perdurer (Kaneko, Lombardi et Weisz 2020). Ces mesures de soutien pourraient comprendre l'établissement de réseaux (y compris des franchises plus formelles), des mécanismes de soutien par les pairs, des programmes de formation et d'encadrement, l'accès aux ressources d'apprentissage, etc. Voir l'annexe D pour de plus amples informations et des exemples de programmes qui soutiennent les petits prestataires afin d'encourager la qualité et des modèles financiers durables. (Par exemple, Kidogo Mamapreneurs au Kenya et SmartStart en Afrique du Sud).

⁴⁰ Site Web de l'ISSA : <https://www.issa.nl/workforce>

TABLEAU C.6.1 COMPARAISON DES NORMES DE QUALITÉ ET DES DISPOSITIFS DE SUIVI POUR CERTAINS PAYS

Remarque : Ce sont des exemples de normes de qualité clés, mais ce tableau n'est pas une liste exhaustive de tous les aspects de la qualité qui sont essentiels ou qui devraient faire l'objet d'une réglementation.

CATÉGORIES ET ÉLÉMENTS DE QUALITÉ		Royaume-Uni	JAMAÏQUE
		<i>Cadre législatif pour la Early Years Foundation Stage obligatoire pour tous les prestataires, y compris les écoles, les garderies et les assistantes maternelles.</i>	<i>Les standards relatifs au fonctionnement, à la gestion et à l'administration des structures de la petite enfance énoncent 12 normes.</i>
STRUCTUREL	Ratios personnel/enfant	Structures: âge <2 = 1: 3; âge 2 = 1: 4; 3 ans et plus = 1: 8 ou 1:13 (selon la qualification). Assistants maternelles: 1: 6 (ou max 3 sous 5 ou 1 sous 1)	Âge 1 = 1:5; âge 1-2 = 1:8; âge 3-5 = 1:10. Plus un minimum de deux adultes sur place en tout temps.
	Environnement physique et sécurité	2-3 - 3,5 m ² . Lignes directrices sur la sécurité des espaces intérieurs / extérieurs, le tabagisme, les évaluations des risques. Doit avoir un espace extérieur et une place pour dormir pour les enfants de moins de 2 ans (pas pour les assistantes maternelles).	Exigences détaillées pour le bâtiment, les installations et l'équipement. Au moins 1,9 mètre carré par enfant; aire de jeu adéquate à l'extérieur; clôturée et fermée.
PROGRAMME	Programme d'apprentissage	Doit utiliser le cadre national ou l'un des 3 autres programmes approuvés.	Doit avoir un programme hebdomadaire avec un large éventail de domaines spécifiés. Encouragé à suivre le programme approuvé par ECC
	Santé et nutrition	Politique de protection de l'enfant requise ; un minimum d'exigences concernant les médicaments, la nourriture et les boissons, les accidents ou les blessures.	Assainissement, approvisionnement en eau, stockage des aliments, dossiers de santé des enfants, plans et procédures institutionnels. Personnel formé aux premiers soins et à la maltraitance des enfants.
INTERACTIONS	Enfant-aidant, enfant-enfant et famille-aidant	Lignes directrices pour la gestion du comportement. La personne à qui les enfants sont assignés doit assurer une relation stable pour l'enfant et en établir une avec les parents.	Lignes directrices pour l'interaction et les comportements positifs, réglementation sur les châtimements corporels.
PERSONNEL	Qualification du personnel	Structures : le gestionnaire doit détenir une qualification pertinente de « niveau 3 ». Au moins 50% des autres membres du personnel doivent détenir une qualification pertinente de « niveau 2 ». Assistants maternelles : une formation pertinente est requise.	Si l'enfant de plus de 3 ans doit avoir un enseignant pleinement qualifié (titulaire d'un diplôme), Tous les autres membres du personnel doivent avoir suivi une formation en DPE dispensée par un établissement agréé.
SYSTÈME	Suivi du développement de l'enfant	Nécessaire de vérifier les progrès des enfants âgés de 2 à 3 ans et fournir aux parents un bref rapport écrit du développement de leur enfant.	Observations écrites sur les progrès de chaque enfant classés par domaines d'apprentissage.
	Assurance qualité	Un organisme indépendant (Ofsted) inspecte la conformité réglementaire et la qualité. Résultats publiés en ligne.	La Commission sur l'Education de la petite enfance (ECC) supervise toutes les institutions. Inspections deux fois par an.

Notes: Les normes pour le Royaume-Uni, la Jamaïque, l'Inde et le Chili sont tirées des documents de normes énumérés en haut; pour le Danemark, les informations proviennent de Bertram et Pascal (2016) et de l'OCDE (2006c). Informations supplémentaires sur le Chili fournies par Gerhard et Staab (2010) et OCDE (2015a).

TABLEAU C.6.2 COMPARAISON DES NORMES DE QUALITÉ ET DES DISPOSITIFS DE SUIVI POUR CERTAINS PAYS (SUITE.)

Remarque : Ce sont des exemples de normes de qualité clés, mais ce tableau n'est pas une liste exhaustive de tous les aspects de la qualité qui sont essentiels ou qui devraient faire l'objet d'une réglementation.

CATEGORIES AND ELEMENTS OF QUALITY		DENMARK	CHILE	INDIA
		Norme nationale	Normes nationales pour tous les établissements maternels / préscolaires conformément au projet de loi du Congrès de 2015.	Normes de qualité du MWCD pour la garde et l'éducation de la petite enfance. 11 standards non négociables plus un ensemble plus large de normes
STRUCTUREL	Ratios personnel/enfant	Ratios non réglementés à l'échelle nationale. Recommandé : 1-3 ans = 1:4-6; 3-6 ans = 1:8	Éducatrices : ratios d'environ 1:35 à 1:40 et assistants à 1:6-1:16 (selon l'âge)	De 0 à 3 ans = 1:10; de 3 à 6 ans = 1:20
	Environnement physique et sécurité	Régulation sur la santé et la sécurité qui couvrent des aspects comme l'espace intérieur	Normes minimales pour l'environnement physique et les conditions sanitaires. Doit avoir du mobilier, de l'équipement et du matériel pédagogique.	Salle de classe > 35 m ² pour 30 enfants. Espace extérieur disponible. Structurellement sûr. Equipements: eau potable, toilettes, lavage des mains.
PROGRAMME	Programme d'apprentissage	Doit utiliser un programme (depuis 2004) couvrant six thèmes clés. Il existe des directives nationales, mais elles ne sont pas obligatoires.	Doit utiliser un programme. Un programme national existe et peut être utilisé	Doit utiliser un programme d'études approprié (mais non spécifié) dispensé dans la langue locale. La journée en préscolaire devrait durer 4 heures.
	Santé et nutrition	Réglementations supplémentaires limitées. Le repas du midi doit être fourni et répondre aux normes nutritionnelles.		Trousse de premiers soins. Espaces séparés pour la cuisson des repas nutritifs et la sieste pour les enfants.
INTERACTIONS	Enfant-aidant, enfant-enfant et famille-aidant			Les normes plus larges comprennent des conseils sur les interactions avec les enfants et leurs parents
PERSONNEL	Qualification du personnel	Doit avoir un directeur et un adjoint - tous deux doivent être des éducatrices (cours de 3,5 ans dans une école spécialisée. Les assistants ont besoin d'une formation professionnelle secondaire. Aucune formation obligatoire pour les assistantes maternelles.	Éducatrices - Diplôme universitaire de 5 ans en EPE. Personnel de soutien - diplôme technique.	Personnel suffisamment formé (non spécifié)
SYSTÈME	Suivi du développement de l'enfant	Aucune réglementation nationale pour un suivi continu. Mais à 3 ans, le conseil municipal procède à une évaluation linguistique.	Six aspects du développement de l'enfant sont officiellement évalués au préprimaire, notamment au moyen de tests et de tâches standardisés.	Les normes plus générales comprennent des directives sur l'évaluation de l'enfant en fonction de l'âge.
	Assurance qualité	Suivi municipal de la qualité et programme approuvé également utilisé.	Organisme national responsable de l'accréditation et de l'inspection des services de l'EPE.	Non précisé. Mis en œuvre par les États. Déploiement limité à ce jour.

Notes: Les normes pour le Royaume-Uni, la Jamaïque, l'Inde et le Chili sont tirées des documents de normes énumérés en haut; pour le Danemark, les informations proviennent de Bertram et Pascal (2016) et de l'OCDE (2006c). Informations supplémentaires sur le Chili fournies par Gerhard et Staab (2010) et OCDE (2015a).

TABLEAU C.7 RÉSUMÉ DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET DES MESURES PRIORITAIRES VISANT À ASSURER DES SERVICES DE GARDE ABORDABLES ET DE QUALITÉ QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DES FAMILLES

OBJECTIFS STRATÉGIQUES	MESURES QUE LES GOUVERNEMENTS POURRAIENT PRENDRE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS
 <p>OBJECTIF 1 : Élargir l'accès aux services de garde d'enfants en favorisant divers types de services</p>	<ul style="list-style-type: none"> Effectuer des diagnostics au niveau du pays pour comprendre les besoins des familles et ajuster la programmation en conséquence. Utiliser plusieurs leviers pour soutenir l'expansion des services de garde d'enfants (parmi les options figurent : services de garde d'enfants délivrés par l'Etat, aide financière aux familles, mesures incitatives pour le secteur non étatique et services de garde d'enfants à la charge des employeurs). Intégrer les services de garde d'enfants à d'autres programmes publics existants (p. ex., les services de garde d'enfants en parallèle à des formations ou à des programmes de travaux publics pour maximiser la participation)
 <p>OBJECTIF 2 : Prioriser la couverture des services de garde pour les familles les plus vulnérables et s'assurer que des options gratuites et à faible coût sont disponibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> Prioriser les options de garde d'enfants pour les familles vulnérables (p. ex., places attribuées, services ciblés). Subventionner fortement les frais de garde d'enfants au moins pour les familles les plus vulnérables (par le biais d'un soutien financier aux familles et / ou de subventions aux prestataires non étatiques qui s'adressent aux familles vulnérables). Tenir compte des besoins et des solutions des travailleurs informels, notamment en identifiant les espaces qui pourraient être utilisés pour leur fournir des services près de leur lieu de travail ou dans leur quartier. Pour assurer l'équité, tenir compte des besoins des enfants particulièrement défavorisés (p. ex. enfants handicapés, minorités ethniques ou linguistiques, populations réfugiées ou autres personnes impactées par la violence et les conflits, etc. Appliquer des conditionnalités et vérifier les moyens pour s'assurer que les services financés par le gouvernement et les services non-étatiques soient accessibles aux familles à revenu faible Tirer parti des programmes existants destinés aux populations vulnérables (notamment pour identifier les populations cibles et / ou en s'appuyant sur les services qu'ils rendent).
 <p>OBJECTIF 3 : Allouer un financement suffisant pour rendre les services de garde de qualité abordables pour les familles</p>	<ul style="list-style-type: none"> Allouer suffisamment de fonds publics pour rendre les services de garde abordables pour toutes les familles. Envisager diverses sources de financement - financement public, financement par l'employeur, contributions individuelles raisonnables (pour ceux qui peuvent se le permettre) et d'autres types de financement de nature privée. Tirez parti des services de financement existants en intégrant la garde d'enfants dans les programmes correspondants pour des investissements gagnant-gagnant. Garantir un budget suffisant pour mettre en place et conserver un système d'assurance qualité robuste.
 <p>OBJECTIF 4 : Définir des dispositions institutionnelles claires et réalisables et assurer la cohérence du système</p>	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des dispositions institutionnels à même de bénéficier aux enfants de la naissance à l'entrée à l'école primaire pour promouvoir un environnement sûr et promouvoir leur développement. Identifier un ancrage institutionnel clair avec le mandat et les ressources à même de promouvoir l'accès, d'assurer la qualité, tout en établissant des rôles et des responsabilités clairs pour l'engagement des autres secteurs et des agences. Recueillir des données sur l'utilisation des services et leur qualité pour éclairer les dispositifs de mise en œuvre et les politiques. Adopter une approche impliquant tous les organes du gouvernement pour optimiser les programmes et les politiques visant à promouvoir à la fois le développement de l'enfant et l'emploi des femmes et assurer la cohérence du système (en tenant compte d'autres politiques complémentaires telles que les allocations familiales et le congé parental)
 <p>OBJECTIF 5 : Veiller à ce que les enfants se trouvent dans des environnements sûrs et stimulants grâce à un système d'assurance qualité solide et à un personnel soutenu et compétent</p>	<ul style="list-style-type: none"> Définir des règles d'enregistrement s'appliquant à tous les types de prestataires qui tiennent compte des réalités locales et qui sont suffisamment réalistes pour les encourager à s'enregistrer. Élaborer des normes de qualité complètes et cohérentes (avec des normes minimales claires et des parcours qui permettent de s'améliorer au fil du temps). Établir des systèmes de contrôle reposant sur des inspecteurs formés au développement de la petite enfance. Encourager l'engagement des parents et mettre en place des mécanismes pour les aider à soutenir le développement de leurs enfants et plaider en faveur de services de qualité. Mettre en place et soutenir une formation initiale et continue de qualité et apporter un appui aux professionnels de la garde d'enfants et de l'apprentissage précoce en mettant particulièrement l'accent sur la pratique. Professionaliser le personnel de garde d'enfants et d'apprentissage de la petite enfance moyennant des qualifications formelles, des parcours de carrière et une rémunération adéquate. Offrir un soutien aux prestataires de services à domicile et aux autres entrepreneurs (réseaux, programmes de formation et de coaching, soutien par les pairs, accès aux ressources d'apprentissage, etc.).

ANNEXE D.

Tirer parti des points d'entrée multisectoriels et des approches novatrices pour élargir l'accès aux services de garde d'enfants.

Les services de garde sont essentiels pour résoudre les multiples défis auxquels les gouvernements sont confrontés, et il existe de nombreux points d'entrée potentiels qui peuvent être exploités pour élargir l'accès à des services de garde abordables et de qualité. Bien que des fonds supplémentaires soient sans aucun doute nécessaires pour élargir l'accès, compte tenu de l'ampleur requise, il y a probablement un certain nombre d'occasions d'obtenir un financement dans le cadre de programmes existants qui pourraient financer un élargissement des services de garde d'enfants. Le tableau D.1 présente certains de ces points d'entrée. La recherche et l'exploitation de ces opportunités dans les pays peuvent maximiser le rendement des investissements et aider les gouvernements à atteindre de multiples objectifs avec des sources de financement limitées. À court terme, ces possibilités offrent des options pratiques et rapides pour accroître les ressources disponibles pour appuyer l'expansion des services de garde d'enfants pendant que les gouvernements travaillent à mobiliser de nouvelles ressources.


Bien que des fonds supplémentaires soient nécessaires pour la garde des enfants, les gouvernements ont déjà, de façon immédiate, des programmes qui peuvent être mis à profit pour soutenir la garde des enfants. Cinq idées d'investissements intelligents qui répondent à de multiples objectifs sont présentées ci-dessous. Ils sont:

- (i) offrir des services de garde pour faciliter la participation à des programmes de formation et d'acquisition de compétences;
- (ii) utiliser des programmes de compétences et de formation pour renforcer les capacités des personnels des services de garde;
- (iii) aider les entrepreneurs à ouvrir leurs propres structures de garde d'enfants;
- (iv) tirer parti des programmes de santé et de nutrition pour soutenir la garde des enfants; et
- (v) établir des services de garde d'enfants pour maximiser la participation aux programmes de travaux publics (ex. mobile creches).

(i) offrir des services de garde pour faciliter la participation à des programmes de formation et d'acquisition de compétences. L'intégration de la garde d'enfants dans les programmes de formation professionnelle peut aider à éliminer un obstacle commun à la participation (Buvinic, Furst-Nichols et Koolwal, 2014). Par exemple, au Pérou, seulement 42 % des quelque 2 000 micro-entrepreneures qui ont commencé un programme de formation professionnelle d'une durée de trois mois ont pu assister à au moins la moitié des séances de formation (trois par semaine) en raison du temps de déplacement et des responsabilités en matière de garde d'enfants (Valdivia 2015). Certains modèles prometteurs sont mis en œuvre : des services organisés par le projet et offerts gratuitement (par exemple, le programme *Chapeu de Palha Mulher* au Brésil et le programme *Economic Empowerment of Adolescent Girls and Young Women (EPAG)* au Libéria) ; modèles de services à frais modiques; des groupes communautaires dont les mères s'occupent à tour de rôle des enfants (par exemple, le programme *BRAC ELA* en Sierra Leone et en Tanzanie); et des allocations pour couvrir les frais de garde d'enfants grâce à des prestations externes. Certains systèmes d'enseignement supérieur aux États-Unis mettent également en place des services de garde d'enfants pour soutenir les parents étudiants (Gault Cruse et Schumacher 2019). L'État de New York a récemment annoncé qu'il financera un projet pilote pour aider les parents seuls qui fréquentent les campus des collèges communautaires, qui comprendra des services de garde sur place (État de New York 2019). Les modèles qui mettent l'accent sur la qualité des services de garde d'enfants et qui ne se contentent uniquement de relever les défis de la participation auront des avantages plus vastes.

(ii) utiliser des programmes de compétences et de formation pour renforcer les capacités des personnels des services de garde. Une approche rentable et prometteuse pour renforcer le personnel de garde d'enfants et d'apprentissage précoce consiste à combiner la garde d'enfants et l'apprentissage précoce à des programmes de compétences et d'emploi, offrant ainsi aux gouvernements une occasion unique de relever de multiples défis avec un seul investissement. Au cours des dernières années, des tendances telles que l'urbanisation rapide, la forte augmentation de la population jeune ainsi que le nombre grandissant de jeunes diplômés à la recherche d'opportunités correspondant à leurs compétences et à leurs attentes ont exacerbé le défi de l'emploi dans de nombreux pays. Cela a entraîné une demande croissante d'investissements dans les programmes de

TABLEAU 1D.1 D'ENTRÉE SECTORIELS POTENTIELS POUR INVESTIR DANS LA GARDE D'ENFANTS

SECTEUR	QUELQUES FACONS DE SOUTENIR LA GARDE D'ENFANTS
 ÉDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître les programmes d'éducation de la petite enfance et préscolaire en tenant compte de la façon dont ils assurent également une fonction de garde d'enfants (heures, emplacement, etc.) • Élaborer et mettre en œuvre une réglementation et des normes de qualité pour tous les services d'apprentissage précoce, y compris les services de garde d'enfants (en collaboration avec d'autres secteurs) • Offrir des services de garde afin de faciliter la participation à des programmes de formation et d'acquisition de compétences • Utiliser les programmes de compétences et de formation pour renforcer les capacités des personnels des services de garde d'enfants
 SANTÉ ET NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser les structures de garde d'enfants pour leur fournir des services permettant de lutter contre la malnutrition et de réduire le retard de croissance, en particulier pendant la période critique des 1000 premiers jours • Tirer parti des programmes de santé et de nutrition pour soutenir la garde des enfants • Utiliser les structures de garde d'enfants comme points de référence et améliorer l'efficacité des personnels de santé communautaires • Prendre en compte le fardeau que la garde représente pour les sœurs plus âgées avec des implications sur l'inscription des adolescentes à l'école et finalement sur le retardement du mariage et sur la réduction des risques de grossesse chez les adolescentes.
 GENRE	<ul style="list-style-type: none"> • Élargir les services de garde d'enfants afin d'améliorer l'emploi des femmes • Aider les femmes entrepreneures à offrir des services de garde d'enfants • Promouvoir des politiques complémentaires en matière de congé de maternité/ paternité et d'allaitement dans le lieu de travail
 PROTECTION SOCIALE ET EMPLOIS	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des services de garde d'enfants pour maximiser la participation des mères aux programmes de capacitation tels que la formation, l'acquisition de compétences y compris en matière de travaux publics (par exemple les crèches mobiles) • Encourager la garde d'enfants pour accroître la participation des femmes au marché du travail • Promouvoir les transferts d'argent ou les subventions d'aide à l'enfance, qui pourraient servir à la garde d'enfants et/ou aux prestations de maternité • En complément, promouvoir des politiques et des réglementations sur les congés de maternité et de paternité • Élargir la couverture des prestations complémentaires telles que les congés de maternité et de paternité aux travailleurs des secteurs formel et informel (p. ex. en instaurant une contribution volontaire à la sécurité sociale)
 AGRICULTURE	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des services de garde pour assurer la sécurité des enfants et accroître la productivité agricole
 DEVELOPPEMENT URBAIN	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des structures d'accueil pour les travailleuses dans les zones industrielles et les espaces publics urbains (par ex. marchés et décharges) • Investir dans les structures de garde d'enfants dans le cadre de programmes de « réhabilitation des bidonvilles
 SECTEUR PRIVÉ	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager la garde d'enfants pour accroître la participation des femmes au marché du travail et la productivité des entreprises • Établir des services de garde pour maximiser la participation aux programmes de formation • Soutenir l'expansion des services de garde grâce à des mécanismes de financement novateurs • Prioriser le secteur de la garde d'enfants dans le financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)

compétences et d'emploi. Le fait d'offrir des titres de compétence en matière de garde d'enfants et d'apprentissage des jeunes enfants (comme les fournisseurs de soins et les enseignants préscolaires) comme voie de formation dans le cadre de programmes de formation et d'acquisition de compétences peut contribuer à atténuer le chômage (et à accroître la participation des femmes au marché du travail), développer des compétences pertinentes à l'emploi liées à la demande du marché et offrir des opportunités de carrière intéressantes. Cette approche répond à une préoccupation commune selon laquelle les filières de formation peuvent être trop rigides ou rencontrer une demande du marché trop faible, ou les deux. Compte tenu de la demande fortement croissante de professionnels de la garde d'enfants et de l'apprentissage précoce, il devrait s'agir d'une option très pertinente pour une filière de compétences dans de nombreux pays (il faudrait cependant toujours effectuer une analyse du marché pour garantir une demande suffisante)⁴¹. Voici des exemples de pays :

- **Libéria**: Programme d'autonomisation économique des adolescentes et des jeunes femmes (Banque mondiale, Early Learning Partnership Trust Fund). Depuis 2016, la Banque mondiale collabore avec le gouvernement du Libéria pour intégrer une filière de formation au DPE dans le projet d'autonomisation économique des adolescentes et des jeunes femmes (EPAG), à un coût similaire à d'autres filières de formation professionnelle. Le programme consiste en trois mois de formation en classe portant sur le DPE, les aptitudes à la vie quotidienne, les compétences professionnelles et la préparation au travail suivis d'un stage de trois mois dans une classe maternelle. Des services de garde gratuits sont également offerts sur place pour maximiser la participation. Les résultats des deux premières phases ont été encourageants. Les deux cohortes ont atteint un taux d'emploi de plus de 90 %, et en 2017-2018, plus de 80 % des diplômés étaient employés spécifiquement dans les services de DPE (une amélioration de 20 points de pourcentage par rapport à la ronde pilote). Un ECR (essai de contrôle randomisé) est en cours pour évaluer l'impact sur la cohorte 2018-2019. De plus, l'équipe met au point une autre opportunité de perfectionnement professionnel afin d'aider les diplômés du programme de formation à ouvrir leurs propres garderies et structures préscolaires (conformément au modèle d'entrepreneuriat du DPE décrit ci-dessous).
 - **Rwanda** : Programme des jeunes aidants (DFID, Centre de développement de l'éducation). Ce projet pilote a placé les jeunes femmes sans emploi dans un programme de formation afin de former des aidants grâce à un programme de formation axé sur le DPE et les compétences plus larges de préparation au travail. L'évaluation d'impact a montré des résultats encourageants : 98% ont démontré une bonne connaissance du DPE et une qualité d'enseignement similaire à celle d'autres enseignants ayant un niveau supérieur de réussite scolaire et de formation, et en termes de développement de l'enfant, les gains cognitifs étaient au moins les mêmes ou plus élevés que dans les groupes de comparaison. L'emploi des diplômés du programme est passé de 24 pour cent au départ à 40 pour cent à la fin, 88 % occupant un emploi dans le DPE et 5 % dirigeant même leur propre structure. Le rapport final sur les résultats du Centre de développement de l'éducation indique que cette approche est en cours de mise à l'échelle, conformément aux institutions de formation professionnelle du gouvernement et met l'accent sur le renforcement de l'environnement propice, y compris l'accréditation et l'assurance qualité des prestataires de services de formation (EDC et Innovation pour l'éducation, 2015).
 - **Inde**: Skill India Mission Operation (Banque mondiale). Le projet actuel de 250 millions de dollars, Skill India Mission Operation (SIMO), soutenu par la Banque mondiale offre l'occasion d'élaborer des cours de formation de courte durée (3 à 6 mois) pour les professionnels du DPE. À titre provisoire, quatre rôles professionnels conformes au Cadre national de qualification professionnelle (CNEQ) ont été identifiés. Le cadre de qualification comprend une filière de compétences entrepreneuriales pour encourager les diplômés à ouvrir des crèches et des garderies privées. Une récente analyse du marché de la Banque mondiale en Inde a estimé qu'il faudrait jusqu'à 1,6 million de professionnels du DPE pour soutenir la garde des enfants de 31 millions de travailleuses (à l'exclusion du secteur agricole) d'ici 2021.
- (iii) **Aider les entrepreneurs à ouvrir leurs propres entreprises de garde d'enfants (dans une structure ou à domicile)**. Les programmes qui aident les entrepreneurs à ouvrir des services de garde d'enfants à faible coût peuvent répondre à la demande du marché et aussi encourager une offre de bonne qualité et des modèles financièrement viables. Les programmes de soutien pourraient comprendre du financement de démarrage, de la formation et du mentorat dans les domaines du DPE et des affaires, du soutien par les pairs et des outils pour promouvoir une gestion de qualité et efficace. Ce modèle reconnaît que le secteur non étatique joue un rôle

⁴¹ Pour de plus amples renseignements sur la conception du programme et sur les approches existantes, veuillez consulter la Note d'orientation du Partenariat pour l'apprentissage des jeunes enfants intitulée « Comment promouvoir le développement de la petite enfance au moyen de programmes de formation professionnelle et d'emploi » (Banque mondiale, 2018).

important dans l'offre de services de garde d'enfants, étant donné que de nombreux gouvernements n'ont pas les ressources financières, politiques et les solutions nécessaires, mais il tient également compte des risques d'une attention insuffisante accordée à la qualité et des contraintes auxquels de nombreux opérateurs potentiels font face quand ils veulent rentrer sur le marché. Les programmes qui fournissent un soutien important aux entrepreneurs pour ouvrir des garderies ou des services de garde à domicile peuvent encourager une offre privée de bonne qualité et financièrement viable à faible coût. Plusieurs programmes non gouvernementaux existent dans le monde, notamment Kidogo Mamapreneurs au Kenya et SmartStart en Afrique du Sud, qui ont établi des réseaux de franchise sociale pour les entrepreneurs du DPE et fournissent un ensemble de soutien (sous réserve de certaines conditions). Bien que ces programmes soient très prometteurs, il faut un examen plus approfondi de la qualité de l'offre et l'impact sur les résultats en matière de développement de l'enfant. En outre, il faut davantage d'informations sur les modèles qui peuvent promouvoir l'amélioration des revenus et des prestations de sécurité sociale pour ceux qui établissent ces services et y travaillent. Voici des exemples de programmes d'entrepreneuriat du DPE

- **Afrique du Sud** : SmartStart franchise sociale d'apprentissage précoce. Le programme SmartStart cherche à offrir une solution systémique au défi que représente la prestation d'un apprentissage précoce à grande échelle en aidant les hommes et les femmes sans emploi à mettre sur pied leurs propres centres pour les enfants de 3 à 4 ans. Il existe trois modèles de programmes différents : un groupe de jeu pour au moins deux séances de trois heures par semaine, un programme de garde d'enfants de 25 heures par semaine ; et une routine en classe dans les centres de la petite enfance existants. Le programme est appuyé par des ressources opérationnelles et du matériel de jeu, des processus d'octroi de licences et d'assurance qualité, et un réseau de « clubs » qui offrent un soutien par les pairs. Il fonctionne comme une franchise sociale en deux parties : (i) un réseau de franchises d'ONG SmartStart ; et (ii) des centres SmartStart individuels. Depuis 2015, 6.429 centres ont été créés pour plus de 63.498 enfants. SmartStart vise à créer 9.000 centres SmartStart d'ici 2020. La capacité d'évoluer rapidement est attribuable au modèle de franchise sociale en deux parties, aux pratiques obligatoires et au soutien simplifié et adapté. Afin d'assurer la qualité et la durabilité à grande échelle, le programme examine les questions clés entourant l'assurance qualité pour les ONG en franchise, le rôle du centre et les coûts du suivi et du soutien continu. Une évaluation a eu lieu en 2019 et les premières analyses ont révélé de fortes améliorations.
- **Kenya** : Kidogo Mamapreneurs. Kidogo vise à améliorer la qualité des services de garde d'enfants dans les établissements informels du Kenya grâce à un modèle de franchise sociale en étoile qui fournit une formation (liée au développement de la petite enfance et à la gestion d'un centre), un kit de démarrage avec des ressources clés, et un mentorat continu pour les femmes afin de créer ou de développer leurs propres centres de garde d'enfants de qualité. Kidogo travaille actuellement avec environ 150 femmes (au service de plus de 4 000 enfants et familles par jour) qui étaient propriétaires de centres existants ou qui ont ouvert de nouveaux centres. Kidogo cherche à se développer au Kenya, puis en Afrique de l'Est. Les principaux domaines d'intérêt à l'avenir comprennent l'amélioration de la qualité des centres, le perfectionnement du modèle de franchise et la réduction des coûts de contrôle et d'assurance qualité.

(iv) **Tirer parti des programmes de santé et de nutrition pour soutenir la garde des enfants.** Le sommet Nutrition pour la croissance (N4G) de 2013 a suscité une attention et un financement accrus pour la nutrition (Rapport sur la nutrition mondiale 2020). Comme indiqué à la section 1, les services de garde d'enfants peuvent avoir un impact positif sur les résultats nutritionnels, et les prestataires privés consacrent une part importante de leur budget (25 à 50 %) à la nutrition. Les services de garde d'enfants offrent un point d'entrée facile pour rejoindre les familles et peuvent aider à identifier les personnes vulnérables en s'alignant sur les services de garde qui ciblent les familles vulnérables. Tirer parti du financement de la nutrition pour les services de garde d'enfants pourrait donc être avantageux pour les investissements dans la nutrition et les prestataires de services. Par ailleurs, il pourrait être possible de s'appuyer sur les services de santé et de nutrition existants pour établir des services de garde d'enfants, en tirant parti de l'infrastructure et des ressources existantes.

- **Inde**: Integrated Child Development Services (ICDS). Le programme ICDS en Inde est l'un des plus importants programmes de DPE dirigés par le gouvernement au monde. Depuis 1975, elle fournit une gamme de services aux enfants de 0 à 6 ans et à leurs mères grâce à un réseau de travailleurs d'Anganwadi. Les services comprennent la nutrition complémentaire, les bilans de santé et les références, les vaccinations, la nutrition et l'éducation à la santé et, plus récemment, l'éducation

préscolaire (non formelle).⁴² Les programmes de l'ICDS offrent désormais plusieurs heures d'éducation préscolaire chaque jour pour les enfants âgés de 3 à 6 ans. En 2017, un nouveau module de formation a été conçu pour les travailleurs d'Anganwadi afin de renforcer la composante protection et éducation de la petite enfance (EPPE).⁴³

(iv) **Mettre en place des services de garde d'enfants pour maximiser la participation jusqu'à leur terme à des programmes en cours d'accès au marché du travail et d'autonomisation y compris les programmes de compétences et de formation ainsi que les programmes associés au domaine des travaux publics (par exemple, les crèches mobiles).** Mettre l'accent sur la garde des enfants pour maximiser la participation aux travaux publics, aux programmes de compétences et de travail peut être un moyen rentable d'accroître la participation et la réussite des groupes vulnérables et de tirer parti des investissements existants pour obtenir de multiples retombées. Pour que cela soit efficace, la garde d'enfants devrait être reconnue comme un élément de conception de base des programmes, plutôt que d'être intégrée plus tard comme un ajout. La fourniture de services de garde d'enfants sur place pour les programmes de compétences et d'emploi peut également être une source d'emploi à part entière.

- **Rwanda** : Vision 2020 Programme Umurenge. Le principal programme de protection sociale du Rwanda, le programme Vision 2020 Umurenge, a récemment élargi le volet des travaux publics pour cibler 75 000 ménages ayant des opportunités de travail pluriannuelles et flexibles, ainsi que l'accès à des services de garde à domicile et communautaires. L'offre de services de garde d'enfants vise à alléger le fardeau de la garde des femmes mais elle offre également une source d'emploi à part entière : les participants aux travaux publics ont la capacité de travailler au sein de ces services de garde d'enfants du projet et de recevoir le même salaire que les autres participants au programme de travaux publics (Banque mondiale, 2019d).
- **Burkina Faso**: Mobile Creches. Le programme Mobile Creches piloté au Burkina Faso a été développé pour soutenir un projet de compétences et d'emploi qui offre à plus de 46000 jeunes (principalement des femmes) des opportunités de travail public temporaire (CFI.co 2019). Des crèches mobiles ont été mises au point après que l'on eut remarqué que bon nombre des participants amenaient leurs jeunes enfants sur leur lieu de travail parce qu'ils n'avaient pas d'autres services de garde car trop coûteux ou trop éloignés des lieux de travail. Les enfants avaient été laissés sans protection à côté de chantiers de construction en activité. Le projet a établi un modèle de garde d'enfants mobile formalisé, qui suit les femmes pendant qu'elles se déplacent entre les lieux de travail (chaque placement étant d'environ six mois). Les crèches mobiles sont installées dans un bâtiment vide offert par l'autorité locale ou à l'extérieur sous un arbre. L'UNICEF a fait don de nombreuses grandes tentes pour protéger les enfants. Le gouvernement a travaillé avec le projet à l'élaboration d'une liste normalisée de matériels (tous résistants aux intempéries) et d'un programme stimulant fondé sur le programme préscolaire national, adapté aux jeunes enfants

⁴² Integrated Child Development Services (ICDS), Government of India (Accessed August 2020) <https://icds-wcd.nic.in/icds.aspx>

⁴³ Voir le lien suivant pour le manuel de formation du ministère des Femmes et du Développement de l'enfant : https://wcd.nic.in/sites/default/files/EEC%20Training%20Module%20for%20Anganwadi%20Workers_1.pdf

Références

- Actionaid. 2015. *Close the gap! The cost of inequality in women's work*. Available at https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/womens_rights_on-line_version_2.1.pdf
- Addati, L., N. Cassirer, and K. Gilchrist. 2014. *Maternity and Paternity at Work – Law and Practice Across the World*. Geneva: ILO (International Labour Organization).
- Alfers, L. 2016. *Our children do not get the attention they deserve*. WEIGO Child Care Initiative Research Report. Cambridge, MA: WEIGO
- Anderson, K., A. Raikes, S. Kosaraju, and A. Solano. 2017. *National Early Childhood Care and Education Quality Monitoring Systems*. Washington, DC: Brookings.
- Araujo, M.C., F. López-Boo, and J.M. Puyana. 2013. *Overview of ECD Services in LAC*. Inter-American Development Bank.
- Attanasio, O., R. Paes de Barro, P. Carneiro, D. Evans, L. Lima, P. Olinto, and N. Schady. 2017. *Impact of free availability of public childcare on labour supply and child development in Brazil*. 3ie Impact Evaluation Report 58. New Delhi: International Initiative for Impact Evaluation (3ie).
- Baker, M., J. Gruber, and K. Milligan. 2008. Universal child care, maternal labor supply, and family well-being. *Journal of Political Economy* 116(4): 709-745.
- _____. 2019. The Long-Run Impacts of a Universal Child Care Program. *American Economic Journal: Economic Policy* 2019, 11(3): 1-26
- Baltag, V. 2020. *Hidden from view: a case for more attention to young carers in global and national education and health agendas*. Presentation September 16, 2019. World Health Organization.
- Banerjee, A., E. Duflo, R. Glennerster, and C. Kinnan. 2015. The miracle of microfinance? Evidence from a randomized evaluation. *American Economic Journal: Applied Economics* 7 (1): 22-53.
- Bardasi, E., K. Beegle, A. Dillon, and P. Serneels. 2010. *Do Labor Statistics Depend on How and Whom the Question was asked? – Results from a Survey Experiment in Tanzania*. Policy Research Working Paper 5192. Washington, DC: The World Bank.
- Bennett, J. 2008. *Benchmarks for Early Childhood Services In OECD Countries*. UNICEF Innocenti Research Centre.
- Bennett, J., and Y. Kaga. 2010. The Integration of Early Childhood Systems within Education. *International Journal of Child Care and Education Policy* 4(1): 35-43
- Berlinski, S., and S. Galiani. 2007. The effect of a large expansion of pre-primary school facilities on preschool attendance and maternal employment. *Labour Economics* 14(3): 665-680.
- Berlinski, S., M.M. Ferreya, L. Flabbi, and J. D. Martin. 2020. *Child Care Markets, Parental Labor Supply, and Child Development*. IZA Discussion Paper 12904. Bonn: Institute for the Study of Labor.
- Bernal, R., and C. Fernandez. 2012. Subsidized childcare and child development in Colombia: Effects of Hogares Comunitarios de Bienestar as a function of timing and length of exposure. *Social Science & Medicine* 97: 241-249.
- Bernal, R., C. Fernandez, C. Florez, and A. Gaviria. 2009. *Evaluación de impacto del Programa Hogares Comunitarios de Bienestar del ICBF*. Bogotá, Colombia: Centro de Estudios de Desarrollo Económico (CEDE), Universidad de los Andes, Documentos CEDE, No. 005854.
- Bertram, T., and C. Pascal. 2016. *Early Childhood Policies and Systems in Eight Countries. Findings from IEA's Early Childhood Education Study*. IEA (International Association for the Evaluation of Educational Achievement).
- Bhatkal, T. 2014. *What Do Women Want? Gender, Perceptions Data and Development Priorities*. London: ODI (Overseas Development Institute).
- Bidwell, K., and L. Watine. 2014. *Exploring Early Education Programs in Peri-urban Settings in Africa*. IPA (Innovations for Poverty Action). https://www.poverty-action.org/sites/default/files/publications/final_ecd_report_full.pdf
- Black, M. M., S. P. Walker, L. C. H. Fernald, et al. 2017. Early child development coming of age: Science through the life-course. *The Lancet* 389(10064): 77-90.

- Blau, D. M., and J. Currie. 2006. Preschool, day care, and afterschool care: Who's minding the kids. *Handbook of the Economics of Education* 2: 1163-1278.
- Boateng-Pobee, L. 2018. *Accra Childcare Mapping*. Accra, Ghana: WIEGO.
- Bonnet, F, J. Vanek, and M. Chen. 2019. *Women and Men in the Informal Economy – A Statistical Brief*. Manchester, UK: WIEGO.
- Bouguen, A., D. Filmer, K. Macours, and S. Naudeau. 2013. *Impact Evaluation of Three Types of Early Childhood Development Interventions in Cambodia (English)*. Policy Research working paper no. WPS 6540, Impact Evaluation series, no. IE 97. Washington, DC: World Bank.
- Boushey, H., and S.J. Glynn. 2012. *There Are Significant Business Costs to Replacing Employees*. Issue Brief. Washington, DC: Center for American Progress.
- BRIDGE, Ilifa Labantwana, National ECD Alliance, Nelson Mandela Foundation, Smartstart, and South African Congress for Early Childhood Development. 2020. *The Plight of the ECD Workforce: An Urgent Call for Relief in the Wake of Covid-19*. <https://ilifalabantwana.co.za/wp-content/uploads/2020/04/Final-report-The-plight-of-the-ECD-workforce.pdf>
- Britto, P., H. Yoshikawa and K. Boller. 2011. Quality of early childhood development programs and policies in global contexts: Rationale for investment, conceptual framework and implications for equity. *Social Policy Report* 25(2): 1-31
- Buvinic, M., R. Furst-Nichols, and G. Koolwal, G. 2014. *Data2X: Mapping Gender Data Gaps*. Washington, DC: United Nations Foundation.
- Calderon, G. 2014. *The Effects of Child Care Provision in Mexico*. Working Paper no. 2014-07. Banco de Mexico.
- Cassirer, N., and L. Addati. 2007. *Expanding women's employment opportunities: Informal economy workers and the need for childcare*. Geneva: ILO (International Labour Organization). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_145652.pdf
- CFI.co. 2019. *World Bank on social protection in Africa: Burkina Faso mobile childcare scheme could transform public works*. Online article posted at <https://cfi.co/africa/2019/01/world-bank-on-social-protection-in-africa-burkina-faso-mobile-childcare-scheme-could-transform-public-works/> Accessed May 2019
- Cho, Y., D. Kalomba, A.M. Mobarak, and V. Orozco. 2013. *Gender Differences in the Effects of Vocational Training Constraints on Women and Drop-Out Behavior*. Policy Research Working Paper 6545. Washington, DC: World Bank
- Clark, S., C. Kabiru, S. Laszlo, and S. Muthuri. 2019. The impact of childcare on poor urban women's economic empowerment in Africa. *Demography, Springer; Population Association of America (PAA)* 56(4): 1247-1272.
- Corazzini, L., Meschi, E., and Pavese, C. 2020. *Impact of Early Childcare on Immigrant Children's Educational Performance*. Center for European Studies.
- Crouch, L., K. Merseth, A. Devercelli, et al. 2019. *Over-Enrollment in the Early Grades*. Washington, DC: World Bank. <http://documents.worldbank.org/curated/en/286211552290431263/Over-Enrollment-in-the-Early-Grades>
- Cunha, F., and J. Heckman. 2007. The technology of skill formation. *American Economic Review* 97(2): 31-47
- Cunha, F., J.J. Heckman, L. Lochner, and D. Masterov. 2006. Interpreting the evidence on life cycle skill formation. *Handbook of the Economics of Education* 1: 697-812.
- Dang, H.-A., M. Hiraga, and C.V. Nguyen. 2019. *Child Care and Maternal Employment: Evidence from Vietnam*. GLO Discussion Paper Series 349. Global Labor Organization (GLO).
- Deci, E. L., and R. M. Ryan. 1985. *Intrinsic Motivation and Self-Determination in Human Behavior*. New York: Plenum.
- DEEPEN. 2014. *Schools as a Sustainable Business Survey – Assignment report*. -
- _____. 2018. *How Targeted Finance Can Stimulate Low-Fee Schools – Case Study*. Accion Microfinance Bank.
- Del Boca, D., C. Pronzato, and G. Sorrenti. 2015. When rationing plays a role: Selection criteria in the Italian early child care system. *Carlo Alberto Notebooks* no. 399, Collegio Carlo Alberto, Turin, Italy.
- Delecourt, S., and A. Fitzpatrick. 2019. *The Baby Profit Gap: How Childcare Duties Impact Entrepreneurial Performance*. Working paper. Stanford University.
- Delhi FORCES. 2009. *Spotlight on the Young Child in Delhi Slums*. Consultation organized by Delhi FORCES and supported by Oxfam GB, December 17, 2009.
- Diaz, M. M., and L. Rodriguez-Chamussy. 2013. *Childcare and Women's Labor Participation: Evidence for Latin America and the Caribbean*. Technical Note No. IDB-TN-586. Washington, DC: IDB (Inter-American Development Bank).
- _____. 2016. *Cashing in on Education – Women, Childcare and Prosperity in Latin America and the Caribbean*. Washington, DC: IDB (Inter-American Development Bank).
- Drange, N., and T. Havnes. 2015. *Child Care Before Age Two and the Development of Language and Numeracy: Evidence from a Lottery*. IZA Discussion Paper 8904. Bonn: Institute for the Study of Labor.
- EDC (Education Development Center) and Innovation for Education. 2015. *Final Outcome Evaluation Report*. Available at <https://www.edc.org/innovation-education-final-outcome-evaluation-report>

- ELP (Early Learning Partnership) ELSR. 2018. *Early Learning in Ethiopia: Equitable Access and Learning*. Early Learning Partnership Ethiopia System Diagnostic Report. http://ecdmeasure.org/wp-content/uploads/2019/05/Ethiopia-ELP-System-Diagnostic-Final_Nov-2018_updated.pdf
- Elsey, H., M. Saidur, R. Shawon, et al. 2019. *Providing Day-Care for Urban Poor Families, Enabling a Cultural Shift: Findings of a Mixed Methods Study in Dhaka, Bangladesh*. Presentation at World Bank Childcare Meeting, London, July 15-16, 2019. Paper awaiting publication.
- Engle, P.L., L.C. Fernald, H. Alderman, et al. 2011. Strategies for reducing inequalities and improving developmental outcomes for young children in low-income and middle-income countries. *Lancet* 378: 1339–53.
- Ernst & Young. 2013. *Colombian decree regulates withholding of new CREE tax* [https://www.ey.com/Publication/vwLU-Assets/Colombian_decree_regulates_withholding_of_new_CREE_tax/\\$FILE/2013G_CM3448_Colombian%20decree%20regulates%20withholding%20of%20new%20CREE%20tax.pdf](https://www.ey.com/Publication/vwLU-Assets/Colombian_decree_regulates_withholding_of_new_CREE_tax/$FILE/2013G_CM3448_Colombian%20decree%20regulates%20withholding%20of%20new%20CREE%20tax.pdf) (accessed August 2020)
- European Commission. 2016. Eurostat. 2016 EU-SILC MODULE Access to services. <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/1012329/8088300/LC+221-18+EN+Module+2016+assessment.pdf/82b23b36-9e04-4905-ab74-9a07f1223637>
- _____. 2017. *Country Report, United Kingdom 2017* <https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2017-european-semester-country-report-united-kingdom-en.pdf>
- _____. 2018. *Barcelona Objectives: Report from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions*.
- Felfe, C., and R. Lalive. 2014. *Does Early Child Care Help or Hurt Children's Development?* IZA Discussion Paper 8484. Bonn: Institute for the Study of Labor.
- Fong, M., and M. Lokshin. 2000. *Child Care and Women's Labor Force Participation in Romania*. Washington, DC: The World Bank.
- Fort, M., A. Ichino, and G. Zanella. 2017. *The Cognitive Cost of Daycare 0-2 for Children in Advantaged Families*. Paper available at http://econ.sciences-po.fr/sites/default/files/file/melissa/fort_ichino_zanella_rev1.pdf
- Fox, L., C. Haines, J. Muñoz, and A. Thomas. 2013. *Africa's Got Work to Do: Employment Prospects in the New Century*. IMF Working Paper. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Fox, L., and O. Pimhidzai. 2013. *Different Dreams, Same Bed. Collecting, Using, and Interpreting Employment Statistics in Sub-Saharan Africa—The Case of Uganda*. Policy Research Working Paper 6436. Washington, DC: The World Bank.
- FSG. 2015. *Understanding the Affordable Private School Market in India: Program to Improve Private Early Education (PIPE)*. Online report, available at <https://www.fsg.org/sites/default/files/Understanding%20the%20Affordable%20Private%20School%20Market%20in%20India.pdf> (Accessed February 2019).
- Garces, E., D. Thomas, and J. Currie. 2000. *Longer Term Effects of Head Start*. NBER Working Paper No. 8054. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Gathmann, C., and B. Sass. 2012. *Taxing Childcare: Effects on Family Labor Supply and Children*. IZA Discussion Paper 6440. Bonn: Institute for the Study of Labor.
- Gault, B., L.R. Cruse, and R. Schumacher. 2019. *Bridging Systems for Family Economic Mobility: Postsecondary and Early Education Partnerships*. Washington, DC: Institute for Women's Policy Research.
- Gelbach, J. 2002. Public Schooling for Young Children and Maternal Labor Supply. *The American Economic Review* 92(1): 307-322.
- Gerhard, R., and S. Staab. 2010. *Childcare Service Expansion in Chile and Mexico, For Women or Children or Both?* Gender and Development Programme Paper no. 10. Geneva: UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development).
- Gertler, P. J., R. Heckman, A. Pinto, et al. 2014. Labor market returns to an early childhood stimulation intervention in Jamaica. *Science* 344(6187): 998-1001.
- Giese, S., and D. Budlender. 2011. *Government Funding for Early Childhood Development*. Learning Brief No. 1. Ilifa Labantwana. <https://ilifalabantwana.co.za/wp-content/uploads/2017/06/Government-funding-for-ECD-in-South-Africa-summary.pdf> (Accessed October 2019)
- Global Nutrition Report. 2020. <https://globalnutritionreport.org/reports/2020-global-nutrition-report/> (Accessed September 2020)
- Government of Jamaica. 2017. *Government to Take Over Private Early Childhood Institutions*. <https://moey.gov.jm/government-take-over-private-early-childhood-institutions> (Accessed April 3, 2019)
- _____. 2018. *Education Ministry To Establish Two Day-Care Centres In Each Constituency* <https://moey.gov.jm/education-ministry-establish-two-day-care-centres-each-constituency> (Accessed April 3, 2019)
- Gunatilaka, Ramani. 2013. *To Work or Not to Work? Factors Holding Women Back From Market Work in Sri Lanka*. ILO Asia-Pacific Working Paper. New Delhi: International Labour Office.
- Gustafsson-Wright, E., S. Gardiner, and V. Putcha. 2015. *The Potential and Limitations of Impact Bonds: Lessons from the First Five Years of Experience Worldwide*. Global Economy and Development Program. Washington, DC: Brookings.

- Halim, D.Z., H.C. Johnson, and E. Perova. 2019. *Preschool Availability and Female Labor Force Participation: Evidence from Indonesia*. Washington, DC: World Bank.
- Harper, S., N. Austin, and A. Nandi. 2017. *Daycare and Women's Health, Social, and Economic Outcomes in Low- and Middle-Income Countries: Systematic Review and Evidence Synthesis*. GrOW Working Paper no. GWP-2017-07. ISID (Institute for the Study of International Development).
- Heckman, J. 2006. Skill formation and the economics of investing in disadvantaged children. *Science* 312 (5782): 1900–02.
- _____. 2008a. The case for investing in disadvantaged young children. In *Big Ideas for Children: Investing in Our Nation's Future* (pp. 49–58). Washington, DC: First Focus.
- _____. 2008b. *Schools, Skills, and Synapses*. Discussion Paper No. 3515. Bonn, Germany: IZA.
- _____. 2010. The rate of the return to the HighScope Perry Preschool Program (with S. H. Moon, R. Pinto, P. A. Savellyev, A. Yavitz). *Journal of Public Economics* 94: 114–128.
- Heckman, J. J., and D. V. Masterov. 2007. The productivity argument for investing in young children. *Applied Economic Perspectives and Policy* 29(3): 446–493.
- Hein, C., and N. Cassirer. 2010. *Workplace Solutions for Childcare*. Geneva: ILO (International Labour Organisation).
- Heymann, J. 2007. *Forgotten Families: Ending the Growing Crisis Confronting Children and Working Parents in the Global Economy*. Oxford: Oxford University Press
- Howes, C., M. Burchinal, R. Pianta, D. Bryant, D. Early, R. Clifford, and O. Barbarin. 2008. Ready to learn? Children's pre-academic achievement in pre-Kindergarten programs. *Early Childhood Research Quarterly* 23(1): 27–50.
- IFC (International Finance Corporation). 2016. *She Works: Putting Gender-Smart Commitments into Practice*. Washington, DC.
- _____. 2017. *Tackling Childcare: The Business Case for Employer-Supported Childcare*. Washington, DC.
- _____. 2018. *Measuring the Business Case for Employer Supported Childcare*. Presentation by Ariane Hegewisch for IFC Tackling Childcare Partnership Webinar, March 27, 2018.
- ILO (International Labour Organization). 2017. *World Social Protection Report 2017–19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development OBJECTIFS*. Geneva.
- _____. 2018a. *Better Factories Cambodia. Towards Gender Equality – Lessons from Factory Compliance Assessments 2016-17*. Geneva.
- _____. 2018b. *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*. Geneva.
- _____. 2018c. *Global Wage Report 2018-19*. Geneva.
- _____. 2018d. *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*. Geneva.
- Kagan, S., and J. Roth. 2017. Transforming Early Childhood Systems for Future Generations: Obligations and Opportunities. *International Journal of Early Childhood* 49: 137-154
- Kaneko, M., J. Lombardi, and A. Weisz. 2020. Support Programs for Home-based Child Care: A Global Study. Spring Impact.
- Karoly, L., P.W. Greenwood, S.S. Everingham, J. Houbé, M.R. Kilburn, C.P. Rydell, M. Sanders, and J. Chiesa. 1998. *Investing in Our Children: What We Know And Don't Know About The Costs And Benefits Of Early Childhood Interventions*. Santa Monica, CA: RAND.
- Kusakabe, K. 2006. *Reconciling Work and Family: Issues and Policies in Thailand*. Conditions of Work and Employment Series No. 14. Geneva, ILO.
- Langsten, R., and R. Salem. 2008. Two approaches to measuring women's work in developing countries: A comparison of survey data from Egypt. *Population and Development Review* 34(2): 283–305.
- Leroy, J., P. Gadsden, and M. Guijarro. 2012. The impact of daycare programmes on child health, nutrition and development in developing countries: a systematic review. *Journal of Development Effectiveness* 4 (3): 472-496
- Lokshin, M. 1999. *Household Childcare Choices and Women's Work Behavior in Russia*. Washington, DC: The World Bank.
- Lokshin, M., E. Glinskaya, and M. Garcia. 2000. *The Effect of Early Childhood Development Programs on Women's Labor Force Participation and Older Children's Schooling in Kenya*. Policy Research Working Paper no. WPS 2376. Washington, DC: World Bank.
- Lu, C., M. Black, and L. Richter. 2016. Risk of poor development in young children in low-income and middle-income countries: An estimation and analysis at the global, regional, and country level. *The Lancet Global Health* 4(12): E916-E922.
- Macours, K., and R. Vakis. 2014. Changing households' investment behaviour through social interactions with local leaders: Evidence from a randomised transfer programme. *The Economic Journal* 124, no. 576: 607-633.
- Madurawala, D.S.P. 2009. Labour force participation of women in child-bearing ages, Sri Lanka. *Sri Lanka Journal of Population Studies* 11: 1-38.
- Malmberg, L., P. Mwaura, and K. Sylva. 2011. Effects of a preschool intervention on cognitive development among East-African preschool children: A flexibly time-coded growth model. *Early Childhood Research Quarterly* 26: 124-133

- Martinez, S., S. Naudeau, V. Pereira. 2012. *The Promise of Preschool in Africa: A Randomized Impact Evaluation of Early Childhood Development in Rural Mozambique*. Washington, DC: World Bank.
- Mathematica Policy Research. 2002. *Making a Difference in the Lives of Infants and Toddlers and Their Families: The Impacts of Early Head Start Volume I: Final Technical Report*. https://www.acf.hhs.gov/sites/default/files/opre/impacts_vol1.pdf (accessed August 2020)
- McCluskey, M. 2018. *The Global Legacy of Quebec's Subsidized Child Daycare* <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-12-31/affordable-daycare-and-working-moms-the-quebec-model> (accessed September 2020)
- Mills, M., P. Präg, F. Tsang, K. Begall, J. Derbyshire, L. Kohle, C. Miani, and S. Hoorens. 2014. *Use of Childcare in the EU Member States and Progress Towards the Barcelona Targets*. Short Statistical Report No. 1. RAND.
- Mobile Creches 2018. *Annual Report 2017-18* https://docs.wixstatic.com/ugd/57f05d_71906c6dc37c482e9d-cf2dd2bcb978c6.pdf
- Moussié, R. 2019. Four Key Points to Ensure Childcare Reaches the Poorest Working Women. <https://www.wiego.org/blog/four-key-points-ensure-childcare-reaches-poorest-working-women> (accessed August 2020)
- _____. 2020. *Extending childcare services to workers in the informal economy: Policy lessons from country experiences*. Policy Brief No. 3. Joint production of the International Labour Organization (ILO) and WIEGO.
- MWCD (Ministry of Women and Child Development). 2015. *Rajiv Gandhi National Creche Scheme for the Children of Working Mothers*. Revised RGNC Scheme. New Delhi: Government of India, Ministry of Women and Child Development. http://wcd.nic.in/sites/default/files/Revised%20RGNCSScheme_210515.pdf Accessed February 2019
- NAEYC (National Association for the Education of Young Children). 2020. *From the Front Lines: The Ongoing Effect of the Pandemic on Child Care* https://www.naeyc.org/sites/default/files/globally-shared/downloads/PDFs/resources/topics/naeyc_coronavirus_ongoingeffectsonchildcare.pdf
- National Early Literacy Panel. 2008. *Developing Early Literacy. Report of the National Early Literacy Panel. A Scientific Synthesis of Early Literacy Development and Implications for Intervention*. National Institute for Literacy. Jessup, Maryland.
- Naudeau, S., N. Kataoka, A. Valerio, M. Neuman, and L.K. Elder. 2011. *Investing in Young Children: An Early Childhood Development Guide for Policy Dialogue and Project Preparation (English)*. Washington, DC: World Bank.
- Netherlands (Government of the Netherlands). 2011. *Fact sheet Childcare and Childcare Allowance*. Web page available at <https://www.government.nl/documents/leaflets/2011/10/13/fact-sheet-childcare-and-childcare-allowance> (accessed August 2020)
- Neuman, M. J., and A. E. Devercelli. 2013. *What Matters Most for Early Childhood Development: A Framework Paper*. Systems Approach for Better Education Results (SABER) Working Paper No. 5. Washington, DC: The World Bank.
- Niemiec, C.P., and R.M. Ryan. 2009. Autonomy, competence, and relatedness in the classroom applying self-determination theory to educational practice. *Theory and Research in Education* 7: 133-144 <https://doi.org/10.1177/1477878509104318>
- Nordic Council of Ministers. 2019. *State of Nordic Fathers*. Copenhagen: Nordic Cooperation.
- OECD. 2006a. *Starting Strong II: Early Childhood Education and Care*. Paris: OECD Publishing.
- _____. 2006b. *Starting Strong IV: Early Childhood Education and Care Data Country Note – Sweden*. Paris: OECD Publishing.
- _____. 2006c. *Starting Strong IV: Early Childhood Education and Care Data Country Note – Denmark*. Paris: OECD Publishing.
- _____. 2015a. *Starting Strong IV: Early Childhood Education and Care Data Country Note – Chile*. Paris: OECD Publishing. <http://www.oecd.org/education/school/ECECDCN-Chile.pdf>
- _____. 2015b. *Starting Strong IV: Monitoring Quality in Early Childhood Education and Care*. Paris: OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264233515-en>.
- _____. 2015c. *Starting Strong IV: Early Childhood Education and Care Data Country Note – Germany*. Paris: OECD Publishing.
- _____. 2015d. *Starting Strong IV: Early Childhood Education and Care Data Country Note – France*. Paris: OECD Publishing.
- _____. 2016. *Society at a Glance 2016: OECD Social Indicators*. Paris: OECD Publishing.
- _____. 2017. *Starting Strong 2017: Key OECD Indicators on Early Childhood Education and Care*. Paris: OECD Publishing.
- _____. 2018. *Starting Strong: Engaging Young Children. Lessons from Research about Quality in Early Childhood Education and Care*. Paris: OECD Publishing.
- Pritchett, L. 2015. *Creating Education Systems Coherent for Learning Outcomes: Making the Transition From Schooling to Learning*. Cambridge, MA: Center for Global Development.

- Productivity Commission. 2011. *Early Childhood Development Workforce Research Report*. Melbourne.
- Rahman, F., M. Linnan, A. Rahman, et al. 2012. Cost-effectiveness of an injury and drowning prevention program in Bangladesh. *American Academy of Pediatrics* 30(6).
- Rao, N. 2010. Preschool Quality and the Development of Children From Economically Disadvantaged Families in India. *Early Education and Development* 21(2): 167-185.
- Rao, N., E. Pearson, B. Piper, and C. Lau. 2020. *Building an Effective Early Childhood Education Workforce*.
- Revenga, A., and M. Dooley. 2020. *The Constraints That Bind (Or Don't): Integrating Gender into Economic Constraints Analyses*. Global Economic and Development Working Paper 137. Washington, DC: Brookings.
- Richter, L., and M. Samuels. 2018. The South African universal preschool year: A case study of policy development and implementation. *Child: Care, Health and Development* 44(1): 12-18.
- Ruel, M., A. Quisumbing, K. Hallman, B. de la Briere, and N. Salazar. 2006. *The Guatemala Community Daycare Program: An Example of Effective Urban Programming*. Research Report No. 144. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- Samman, E., E. Presler-Marshall, and N. Jones. 2016. *Women's Work— Mothers, Children and the Global Childcare Crisis*. London: ODI (Overseas Development Institute).
- Sanfelice, V. 2018. *Universal Public Childcare and Labor Force Participation of Mothers in Brazil*. <https://drive.google.com/file/d/1QHhkDaGfFLcyGVZ9-1tjCpMIE1cqO2/view>
- Scarborough, H.S. 1998. Early identification of children at risk for reading disabilities: Phonological awareness and some other promising predictors. In B.K. Shapiro, P.J. Accardo, and A.J. Capute (Eds.), *Specific Reading Disability: A View of the Spectrum*: 75-119. Timonium, MD. York Press.
- Schweinhart, L., H. Barnes, and D. Weikart. 1993. *Significant Benefits: The High / Scope Perry Preschool Study through age 27*. Ypsilanti, MI: High/Scope Press.
- Shafiq, M. N., A. Devercelli, and A. Valerio. 2018. Are there long-term benefits from early childhood education in low- and middle-income countries? *Education Policy Analysis Archives* 26 (122). Available at: <https://epaa.asu.edu/ojs/article/view/3239> (Accessed September 2019)
- Skoufias, E. 1994. Market wages, family composition, and the time allocation of children in agricultural households. *Journal of Development Studies* 30(2): 335-360.
- Slot, P. L., M.K. Lerkkanen, and P.P. Leseman. 2015. *The Relations Between Structural Quality and Process Quality In European Early Childhood Education and Care Provisions: Secondary Analyses of Large Scale Studies in Five Countries*. CARE—European Early Childhood Education and Care. http://ecec-care.org/fileadmin/careproject/Publications/reports/CARE_WP2_D2__2_Secondary_data_analyses.pdf
- South Africa (Republic of South Africa, Department of Social Development). 2014. Audit of Early Childhood Development (ECD) Centres. National Report."
- South Africa (Republic of South Africa, Department of Statistics South Africa). 2018. General Household Survey (GHS), 2018
- Sparling, J., and K. Meunier. 2019. Abecedarian: An Early Childhood Education Approach that has a Rich History and a Vibrant Present. *International Journal of Early Childhood* 51: 207-216.
- State of New York. 2019. Governor Andrew Cuomo Announces Highlights of the FY 2020 State Budget. Press release dated April 1. <https://www.budget.ny.gov/pubs/press/2019/pr-enactfy20.html> (accessed May 2019).
- Statistics South Africa. 2018. *General Household Survey 2018*. Pretoria.
- Sun, J., N. Rao, and E. Pearson. 2015. *Policies and Strategies to Enhance the Quality of Early Childhood Educators*. Background paper prepared for the *Education for All Global Monitoring Report 2015: Achievements and Challenges*. UNESCO.
- Tietze, W., D. Cryer, J. Bairrão, J. Palacios, and G. Wetzal. 1996. Comparisons of observed process quality in early childcare and education programs in five countries. *Early Childhood Research Quarterly* 11: 447-475.
- UK (Government of the United Kingdom). Undated. 15 hours free childcare for 3 and 4-year-olds. Web page available at <https://www.gov.uk/help-with-childcare-costs/free-childcare-and-education-for-2-to-4-year-olds> (accessed February 2019).
- UN Population Division (United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division). 2015. *The Influence of Family Policies on Fertility in France*. Policy Brief No. 7 (background to *United Nations Expert Group Meeting on Policy Responses to Low Fertility: Report of the Meeting*).
- UN Women. 2015. *Progress of the World's Women 2015-2016: Transforming Economies, Realizing Rights*. New York.
- _____. 2019. *Progress of the World's Women 2019-2020: Families in a Changing World*. New York.
- UNESCO. 2010. Brazil. In *World Data on Education, 7th Edition*. Available at http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Brazil.pdf
- _____. 2015. *Education for All 2000-2015: Achievements and Challenges*. Education for All Global Monitoring Report 2015. Paris.

- UNICEF. 2017. *State of the World's Children 2017: Children in a Digital World*.
- _____. 2019. *UNICEF, Government of Rwanda and partners inaugurate first early childhood development centre based in local market* <https://www.unicef.org/rwanda/press-releases/unicef-government-rwanda-and-partners-inaugurate-first-early-childhood-development?fbclid=IwAR1euq1NMeMwajwEMt> (accessed July 2020)
- Valdivia, M. 2015. Business training plus for female entrepreneurship? Short and medium-term experimental evidence from Peru. *Journal of Development Economics* 113: 33-51.
- Weatherholt, T., R. Jordan, L. Crouch, E. Barnett, and J. Pressley. 2019. Challenge and drivers of over-enrollment in the early years of primary school in Uganda. *International Journal of Early Childhood* 51: 23.
- Wodon, Q., and B. De le Briere. 2018. *The Cost of Gender Inequality—Unrealized Potential: The High Cost of Gender Inequality in Earnings*. Washington, DC: World Bank.
- Woetzel, J. A., K. Madgavkar, E. Ellingrud, et al. 2015. *The Power of Parity: How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion To Global Growth*. McKinsey & Company.
- Wolf, S., J.L. Aber, and J. Behrman. 2018. *The Impacts of Teacher Training and Parental Awareness on Kindergarten Quality in Ghana*. Preliminary Results Brief. IPA (Innovations for Poverty Action).
- World Bank. 2012. *World Development Report 2012: Gender Equality and Development*. Washington, DC.
- _____. 2013a. *SABER Early Childhood Development Country Report: Jamaica 2013*. Systems Approach for Better Education Results (SABER) country report. Washington, DC.
- _____. 2013b. *Republic of Uzbekistan: Improving Early Childhood Care and Education*. Washington, DC.
- _____. 2013c. *SABER Early Childhood Development Country Report: Colombia 2013*. Systems Approach for Better Education Results (SABER) country report. Washington, DC.
- _____. 2015a. *Supply and Demand for Child Care Services in Turkey: A Mixed Methods Study*. Washington, DC.
- _____. 2015b. *Why should we care about care? The Role of Informal Childcare and Eldercare in Aging Societies in the ECA Region*. Washington, DC.
- _____. 2018. *Women, Business and the Law*. Washington, DC.
- _____. 2019a. *Women Business and the Law 2019 – A Decade of Reform*. Washington, DC.
- _____. 2019b (forthcoming). *Study on Demand for Skilled Labor in Early Childhood Development Sector*. South Asia Region, Education Global Practice. Washington, DC.
- _____. 2019c. *Women Business and the Law 2019 – Childcare Services Can Have a Positive Impact on Women's Economic Inclusion, National Growth and Productivity*. Washington, DC.
- _____. 2019d (forthcoming). *Approaches, Experiences, and Lessons to Addressing Childcare in the World Bank Portfolio*. Washington, DC.
- _____. 2019e. *Ending Learning Poverty: What Will It Take?* Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/32553>
- _____. 2020 *Women's Economic Participation in Iraq, Jordan and Lebanon*. Washington, DC.
- World Health Organization, United Nations Children's Fund, and World Bank Group. 2018. *Nurturing care for early childhood development: a framework for helping children survive and thrive to transform health and human potential*. Geneva: World Health Organization.
- Young, Alwyn. 1995. The tyranny of numbers: Confronting the statistical realities of the East Asian Growth Experience. *The Quarterly Journal of Economics* 110(3): 641-680.

